Immigrés juifs dans l'économie belge (de 1918 à 1942)

Ahlich Meyer et Insa Meinen

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cmc/873>

DOI : 10.4000/cmc.873

ISSN : 2684-3080

Éditeur

Fondation de la Mémoire Contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2020

Pagination : 13-122

ISSN : 1377-1256

Référence électronique

Ahlich Meyer et Insa Meinen, « Immigrés juifs dans l'économie belge (de 1918 à 1942) », *Les Cahiers de la Mémoire Contemporaine* [En ligne], 14 | 2020, mis en ligne le 01 novembre 2020, consulté le 07 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cmc/873> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cmc.873>

Immigrés juifs dans l'économie belge (de 1918 à 1942)

Ahlrich Meyer – Insa Meinen

L'article qui suit est le résultat d'une étude s'inscrivant dans un projet de recherche plus vaste sur le démantèlement des entreprises commerciales juives par l'autorité occupante allemande en Belgique durant les années 1942-1944¹. Ce projet de recherche, encore en cours, est mené conjointement par les auteurs de la présente contribution². Nous sommes partis de deux particularités distinguant l'« aryanisation » en Belgique de celle en Allemagne : d'une part, les Juifs vivant alors en Belgique étaient pour la toute grande majorité des immigrants d'Europe de l'Est ; d'autre part, l'« aryanisation » de l'économie belge imposée par les Allemands n'aboutit que dans de rares cas à la reprise de sociétés, car elle avait pour visée première la liquidation de pratiquement toutes les petites et moyennes entreprises appartenant à des Juifs. C'est ainsi que, dans un premier temps, nous nous sommes posé la question de l'émergence et de la singularité de cette économie liée à l'immigration. Notre étude tente d'y

¹ Article traduit par Daniil Kotomin et Barbara Dickschen.

² Le projet de recherche intitulé « Zwischen “Arisierung” und Deportation. Überlebensstrategien der jüdischen Bevölkerung im besetzten Belgien während des Zweiten Weltkriegs » (« Entre “aryanisation” et déportation. Les stratégies de survie de la population juive en Belgique occupée pendant la Seconde Guerre mondiale ») a été financé entre 2014 et 2017 par la *Deutsche Forschungsgemeinschaft* (Association allemande de la Recherche scientifique), que nous tenons à remercier ici pour le généreux soutien. Nous remercions également notre collaboratrice Vera Hilbich ainsi que Jörg Paulsen, qui a rassemblé tous les éléments statistiques pour notre recherche et réalisé les tableaux et les illustrations. Enfin, nous témoignons toute notre gratitude à Barbara Lambauer pour nous avoir transmis des documents issus des Archives Nationales de Paris.

répondre en croisant des informations statistiques obtenues par l'analyse d'un très grand nombre de données avec notamment de nombreuses évocations de parcours individuels.

Les immigrants juifs travaillant comme indépendants en Belgique géraient majoritairement des entreprises familiales qui n'assuraient à leur propriétaire qu'une existence modeste. Ces entreprises, concentrées dans un certain nombre de secteurs bien spécifiques du commerce et de l'industrie, avaient pour particularité d'être de type artisanal ou semi-industriel, en général sous-capitalisées et de n'employer qu'un nombre limité de travailleurs flexibles. Du point de vue de l'occupant, elles étaient « superflues ». La destruction de ces structures économiques confronta les Juifs de manière non équivoque à l'intention des Allemands de les priver de tout moyen de subsistance. Quelques semaines plus tard, en août 1942, les trains de la mort commençaient à rouler depuis la Belgique vers Auschwitz. Ce que les planificateurs des quartiers généraux de la *Militärverwaltung* (administration militaire allemande) présentèrent comme des mesures de concentration et rationalisation de l'économie belge étaient, nous le savons aujourd'hui, le point de départ de la Shoah en Belgique.

Du marchand forain à l'homme d'affaires

Arrivé en 1900 en Belgique de Varsovie – qui faisait alors partie de la Russie – à l'âge de huit ans avec ses parents, Lazare Liebmann grandit à Anvers. Sa future épouse, Sprinca Kluger, née en 1896 dans la ville galicienne d'Oświęcim (Auschwitz), décida en 1927 d'élire domicile à Bruxelles après un long séjour en Suisse. Tous deux étaient considérés comme apatrides, bien qu'ils furent à l'origine respectivement russe et autrichienne. Durant la Première Guerre mondiale, Lazare Liebmann fut interné dans un camp de prisonniers allemand où il se fit passer

pour Belge. Il fut d'ailleurs sa vie durant un ardent patriote belge. Il gagnait son pain comme représentant d'une société tchécoslovaque. De son union avec Sprinca Kluger sont nés quatre fils. L'un d'entre eux, Henri Liebmann, tomba en 1943, à l'âge de 15 ans, dans un piège de la Gestapo et fut déporté vers Auschwitz où il trouva la mort. Le reste de la famille survécut dans la clandestinité à la période de l'occupation allemande. Marcel Liebman, de deux ans le cadet de Henri, entama après la guerre des études de sciences politiques à l'Université libre de Bruxelles avant de se consacrer à l'étude de la révolution russe et du léninisme. Plus tard, il coucha sur papier l'histoire de sa famille et ses propres souvenirs d'enfance dans *Né juif. Une enfance juive pendant la guerre*³. Le livre se révéla en outre une accusation virulente contre les dirigeants de l'Association des Juifs en Belgique (AJB), la communauté juive obligatoire mise en place par les Allemands. Ce n'est pas tant cet aspect de l'ouvrage de Liebman qui nous intéresse ici, mais la description qu'il fait au début du récit de la situation des immigrants juifs en Belgique dans l'entre-deux-guerres. Le long extrait qui suit fournissant un aperçu par le prisme de l'histoire de la famille de l'auteur, est à cet égard édifiant :

« Étrange et exceptionnelle situation d'une famille juive d'immigration relativement récente : mon père, né à Varsovie, était arrivé, jeune enfant encore, à Anvers. Ma mère, elle, née à Oświęcim-Auschwitz, avait longtemps vécu à Zurich avant de se marier et de se fixer, vers trente ans, à Bruxelles. Nous aurions donc pu être pareils à ces dizaines de milliers de Juifs qui, pendant les années 30, vivaient, à maints égards en marge du pays et de la société belge, formant des cercles de Juifs allemands, de Juifs polonais, hollandais et roumains, tous conscients de leur altérité, de leur statut et de leur condition d'étrangers.

³ M. Liebman, *Né juif. Une famille juive pendant la guerre*, Bruxelles, 1977 ; rééditions en 1996 et 2011.

Leur intégration se heurtait à de nombreux obstacles. Il y avait celui de la langue, qui se compliquait à Anvers, grande “métropole juive”, d’une situation spécifique. Les immigrés qui s’y fixaient étaient peu tentés par le flamand qu’on y parlait. Cette réticence ne s’expliquait pas seulement par des raisons philologiques, car le yiddish était plus proche du flamand que du français. Mais ce dernier demeurait à l’époque la langue de la bourgeoisie et, à ce titre, un véhicule d’ascension sociale. Le double caractère du peuple flamand, encore assez largement paysan et profondément catholique, décourageait aussi les velléités de rapprochement et d’intégration. Plus généralement, les Juifs de Belgique n’avaient souvent vu dans ce pays qu’une étape de passage vers les principaux centres d’attraction d’Amérique. À cela s’ajoutait une donnée économique décisive : les Juifs étaient souvent concentrés dans des branches professionnelles déterminées, particulièrement à Anvers dans l’industrie diamantaire. Cela renforçait leur cohésion. La plupart d’entre eux ignoraient pratiquement une société belge qui exerçait sur eux peu d’attrait. La différence était grande, à cet égard, avec les Juifs établis en France et qui, émigrés de fraîche date ou non, voyaient dans leur pays d’accueil la patrie des droits de l’Homme et un foyer de prestigieuse culture. En Belgique, au contraire, où la question nationale n’était pas résolue, le manque d’homogénéité ethnique et l’absence, au-delà d’un cercle relativement étroit, d’une conscience patriotique, renforçaient encore les sentiments particularistes des émigrés juifs. Les difficultés économiques des années 30, ainsi qu’un sentiment de méfiance ou d’hostilité envers les étrangers, achevaient d’enfermer les Juifs dans leur condition juridique, sociale et psychologique de déracinés. Nous, nous ne nous considérons pas comme des étrangers. Nous nous sentions Juifs, mais Belges, Juifs et Belges. »⁴

⁴ *Ibid.*, p. 9 *sqq.*

*

Joseph Feuerberg, qui plus tard se fit appeler Fenerberg, arriva de Drohobitz, dans les Carpates du sud de la Pologne, où il naquit en 1902. Adolescent, durant la Première Guerre mondiale, il travailla dans une ferme allemande, et en 1922, à l'âge de 20 ans, projetant d'émigrer aux États-Unis, il embarqua à Hambourg comme passager clandestin d'un paquebot, mais fut renvoyé en Europe à son arrivée à New York. À la recherche d'un emploi, il se tourna tout d'abord vers la France, séjournant un certain temps à Valenciennes avant de déménager à Charleroi en 1923. On lui octroya un permis de séjour à condition de travailler dans les mines de charbon. Après deux années de labeur sous terre, il retourna en France pour travailler en tant qu'ouvrier non qualifié à l'usine Renault à Paris. C'est dans cette ville qu'il fit la connaissance de sa femme Chawa Ruchla (Rachel) Lewkowicz, une couturière née à Varsovie en 1900. Elle s'était rendue en France afin, comme son frère et d'innombrables autres Juifs, d'échapper aux difficultés économiques et à l'antisémitisme croissant dans la Pologne d'après-guerre. En 1926, à Paris, naquit leur fils Bernard, qui obtint la nationalité française selon la législation alors en vigueur. Un an plus tard, la jeune famille décida d'emménager ensemble avec celle du frère de Rachel Lewkowicz à Bruxelles, où ils voulaient rejoindre d'autres parents de Pologne. En 1927 commence donc l'histoire que Bernard Fenerberg mit plus tard par écrit et que nous citons ici :

« Dès leur arrivée, les Fenerberg louent un appartement de deux pièces dans la commune de Saint-Gilles, rue Gustave Defnet. Rachel est heureuse de retrouver toute sa famille après si longtemps et fière de présenter son mari et leur fils qui a maintenant un an. Ils prennent alors une décision importante. Joseph va arrêter son emploi éreintant de manœuvre. Rachel l'initiera à

la couture et ils travailleront à deux comme ouvriers à domicile. Sitôt installés, ils se mettent à la recherche d'une machine à coudre d'occasion et de tous les accessoires indispensables à un atelier de couture. Après quinze jours, l'atelier est installé dans la cuisine et opérationnel.

Au début, l'apprentissage est difficile. Rachel l'initie en priorité au piquage à la machine. Mais déterminé, Joseph se débrouille déjà très bien après trois semaines et apprend, aussi rapidement, les autres rudiments du métier. Sa femme continue également à lui réapprendre le yiddish.

Mais il leur faut impérativement trouver du travail. On leur conseille d'aller dans le quartier des Marolles, autour du Vieux Marché où sont regroupés de nombreux marchands de vêtements. Une de leurs spécialités est la vente de vieux manteaux transformés en cabans de style marin très demandés à cette époque. Le travail consiste à défaire les vieux manteaux et à utiliser l'envers du tissu pour donner l'impression d'un vêtement neuf. Deux marchands promettent à Joseph du travail régulier et il est très heureux de pouvoir annoncer cette bonne nouvelle à Rachel à son tour. Il ramène déjà quelques vieux manteaux à transformer et les modèles des cabans à confectionner. Une nouvelle ère commence et le couple se met au travail. Les trois premiers vêtements sont terminés et parfaitement réalisés. C'est le moment de les livrer... Joseph les emballe soigneusement dans un drap et, impatient d'entendre son verdict, se rend chez le commerçant. L'heure de vérité est arrivée.

Il déballe délicatement les vêtements et attend anxieux la réaction du marchand. Celui-ci sourit... Joseph est soulagé : "C'est bien, c'est parfait", lui dit-il et il le paie immédiatement. La somme est modique, modique mais, sans études ni diplômes, Joseph doit accepter de travailler dur pour s'en sortir.

Au fil des mois, la situation s'améliore. Plusieurs marchands leur confient maintenant du travail et les rentrées d'argent deviennent plus régulières et presque suffisantes. Ils travaillent

tous les jours fort tard, ce que leur permet le travail à domicile. Pour Rachel, c'est éprouvant parce qu'elle s'occupe aussi du ménage et doit également conduire et rechercher Bernard à l'école maternelle, rue des Fleuristes, tout près du Vieux Marché. Mais Joseph assure maintenant la plus grosse partie de la confection que représentent l'assemblage et le repassage des vêtements. »⁵

L'année 1930 vit la naissance de leur fille Clara Fanny et la famille déménagea dans une habitation plus grande, au quatrième étage d'une maison de la rue Haute. Deux années passèrent. « Mais, à la longue, il devient trop dur pour Joseph et Rachel de monter plusieurs fois par jour les quatre étages et ils décident de chercher un nouveau logement. Ils veulent rester dans les Marolles où se trouvent la majorité des commerçants pour qui ils travaillent et ils s'installent dans une arrière-maison qu'ils trouvent assez rapidement dans le bas du Vieux Marché, au 129 rue Terre Neuve. C'est une vieille maison où l'éclairage se fait encore au gaz. Elle est constituée de deux chambres, d'une petite salle à manger au premier étage et d'une pièce mansardée au deuxième qui leur servira de cuisine et d'atelier. Au rez-de-chaussée vit une famille juive polonaise très pauvre avec trois enfants. »

Au début de l'année 1939, la famille déménagea de nouveau. Bien qu'également dans une arrière maison, ce logement était un peu plus spacieux, plus lumineux et raccordé à l'électricité. En mai 1940, les Fenerberg fuirent à pied vers la France pour échapper à l'avancée des blindés allemands, mais ils furent rattrapés par la *Wehrmacht* et durent retourner à Bruxelles. Durant l'Occupation, Bernard Fenerberg entra en apprentissage comme tailleur avant de travailler dans une entreprise qui produisait des

⁵ B. Fenerberg, *Ces enfants, ils ne les auront pas ! Récits de guerre et de résistant d'un ketje de Bruxelles*, Bruxelles, 2013. Les données biographiques se trouvent p. 8-14, 20, 21 *sqq.* ; les citations suivantes sont aux p. 14-16.

manteaux de fourrure de lapin, les matières premières faisant défaut. Au début de 1942, le père Joseph Fenerberg fut convoqué pour la mise au travail sur les chantiers de l'Organisation Todt, au mur de l'Atlantique, dans le nord de la France. Il ne pouvait savoir que cela signifiait sa condamnation à mort. En octobre de la même année, il fut déporté avec des centaines d'autres travailleurs forcés juifs de la France par le camp de transit de Malines vers Auschwitz. Rachel Lewkowicz-Fenerberg et sa fille se cachèrent et survécurent à la guerre tandis que Bernard Fenerberg entra dans la clandestinité et rejoignit la résistance belge à l'âge de 17 ans.

*

À plus de soixante-dix ans, Simon Gronowski publia ses souvenirs d'enfance, qui nous permettent de découvrir avec émotion la blessure cachée de ce célèbre avocat bruxellois et pianiste de jazz passionné : Gronowski est l'« enfant du vingtième convoi ». Entre 1942 et 1944, au total, 26 convois de près de 25 000 Juifs s'acheminèrent du camp belge de Malines vers Auschwitz. Les prisonniers essayaient sans cesse de s'évader des trains, en particulier lors du transport du XX^e convoi. En avril 1943, trois jeunes gens attaquèrent ce train en rase campagne, tandis qu'en même temps des membres de la résistance réussirent à ouvrir de l'intérieur les portes verrouillées. Plus de 230 Juifs avaient ainsi pu sauter des wagons avant que le train n'atteigne la frontière allemande. L'un d'entre eux était Simon Gronowski, alors âgé de 11 ans, que sa mère enjoignit de se sauver alors qu'elle-même resta dans le train⁶. Chana Kaplan-Gronowski fut

⁶ S. Gronowski, *L'Enfant du 20^e convoi*, Bruxelles, 2002. Toutes les données biographiques de ce livre, ainsi que les citations qui suivent se trouvent aux p. 32 *sqq.*, 37, 38, 41 *sqq.*, 51 *sqq.* Cf. M. Steinberg – L. Schram, *Transport XX Malines – Auschwitz*, Bruxelles, 2008. Une description en langue allemande, qui n'est pas toujours fiable en ce qui concerne les faits historiques, nous est

assassinée à Auschwitz. En 1942, alors que commencèrent les déportations depuis la Belgique, la famille Gronowski avait cherché à se cacher. Mère et fils furent arrêtés, la fille aînée tomba également dans les mains des meurtriers, le père Léon Gronowski, qui survécut à l'occupation allemande, mourut quant à lui en 1945, brisé par la maladie et le chagrin.

Dans ses souvenirs, Simon Gronowski esquisse le portrait évocateur d'une famille juive d'immigrés en Belgique, qui connut dans le courant des années 20 et 30 une modeste ascension sociale. Le père, né en 1898, vint d'un *shtetl* à proximité de Varsovie, la mère naquit en 1902 en Lituanie. L'un et l'autre grandirent donc dans la Zone de Résidence russe. Plus tard, ils devinrent tous deux apatrides. Léon Gronowski fut enrôlé dans l'armée polonaise fraîchement constituée, d'où il déserta en 1920 pour aller dans la ville extraterritoriale de Danzig avant d'aller à Berlin, comme ce fut le cas de nombreux réfugiés juifs. Finalement, n'ayant pas de formation professionnelle et vu qu'il ne trouva pas de travail en tant qu'*Ostjude* (Juif de l'Est), il franchit à pied illégalement la frontière belge à proximité d'Aix-la-Chapelle. Il arriva à Bruxelles, où vivait un de ses cousins, loua une chambre dans la commune d'Anderlecht et chercha un emploi. Voici le récit qu'en a fait Léon Gronowski – récit repris par son fils dans sa narration :

« La première question qui s'est posée à moi à Bruxelles a été celle de la survie : le pain quotidien. Je cherchais un travail, utilisant le peu de français qui me restait de mon séjour en Suisse. Les Juifs polonais immigrés installés à Bruxelles avaient des métiers divers. Certains ont développé la fabrication de sacs (maroquinerie), activité devenue très populaire. Ceci a donné du travail à de nombreux jeunes gens juifs qui, sans profession et sans

proposée par Marion Schreiber : *Stille Rebellen. Der Überfall auf den 20. Deportationszug nach Auschwitz*, Berlin, 2000.

emploi, n'avaient d'autre choix que de se louer provisoirement chez ces petits fabricants pour trouver dans l'immédiat une maigre pitance.

Ces patrons, à la fois producteurs, commerçants et voyageurs, se faisaient vive concurrence, livrant la marchandise finie au prix minimum en diminuant le salaire des ouvriers.

Un de ces fabricants m'engagea comme apprenti avec un salaire qui me permettait juste de quoi offrir un pain sec et une mansarde. Cela ne m'a pas effrayé car je savais que rien ne me serait facile. En plus, je voulais aussi apprendre un métier, obtenir ce que mes éducateurs ne m'avaient pas donné.

J'y ai travaillé plusieurs mois dans des conditions pénibles car le patron diminuait sans cesse le salaire de ses ouvriers, des incidents surgissaient chaque jour. »

Lorsque, dès 1920, le secteur d'articles de maroquinerie bruxellois fut touché par une première crise, Léon Gronowski perdit son emploi. Il se dirigea alors vers le bassin houiller belge du Borinage à proximité de Mons, où il fut considéré apte au travail et descendit au fond de la mine. Les conditions de travail, décrites en détail, ressemblaient à ce moment encore à celles observées par Vincent Van Gogh lorsqu'il était évangéliste dans le Borinage ou à celles que nous connaissons dans le roman *Germinale* d'Émile Zola. Après quelques mois, il quitta la mine de charbon et se rendit à Liège. Simon Gronowski décrit ainsi la suite du parcours du père :

« En 1921, il se fixe à Liège et décide de faire les marchés dans les environs. Ayant travaillé dans la maroquinerie à Bruxelles, il choisit cet article et commence à se débrouiller en français.

Grâce à son pécule de quatre mois de travail comme mineur, il achète un petit stock de marchandises et découvre le métier. Il apprend, par exemple, comment se procurer une bonne place au marché : arriver la veille à 22 heures, placer ses tréteaux et attendre jusqu'au jour, qu'il pleuve, vente ou neige. Ces voyages

quotidiens en transport en commun, chargé de lourdes valises, le fatiguent. »

À Liège, il épousa Chana Kaplan, qu'il connaissait d'avant et qui avait quitté la Lituanie en 1923 pour s'installer en Belgique. Le couple espérait pouvoir émigrer aux États-Unis ou au Canada, mais le plan échoua faute de visa. Lorsque naquit leur fille, la famille déménagea à Bruxelles, s'installant en premier lieu dans la commune de Saint-Gilles. Léon Gronowski se lança alors dans le commerce de gros de maroquinerie.

« À cette époque, le quartier juif de Bruxelles se trouvait à Anderlecht et à Saint-Gilles, dans les environs de la gare du Midi. Mes parents décidèrent d'en sortir. Le 6 avril 1932, ils achetèrent un terrain au 639, chaussée de Wavre, à Etterbeek, presque aux confins de Bruxelles. Ils y construisirent une maison et s'y installèrent en avril 1935. [...] Je vivais avec mes parents et ma sœur dans notre maison d'Etterbeek. Aux 1^{er} et 2^e étages, nous avions des locataires.

Ma mère tenait au rez-de-chaussée le magasin de maroquinerie. Il s'appelait "Au Sally" (S=Simon ; A=Ania ; L=Léon ; Y=Ita). Enfant, je l'ai toujours appelé "le magasin de sacoches". Mon père voyageait en province pour vendre la même marchandise en gros. Il partait tous les matins en Wallonie présenter les échantillons aux clients.

Ma mémoire d'enfant garde l'image de ce père courageux, se levant à l'aube pour prendre l'autobus, puis le train, chargé de deux lourdes valises. [...] Mes parents travaillaient durement pour avoir une vie décente. Ils se fournissaient auprès de petits fabricants juifs qui me cajolaient lors de leurs visites : MM. Jurfest, Bialer, Roland, Elbaum, Blazer, Kenigsmann, etc. C'était des artisans, de véritables artistes, livrant sacs de dame, portemonnaie (*batèlè*), portefeuilles, serviettes, blagues à tabac... en

veau, vachette, crocodile, maroquin, box-calf... [...] Toutes les transactions se faisaient en yiddish. »

L'entreprise familiale « Au Sally » est un exemple éloquent de la mobilité sociale des immigrants juifs en Belgique. Elle fut, à l'instar de la plupart des autres entreprises de ce genre, démantelée par les occupants allemands, tandis que leur propriétaire ainsi que leurs proches furent persécutés, arrêtés et déportés. Simon Gronowski décrit la « liquidation » du commerce dans les années 1941-1942 comme suit :

« Les nazis se livrèrent en même temps à une spoliation mobilière en règle en confiant cette tâche à la *Brüsseler Treuhandgesellschaft* (société fiduciaire constituée le 12.10.1940 [...]) qui a agi avec brutalité. [...] Sur la porte du magasin, on apposa un panneau trilingue : “Jüdisches Unternehmen – Joodse onderneming – Entreprise juive”.

Fin 1941, un contrôleur allemand vint examiner notre magasin et vérifier les livres. Les frais de contrôle étaient à charge de mon père. [...] Une autre lettre du 7 avril 1942 lui réclama 3 100 francs, montant considérable pour l'époque. Mon père paye 1 100 francs le 11 avril. Les Allemands lui réclament le solde avant le 22 mai. Il le paye le 16 mai.

Le 24 avril 1942, le magasin fut mis sous séquestre ; un administrateur-commissaire (*Kommissarischer Verwalter*) fut désigné, M. Karl Schneider. [...] Après que deux de ses adjoints vinrent contrôler les livres et les stocks, le 24 juillet il confisqua notre machine à écrire [...]. Le 13 août 1942, il envoya M. Joostens enlever “la marchandise restante”. Plus tard, les Allemands prendront nos meubles et saisiront les loyers de notre maison, mais, très corrects, ils payeront scrupuleusement les termes hypothécaires de notre créancier belge [...]. Dans une lettre du 31 juillet 1944, mon père évaluera la spoliation à 300 000 francs de l'époque. »

Résultats statistiques sur l'immigration

Au cours des six premières décennies après l'Indépendance de 1830, la population de la Belgique connut une croissance de près de deux tiers pour passer à plus de six millions de personnes, mais l'immigration était restée proportionnellement limitée, c'est-à-dire que le royaume dénombrait moins de 3 % d'étrangers en 1890, dont majoritairement des Néerlandais, des Français et des Allemands. Le nombre de Juifs en Belgique, qui pendant tout un temps avait à peine évolué, se chiffrait vers 1880 approximativement à 4 000 individus. Suite à une première vague d'immigration d'Europe de l'Est, il s'éleva progressivement à 17 000 personnes jusqu'au tournant du siècle et à plus de 40 000 en 1914. Tandis que la Première Guerre mondiale vit la population juive se réduire de plus de la moitié du fait des expulsions et de l'exode, celle-ci augmenta de nouveau fortement à partir des années 20 principalement du fait de l'immigration de Pologne. Lorsque les États-Unis renforcèrent leurs lois sur l'immigration et introduisirent à partir de 1921 des quotas, la Belgique, souvent considérée comme une simple étape sur le chemin vers outre-mer, devint un nouveau refuge pour de nombreux émigrants.

Au début des années 30, entre 50 000 et 55 000 Juifs vivaient en Belgique, et leur nombre s'accrut encore par l'afflux de réfugiés juifs d'Allemagne nazie jusqu'à atteindre plus de 70 000 individus en 1940. Ceci correspondait à environ un pourcent de la population totale belge de l'époque. Sous l'occupation allemande, 57 000 Juifs furent encore recensés dans le pays, desquels maximum 9 % possédaient la nationalité belge. Depuis la fin du XIX^e siècle, les immigrés d'origines différentes marquèrent donc dans une large mesure le judaïsme belge⁷.

⁷ Concernant l'immigration juive en Belgique, voir surtout les travaux de J.-Ph. Schreiber, *L'immigration juive en Belgique, du Moyen Âge à la Première*

Dans la littérature scientifique, on distingue essentiellement deux grandes phases d'immigration juive vers la Belgique, dont les causes sont à rechercher surtout dans les pays d'origine. Outre la migration traditionnelle de Juifs des Pays-Bas, d'Alsace et de Rhénanie allemande, venus provisoirement en Belgique comme colporteurs, marchands ou travailleurs qualifiés, un mou-

Guerre mondiale, Bruxelles, 1996 ; *Idem*, « L'immigration juive en Belgique du Moyen Âge à nos jours », dans A. Morelli (éd.), *Histoire des étrangers et de l'immigration en Belgique de la préhistoire à nos jours*, Bruxelles, 2004, p. 215-242, ici p. 237. Données sur le nombre d'habitants ; *Idem* – J.-L. Slachmuylder, « L'immigration des Juifs en Belgique 1840-1890. Analyse des données issues des dossiers de la Police des Étrangers », dans *Bulletin de la Société royale belge d'anthropologie et de préhistoire*, 108, 1997, p. 43-54 ; Fr. Caestecker – T. Feys, « East European Jewish Migrants and Settlers in Belgium, 1880-1914 : A Transatlantic Perspective », dans *East European Jewish Affairs*, 40, 2010, n° 3, p. 261-284. La situation dans les années 30 est étudiée par Frank Caestecker dans son ouvrage *Ongewenste gasten. Joodse vluchtelingen en migranten in de dertiger jaren in België*, Bruxelles, 1993. Cf. le travail pionnier sur la France : N. Green, *Les travailleurs immigrés juifs à la Belle Époque. Le "Pletzl" de Paris*, Paris, 1985 ; et, plus récemment : M. G. Esch, *Parallele Gesellschaften und soziale Räume. Osteuropäische Einwanderer in Paris 1880-1940*, Francfort-sur-le-Main, 2012. Trois ouvrages de référence plus anciens nous renseignent sur l'immigration des Juifs vers l'Allemagne : S. E. Aschheim, *Brothers and Strangers. The East European Jew in German and German-Jewish Consciousness, 1800-1923*, Madison, 1982 ; J. Wertheimer, *Unwelcome Strangers. East European Jews in Imperial Germany*, Oxford - New York, 1987 ; T. Maurer, *Die Ostjuden in Deutschland 1918-1933*, Hambourg, 1986 ; ensuite : Z. Szajkowski, « Sufferings of Jewish Emigrants to America in Transit through Germany », dans *Jewish Social Studies*, 39, 1977, n° 1-2, p. 105-116 ; sur l'état des recherches plus récentes, voir entre autres : J. Oltmer, « "Verbotswidrige Einwanderung nach Deutschland" : Osteuropäische Juden im Kaiserreich und in der Weimarer Republik », dans *Aschkenas – Zeitschrift für Geschichte und Kultur der Juden*, 17, 2007, n° 1, p. 97-12 ; T. Brinkmann, « Ort des Übergangs – Berlin als Schnittstelle der jüdischen Migration aus Osteuropa nach 1918 », dans V. Dohrn – G. Pickhan (éds.), *Transit und Transformation. Osteuropäisch-jüdische Migranten in Berlin 1918-1939*, Göttingen, 2010, p. 25-44 ; ainsi que l'étude riche en détails réalisée par A.-Chr. Saß, *Berliner Luftmenschen. Osteuropäisch-jüdische Migranten in der Weimarer Republik*, Göttingen, 2012.

vement massif de migration de Juifs de Russie et de Galicie autrichienne s'amorça vers la fin du XIX^e siècle. Ces Juifs cherchaient à fuir la misère matérielle et les pogroms endémiques de ces années. C'est ainsi que des dizaines de milliers de Juifs s'installèrent en Belgique. Après la Première Guerre mondiale, la Belgique connut une deuxième vague d'immigration d'une ampleur encore plus grande, provoquée par l'antisémitisme virulent et la misère économique des Juifs dans la Pologne d'après-guerre. Les immigrants juifs de cette génération marquèrent une fois de plus le paysage communautaire et surtout la vie économique juive en Belgique, et ce jusque dans les années de l'Occupation à partir de 1940.

Croquis d'émigrés juifs par
Eugene Van Mieghem.

Dans le cadre de notre projet de recherche présenté au début de cet article, nous avons analysé les dates de l'immigration ainsi que les pays d'origine de l'ensemble des propriétaires des entreprises juives, dans la mesure où celles-ci pouvaient être retrouvées. Nous nous sommes fondés sur les déclarations de ces entreprises imposées par les occupants allemands. Cette obligation de déclarer une entreprise reposait sur les premières « ordonnances relatives aux mesures contre les Juifs » des *Militärbefehlshabers* (Commandants militaires en Belgique et dans le nord de la France – MBB) du 28 octobre 1940. Toutes les entreprises indivi-

duelles et les sociétés de capitaux « sous influence juive » reprises dans le registre du commerce belge devaient être recensées. Selon le rapport final du groupe XII (*Feind- und Judenvermögen* : « Biens ennemis et juifs ») de la *Militärverwaltung*, il y eut au total près de 8 000 déclarations de propriété d'entreprises et de déclarations de participation dans des sociétés. Nombreuses étaient toutefois les entreprises qui avaient déjà été abandonnées à l'arrivée de l'occupant en mai 1940⁸. Les formulaires de déclaration, les listes dressées d'après chaque secteur, tout comme de nombreux rapports de révision d'entreprises individuelles se trouvent dans les actes de la *Brüsseler Treuhandgesellschaft* (Société fiduciaire bruxelloise – BTG) et du groupe XII.

Nous avons utilisé ces sources pour créer une banque de données des entreprises juives en Belgique⁹. Elle reprend 6 916 entreprises et devrait donc être plus ou moins exhaustive. Nous avons pu identifier le ou les propriétaires (4 985 personnes) de 4 926 entreprises. En prenant en compte leurs parents, on arrive au total à près de 16 000 personnes, ce qui correspond à plus d'un quart des Juifs vivant en Belgique en 1940. Il s'agit, dans l'ensemble, de sociétés destinées à la liquidation par les occupants allemands¹⁰. Nous avons comparé les données rassemblées ainsi

⁸ Rapport final du Groupe XII, BA-MA, RW 36/227, p. 108, 119 et 145 ; voir également l'encart plus bas.

⁹ Le fonds d'archives conservé se trouve à Bruxelles et à Paris : Archives Générales du Royaume (AGR), Séquestre de la *Brüsseler Treuhandgesellschaft* et du Groupe XII (ci-dessous AGR, BTG-Gr. XII) ; Archives Nationales (AN), AJ⁴⁰, p. 247-296. Une banque de données de la population juive de Belgique et de leurs biens, créée il y a 20 ans par la commission d'enquête relative à l'« aryanisation » (Commission Buysse), n'est plus accessible pour des raisons techniques.

¹⁰ Certaines entreprises et sociétés de capitaux plus grandes qui n'ont pas été liquidées et qui paraissaient se prêter à être « aryanisées » par les Allemands n'ont pas été reprises dans notre banque de données pour des raisons pratiques de recherche. Ces entreprises n'étaient pas représentatives pour la

avec celles émanant de différentes autres sources contemporaines, telles que les documents des communes belges relatifs à l'enregistrement de la population juive (« Registre des Juifs »), le fichier des membres de la communauté obligatoire juive (AJB), ainsi que les listes de transport du camp de rassemblement de Malines¹¹. À titre de comparaison, nous avons en outre pris un échantillon des données correspondantes pour la totalité de la population juive de Belgique sur base du « Registre des Juifs ».

Nous nous sommes généralement basés sur la dernière nationalité des immigrés, enregistrée au début de l'occupation allemande, afin de déterminer leur origine. Il y avait parmi les citoyens belges, hormis ceux nés en Belgique, également des immigrés naturalisés. En ce qui concerne les immigrés appartenant au groupe relativement grand d'apatrides, qui compte un nombre de personnes assez différentes (tels notamment des réfugiés russes, des Juifs polonais déclarés apatrides), nous leur avons attribué à chaque fois la nationalité de l'État auquel ils appartenaient jadis, dans la mesure où ces données nous étaient connues. Nous n'avons pour autant pas oublié que la catégorie de la nationalité repose sur l'attribution. Pour la période que nous analysons, les nationalités ont pu changer de temps en temps, étant aussi parfois falsifiées par les migrants. La nationalité dit peu de l'autoperception d'un groupe d'immigrés ou d'une com-

masse des entreprises juives en Belgique. Si on en tenait compte statistiquement, seules les données relatives au montant du fonds de roulement et au nombre d'employés, rassemblées plus loin, varieraient légèrement.

¹¹ Les « registres des Juifs » communaux, le fichier AJB et les listes des transports du camp de Malines ont été numérisés entre-temps ; nous remercions la direction et les collaborateurs du *Joods Museum van Deportatie en Verzet*, Malines (aujourd'hui : Kazerne Dossin), qui nous ont donné l'accès à ces fonds. Dans notre dernier livre, nous avons décrit plus précisément les sources citées et le processus technique de leur recoupement avec d'autres données : voir I. Meinen – A. Meyer, *Verfolgt von Land zu Land. Jüdische Flüchtlinge in Westeuropa 1938-1944*, Paderborn, 2013, p. 102, 227 sqq.

munauté ; ce qui par ailleurs est également valable pour la classification générale du judaïsme que nous avons établie¹². Mais, dans tous les cas, l'appartenance (ou non-appartenance) à un État est une désignation, qui prend un caractère objectif avec des conséquences immédiates sur les personnes et sur leur statut juridique.

Toutes ces données ne concernent que les personnes encore en vie au moment de la déclaration de propriété de leur entreprise et lors de l'enregistrement des Juifs belges. Nous ne pouvons déterminer l'ampleur du phénomène migratoire d'avant 1914 qu'approximativement, du fait qu'une partie des personnes immigrées avant la Première Guerre mondiale était selon toute vraisemblance déjà décédée en 1940 ou n'a plus été recensée en raison de l'âge, ou parce que l'entreprise était remise, léguée ou cédée. Toutefois, nous présentons ici pour la première fois une image différenciée de l'immigration des Juifs professionnellement actifs en Belgique dans l'entre-deux-guerres. Le tableau 1 prend en compte les nationalités, le tableau 2 reprend les pays où les immigrés avaient leur dernier domicile fixe avant leur arrivée en Belgique.

¹² Nous reprenons la répartition issue des sources contemporaines. Alors que la constitution belge interdit le recensement de l'obédience religieuse, les personnes appartenant ou dont les ancêtres appartenaient à la religion juive furent enregistrées comme étant juifs durant l'occupation allemande. Le nombre de ceux qui ont manqué à l'obligation de se déclarer comme juif était faible.

Tableau 1 | Propriétaires d'entreprises selon la dernière nationalité et l'année d'immigration¹³

En Belgique depuis	Nationalité											Σ
	Belgique (naissance ou naturalisation)	Allemagne / Autriche	Pays-Bas	Pologne	Roumanie	Russie	Tchéco-slovaquie	Turquie / Grèce	Hongrie	autres / inconnu	apatrides	
Naissance	182		15	8	2	7	2		1	2	2	221
jusque 1914	136	4	61	292	13	89	8	20	1	17	15	656
1918-1932	89	28	131	2.667	143	202	77	55	39	74	155	3.665
à partir de 1933	5	55	37	146	10	25	70	1	10	8	20	387
Inconnu	4	3	3	29		1				12	9	61
Σ	416	90	247	3.142	168	324	157	76	51	113	201	4.985
%	8,3%	1,8%	5%	63%	3,4%	6,5%	3,1%	1,5%	1%	2,3%	4%	

Source : banque de données des entreprises juives en Belgique.
Nationalité à la fin de 1940.

¹³ Durant la Première Guerre mondiale, il y eut une émigration et un retour au pays natal d'immigrés en grand nombre, mais il n'y eut pas d'immigration considérable vers la Belgique. Quelques cas particuliers (11) furent rajoutés à la période à partir de 1918. Parmi les immigrés d'Allemagne et d'Autriche, il y a un citoyen autrichien et 17 citoyens allemands, qui avaient fui dès 1938.

Tableau 2 | Propriétaires d'entreprises selon le dernier pays de séjour et l'année d'immigration¹⁴

en Belgique depuis	Dernier pays de séjour										Σ
	Allemagne / Autriche	France	Pays-Bas	Pologne	Roumanie	Russie	Tchécoslovaquie	Turquie / Grèce	Hongrie	autres	
jusque 1914	53	30	70	344	7	84	5	28	1	29	651
1918-1932	465	152	212	2.170	135	70	81	47	52	242	3.626
à partir de 1933	147	15	46	66	8	2	71	1	5	21	382
Σ	665	197	328	2.580	150	156	157	76	58	292	4.659
%	14,3%	4,2%	7,0%	55,4%	3,2%	3,3%	3,4%	1,6%	1,2%	6,3%	

Source : banque de données des entreprises juives en Belgique.
 Seulement les personnes dont le dernier pays de séjour et l'année d'arrivée purent être déterminés.

Les personnes de nationalité polonaise – à savoir la majorité –, russe (ou autrefois russe) et néerlandaise constituaient donc les plus grands groupes d'immigrés juifs ayant déclaré une activité professionnelle, suivies des Juifs de Tchécoslovaquie et de Roumanie. Alors que de nombreux Juifs hollandais et russes s'étaient installés en Belgique avant 1914, la majorité des immigrants est arrivée après la Première Guerre mondiale. Déjà en 1920 arrivent en grand nombre les premiers réfugiés de nationalité russe et polonaise. Ensuite, les années entre 1923 et 1930 voient l'immigration juive de Pologne atteindre sa plus grande crois-

¹⁴ Hormis les 221 personnes nées en Belgique et 105 autres dont le pays d'origine ou l'année d'immigration est inconnu. Parmi les immigrants d'Allemagne et d'Autriche, il y en a 28 en provenance d'Allemagne et 9 d'Autriche qui avaient fui dès 1938. Au cours de la période entre 1933 et 1937, 104 personnes venaient d'Allemagne.

sance avec 1929 comme l'année avec le plus grand nombre de nouveaux arrivants répertoriés (voir fig. 1)¹⁵. Il va de soi que cette évolution reflète la politique américaine d'immigration restrictive. Entre 1921 et 1924, les quotas pour les émigrants de Pologne et d'autres pays ayant une population juive élevée ont drastiquement diminué. De nombreux transmigrants, en route pour le Nouveau Monde, ont finalement échoué en Belgique. Enfin, si on examine aussi les lieux de naissance de tous ceux que nous avons identifiés comme propriétaires d'entreprises (4 985 personnes) parmi les Juifs immigrés en Belgique jusqu'en 1939, il appert que 20 % d'entre eux venaient des seules trois grandes villes que sont Varsovie, Łódź et Cracovie.

D'après nos calculs, en tenant compte uniquement des adultes, l'âge moyen des immigrés à leur arrivée en Belgique était d'environ 30 ans. Environ 60 % de tous les adultes de nationalité russe, polonaise ou tchécoslovaque ont émigré à un âge variant de 20 à 29 ans. Seuls les Juifs qui venaient des Pays-Bas et les réfugiés d'Allemagne nazie étaient nettement plus âgés¹⁶. Il est frappant de constater le nombre élevé d'enfants et d'adolescents parmi les Juifs émigrés de Russie, de Roumanie ou de Pologne – ce qui est caractéristique de l'immigration familiale. 53 % de la

¹⁵ Cf. Fr. Caestecker, *Ongewenste gasten, op. cit.* (voir note 7), p. 113 *sqq.* ; *Idem*, *Alien Policy in Belgium, 1840-1940. The Creation of Refugees, Guestworkers and Illegal Aliens*, Oxford - New York, 2000, p. 106 *sqq.* ; Frank Caestecker arrive au même constat, mais voit le pic de l'immigration juive vers la Belgique entre 1926 et 1931. Des données chiffrées détaillées sur l'émigration des citoyens polonais vers l'Europe occidentale entre 1919 et 1938-39 se trouvent chez E. M. Kulischer, *Europe on the Move. War and Population Changes, 1917-47*, New York, 1948, p. 137-140, 143, 248 ; cf. également M. Wischnitzer, *To Dwell in Safety. The Story of Jewish Migration since 1800*, Philadelphia, 1948, p. 151-157.

¹⁶ Des données plus exactes sur la pyramide des âges des réfugiés se trouvent chez I. Meinen – A. Meyer, *Verfolgt von Land zu Land, op. cit.* (voir note 11), p. 112 *sqq.*

totalité des immigrés juifs en Belgique étaient des hommes et 47 % des femmes. En ce qui concerne les propriétaires d'entreprises, la part des hommes s'élevait exactement à 90 %.

Fig. 1 | Déroulement chronologique de l'immigration en Belgique pour les nationalités sélectionnées

Source : banque de données des entreprises juives en Belgique.

Lorsque dans les années 30, les effets de la crise économique mondiale touchèrent également la Belgique, l'immigration baissa nettement, en particulier du fait des limitations imposées par

l'État. La période d'après 1933 est marquée par l'arrivée de réfugiés juifs d'Allemagne, d'Autriche et de Tchécoslovaquie. Le statut de séjour incertain de ces réfugiés et leur situation précaire dans le pays d'accueil ont fait que seuls quelques-uns parmi eux ont réussi à devenir économiquement indépendants avant que la *Wehrmacht* n'envahisse la Belgique¹⁷. Dès lors, seule une minorité d'entre eux apparaît dans la statistique des propriétaires d'entreprises (tableaux 1 et 2). En réalité, la Belgique, bien que densément peuplée, accueille relativement beaucoup de réfugiés juifs¹⁸.

Les écarts entre la dernière nationalité de l'immigré et le dernier pays de séjour sont révélateurs, comme l'indiquent les deux tableaux ci-dessus. S'y reflètent une fois de plus les violents bouleversements politiques et territoriaux en Europe centrale et orientale et les nouvelles formations d'États après la Première Guerre mondiale. Par exemple, les personnes ayant émigré déjà avant 1914, lorsque les territoires polonais étaient sous le joug russe ou autrichien, se virent attribuer, après l'indépendance de la Pologne en 1918, la nationalité polonaise. Mais les émigrés de Pologne ou des États successeurs de l'Autriche-Hongrie ne possédaient pas tous pour autant la nationalité de ces pays et, pour la première fois, il y eut un plus grand nombre d'apatrides, notamment des réfugiés de Russie.

En même temps, les chiffres divergents renvoient au caractère spécifique de la migration juive, celle-ci comprenant presque toujours de plus en plus de passages de frontière, d'étapes et d'États. Le chemin direct du pays d'origine menait rarement

¹⁷ Pour plus de détails à ce sujet : I. Meinen, « Les stratégies de subsistance des réfugiés juifs en Belgique occupée (1940-1944) », dans *Les Cahiers de la Mémoire Contemporaine*, 12, 2016, p. 119-190, ici p. 138 *sqq.*

¹⁸ Voir I. Meinen – A. Meyer, *Verfolgt von Land zu Land*, *op. cit.* (voir note 11), p. 99 *sqq.*

vers la Belgique. La plupart du temps, le départ volontaire, mais plus souvent forcé, d'un *shtetl* polonais ou galicien vers la prochaine grande ville n'était que le début d'un long et pénible périple migratoire. L'Empire allemand était aussi déjà avant la Première Guerre mondiale un pays de transit pour les soi-disant « Ostjuden » (Juifs de l'Est), Berlin devenant au début des années 20 la plaque tournante de la migration de l'Est vers l'Ouest. Par conséquent, une grande partie des Juifs émigrés d'Allemagne vers la Belgique possédait la nationalité polonaise. À notre connaissance, sur les 2 667 Juifs ayant un passeport polonais arrivés en Belgique entre 1918 et 1932 et qui y ont fondé une entreprise (voir tableau 1), seuls à peu près 75 % étaient directement originaire de Pologne. En revanche, plus de 10 % venaient d'Allemagne, auxquels s'ajoutent 8 % d'immigrés venant d'Autriche, des Pays-Bas et de France. L'immigration des Juifs polonais d'Allemagne atteint son point culminant déjà dans les années 1923 et 1924¹⁹. Beaucoup de Juifs d'Europe de l'Est allèrent d'abord aux Pays-Bas ou en France, avant de s'installer en Belgique. D'autres faisaient la navette entre Amsterdam et Anvers, Bruxelles et Paris, en fonction de la situation économique ou politique du moment. Le parcours de Joseph Fenerberg est significatif en ce sens.

Si on compare les données sur l'immigration évoquées ci-avant avec un échantillon du « Registre des Juifs » belge, constitué sur ordre de l'occupant allemand à partir de la fin de l'année 1940 et qui recensait presque la totalité de la population juive de l'époque, se dessinent alors des correspondances, mais aussi quelques différences manifestes. Tout d'abord, le constat selon

¹⁹ Concernant les causes politiques et économiques du départ des Juifs d'Europe orientale d'Allemagne au début des années 20, cf. J. Oltmer, *Migration und Politik in der Weimarer Republik*, Göttingen, 2005, p. 241, 251-261 ; *Idem*, « “Verbotswidrige Einwanderung nach Deutschland” », *op. cit.* (voir note 7), p. 115 *sqq.*

lequel la plupart des immigrants juifs sont arrivés en Belgique dans les années 20 se confirme. Ceci a pour conséquence que le nombre de Juifs sur le territoire belge a presque doublé. Les Juifs polonais, qu'ils aient émigré directement de Pologne ou qu'ils aient possédé la nationalité polonaise, formaient le plus grand groupe ethnique au sein de la population juive. Toutefois, la composition du judaïsme belge changea de nouveau dans les années 30. Un nombre élevé de réfugiés juifs fuient le *Reich* pour gagner la Belgique, et ce surtout à partir de 1938. Sont inclus dans ce groupe les Juifs de nationalité « non allemande » et les réfugiés tant originaires d'Allemagne que d'Autriche. Ce flux migratoire fut tel que les réfugiés du *Reich* en vinrent à former un quart de la totalité de la population juive en Belgique²⁰.

Cependant, il ressort de notre analyse que 63 % des gérants d'entreprises juives étaient polonais, ce qui est bien plus que la proportion de Polonais (45,5 %) sur l'ensemble de la population juive adulte. Autrement dit, pratiquement deux tiers de toutes les entreprises juives avaient des propriétaires de nationalité polonaise, alors que moins de la moitié de tous les Juifs étrangers en Belgique étaient polonais (voir fig. 2). Si on décompte les réfugiés de l'Allemagne nazie du nombre total de Juifs de Belgique (52,8 %), cette différence – de plus de 10 % – reste également significative. Nous n'avons à ce jour pas trouvé d'explication plausible pour ce phénomène surprenant.

²⁰ Ne concerne que les adultes. Environ la moitié de ces réfugiés n'avaient pas la citoyenneté allemande ; I. Meinen – A. Meyer, *Verfolgt von Land zu Land*, *op. cit.* (voir note 11), p. 115 *sqq.*

Fig. 2 | Répartition de la population selon la nationalité : comparaison propriétaires d'entreprises et population juive totale²¹

Source : banque de données des entreprises juives en Belgique.
 Propriétaires d'entreprises : voir tableau 1 ; Population : échantillon « Registre des Juifs » (taille de l'échantillon : 3 459 personnes, et 2 602 sans les réfugiés d'Allemagne et d'Autriche).

Si la part élevée de Juifs polonais parmi les commerçants juifs en Belgique dans l'entre-deux-guerres n'est pas le fruit du hasard, on ne peut pas pour autant l'expliquer par des facteurs

²¹ La faible proportion d'indépendants actifs de nationalité belge, parmi lesquels se trouvaient de nombreux immigrés, s'explique probablement par le nombre élevé d'hommes plus âgés. 73 % des hommes polonais avaient entre 30 et 60 ans, contre seulement 53% des Belges.

ethniques ou culturels. Le fait que les immigrés, dans la mesure où ils n'étaient pas embauchés de façon ciblée comme travailleurs²², rencontraient des difficultés à se maintenir sur le marché du travail primaire et que, dès lors, ils essayaient d'assurer leur subsistance comme indépendants, est un phénomène généralement observé et n'est pas valable uniquement pour les Juifs de Pologne. L'idée selon laquelle les Juifs tendent à être économiquement indépendants et celle selon laquelle l'entrepreneur est la figure prédominante au sein de la population juive tend à biaiser quelque peu la perception des faits²³. Regardons dans un premier temps de plus près la répartition des immigrés juifs pour chaque secteur, étant donné qu'on peut supposer que la statistique reflète un grand nombre de microentreprises, de marchands forains et de petits boutiquiers, c'est-à-dire des formes de subsistance précaires.

*

Une remarque fondamentale est à ce propos nécessaire. Nous parlons d'entrepreneurs ou de propriétaires d'entreprises, et c'est ainsi qu'une image trompeuse pourrait se former. La plupart des

²² Concernant l'embauche des travailleurs étrangers pour l'industrie belge après la Première Guerre mondiale, voir Fr. Caestecker, *Alien Policy in Belgium*, op. cit. (voir note 15), p. 149 sqq.

²³ Voir par ex. E. Mendelsohn, *The Jews of East Central Europe between the World Wars*, Bloomington, 1983, p. 28 ; Tr. Maurer, *Die Ostjuden*, op. cit. (voir note 7), p. 97 sqq. Le statisticien Israel Korálnik écrit en 1931 en ce qui concerne Berlin que « la forte présence d'une population juive d'industriels et d'artisans dans le domaine du secteur du textile ne relève pas d'une soi-disant préférence particulière des Juifs pour cette profession, mais est simplement une conséquence du fait que les entrepreneurs prédominent dans la population juive et que l'industrie du textile, moins concentrée, montre un besoin plus grand d'entreprises et de forces entreprenantes ». Citation d'après Chr. Kreutzmüller, *Ausverkauf. Die Vernichtung der jüdischen Gewerbetätigkeit in Berlin 1930-1945*, Berlin, 2013, p. 99.

immigrés qui ont fait inscrire une entreprise dans le registre de commerce belge afin de satisfaire aux dispositions en vigueur ont en réalité travaillé pour subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leur famille. Le statut des indépendants était lié à la gestion et à l'exploitation de leur main-d'œuvre. Les revenus du travail artisanal, de la fabrication à façon ou du négoce apportèrent au mieux un salaire d'entrepreneur, parfois un ou deux employés étaient payés, mais de grandes fortunes ne pouvaient être engrangées de cette manière. L'on se contentait de faibles revenus. À l'exception de quelques entrepreneurs juifs aisés, de fabricants et de banquiers, il s'agissait donc d'une méthode de production allant au-delà du rapport classique entre le travail salarié et le capital.

Structure des “métiers juifs” en Belgique²⁴

Anvers était déjà avant la Première Guerre mondiale la ville avec la plus grande population juive en Belgique du fait de l'immigration de l'Empire russe et de la Galicie. Au milieu des années 30, environ la moitié des Juifs vivait dans le grand Anvers, alors qu'à peine 40 % résidaient dans l'agglomération de Bruxelles. Ces deux villes, avec chacune leur structure sectorielle spécifique fortement marquée par l'immigration juive, accueillait donc à l'époque à peu près 90 % des quelque 55 000 Juifs de Belgique²⁵.

²⁴ Il n'y a évidemment pas de métiers “juifs” ni d'entreprises “juives”. Nous avons renoncé ci-dessous à l'emploi constant de guillemets pour ces termes, qui rappellent le langage des nazis. Nous utilisons ces termes accessoirement afin de décrire l'objet de notre étude. Il ne s'agit dès lors pas d'une ethnicisation des faits économiques.

²⁵ Voir J.-Ph. Schreiber, *L'immigration juive en Belgique*, op. cit. (voir note 7), p. 233 ; *Idem*, « L'immigration juive en Belgique du Moyen Âge à nos jours », op. cit. (voir note 7), p. 233 ; ainsi que L. Saerens, *Vreemdelingen in een wereldstad. Een geschiedenis van Antwerpen en zijn joodse bevolking (1880-1944)*, Tielt, 2000, p. XVI, 19 sqq., 547, 551 sqq. Concernant Bruxelles, voir l'étude

Cet énoncé est confirmé par notre propre recherche, qui, comme il a été dit, repose sur des informations de fin 1940. La grande majorité des gérants juifs, à savoir 46 % d'entre eux, étaient actifs à Anvers, presque 40 % de toutes les entreprises dirigées par des Juifs étaient enregistrées à Bruxelles. Le reste se répartissait en Wallonie dans les villes de Charleroi et de Liège (10 %) et, dans une moindre mesure, dans la partie flamande du pays. Certains secteurs, à savoir celui du vêtement (26 %), de l'industrie diamantaire (19 %), de l'industrie du cuir et de la fourrure (13 %), faisaient partie des secteurs principaux de l'activité professionnelle des Juifs en Belgique dans l'entre-deux-guerres (voir tableau 4). En prenant en compte la répartition régionale des différents secteurs, on obtient un tableau révélateur : alors que l'industrie diamantaire était concentrée presque à 100 % dans la région d'Anvers et a joué un rôle dominant dans la vie économique juive, Bruxelles était en tête en ce qui concerne l'industrie du cuir et de la fourrure (69 % de toutes les sociétés du secteur), ainsi qu'en ce qui concernait le domaine du textile et du vêtement (48 %). Plus de la moitié de toutes les entreprises ayant des propriétaires juifs établies dans la capitale appartenaient à ces deux secteurs. Il est en outre à noter que plus de 60 % des entrepreneurs juifs anversois avaient la citoyenneté polonaise tandis qu'à Bruxelles, ce pourcentage était encore plus élevé (65 %). Le fait que de nombreux Juifs de nationalité néerlandaise et russe (respectivement 10 % et 15 %) possédaient une entreprise indépendante dans le secteur du diamant est significatif pour l'industrie diamantaire anversoise.

probante de S. Taschereau – V. Piette – É. Gubin, « L'immigration à Bruxelles dans les années trente. Le cas particulier des commerçants étrangers », dans *Cahiers d'Histoire du Temps Présent – Bijdragen tot de eigentijdse Geschiedenis*, 9, 2001, p. 7-62.

Atelier de diamant. © FMC

Si on regarde la répartition des propriétaires d'entreprises juives de diverses nationalités selon les secteurs économiques dans lesquels une partie considérable de la population juive était active, le tableau qui se dessine alors est le suivant²⁶ :

²⁶ Le secteur de la production (industrie) et le commerce ont été regroupés à chaque fois. Le tableau se base sur les classifications des secteurs par l'Office central de Statistique, en grande partie repris par la *Militärverwaltung*. Les secteurs indiqués ne permettent pas toujours de reconnaître l'activité professionnelle dont il s'agissait et, en outre, certaines entreprises sont classées erronément. Dans le cas de l'industrie diamantaire, nous avons créé un groupe de secteurs distinct sur base des déclarations des propriétaires lors de l'enregistrement de leurs entreprises et à partir d'autres sources. Le nombre de commerçants ambulants et de colporteurs a été calculé par-delà tous les secteurs, indépendamment du fait qu'ils ont été ajoutés ou non à un secteur déterminé – comme le textile et le vêtement – dans les documents de la *Militärverwaltung*.

Tableau 3 | Répartition des propriétaires selon la dernière nationalité et le secteur

	Nationalités											Propriétaires selon le secteur	
	Belgique	Allemagne / Autriche	Pays-Bas	Pologne	Roumanie	Russie	Tchéco-slovaquie	Turquie / Grèce	Hongrie	Autres	Apatrides / inconnus		
Textile et vêtement / tailleurs	102	28	30	938	37	83	42	38	10	24	80	1.412	28,3%
Industrie et commerce du diamant	126	8	100	606	36	54	33	3	13	13	9	1.001	20,1%
Maroquinerie / pelletterie / cordonniers	48	9	6	548	13	39	26	2	5	6	40	742	14,9%
Commerce ambulant	39	2	21	428	13	59	2	18	2	15	36	635	12,7%
Alimentation / boulangers	14	10	27	199	11	17	19	2	6	5	8	318	6,4%
Représentants / voyageurs de commerce / courtiers	17	12	14	47	8	6	3	3	1	4	3	118	2,4%
Quincaillerie / art. techniques	9	6	14	46	8	14	2		1	9	2	111	2,2%
Horlogers / orfèvres / joailliers	9			67	2	9	7		1	4	3	102	2,0%
Industrie du bois / meubles	5	1	2	38	11	7	1	5	4	3	6	83	1,7%
Coiffeurs / Soins de santé	6	1	1	46	6	5	3		1	1	3	73	1,5%
Restaurants / pensions	2		2	24	2	3	2		1	1	2	39	0,8%
Autres	39	13	30	155	21	28	17	5	6	16	21	351	7,0%
Propriétaires selon la nationalité	416	90	247	3.142	168	324	157	76	51	101	213	4.985	
	8,3%	1,8%	5,0%	63,0%	3,4%	6,5%	3,1%	1,5%	1,0%	2,0%	4,3%		100%

Source : banque de données des entreprises juives en Belgique. Seulement les entreprises dont on a retrouvé les propriétaires.

Le fait que de nombreux immigrés travaillaient dans le commerce de l'alimentation renvoie à la présence d'une "infrastructure ethnique", car la demande émanait essentiellement d'une clientèle issue de la communauté juive. Cette impression se confirme à l'examen des adresses des magasins, vu qu'ils se situaient la plupart du temps dans les quartiers de la ville de Bruxelles ou d'Anvers où était concentrée la population juive. Lorsque les aliments sont rationnés sous l'occupation allemande, les commerces juifs deviennent dans une large mesure dépendants de la clientèle juive, qui devait s'inscrire chez eux pour obtenir leur ration alimentaire mensuelle. Dans les autres secteurs, l'offre des commerçants immigrés était axée plutôt sur une clientèle plus pauvre, non juive, qui achetait des produits de seconde main dont elle était tributaire. Ces produits d'usage quotidien, surtout des vêtements et des chaussures, nécessitaient d'être réparés ou retaillés. Les modistes retouchaient les vieux chapeaux pour dames, les couturières raccommodaient le linge, les tailleurs transformaient les manteaux et les vestons déjà portés, les cordonniers vivaient de demandes de réparation. Le commerce ambulant sur les marchés et les foires, dans les rues et sur les places, comme il a été traditionnellement exercé par les Juifs partout en Europe, constituait toujours une première possibilité d'activité professionnelle pour les immigrés, à l'instar du commerce de ferraille, de fripes et de chiffons²⁷.

Pour ce qui est du groupe des commerçants ambulants et des colporteurs, nous avons ici pris en compte toutes les personnes qui géraient leur commerce sans boutique fixe, indépendamment du secteur auquel celui-ci appartenait et du genre d'article vendu

²⁷ Voir aussi à ce sujet : S. W. Baron *et al.*, *Economic History of the Jews*, Jérusalem, 1975, p. 267. Les auteurs écrivent : « Le commerce de chiffons est devenu obsolète avec l'augmentation du niveau de vie des masses et avec l'introduction de la machine à coudre Singer et des méthodes modernes de la production en masse du prêt-à-porter ».

(au nombre desquels, pour chaque secteur, 200 personnes qui étaient des commerçants ambulants et qui possédaient également un petit magasin ou un atelier). Les marchands ambulants, des femmes pour la majorité, se spécialisaient surtout dans le commerce des fripes, de la bonneterie, de la mercerie ou de la maroquinerie bon marché, mais il y avait aussi parmi eux des savetiers, qui avaient leur stand sur le marché et des photographes de rue. Enfin, il est frappant de constater le nombre de représentants – parmi lesquels des représentants de sociétés plus grandes et des intermédiaires – et également de voyageurs de commerce, qui faisaient du porte-à-porte ou traversaient le pays pour proposer leurs marchandises.

Colporteur juif. © Fonds Lieven Saerens, FMC.

Cet aperçu n'explique certes pas la raison de la grande activité entrepreneuriale des Juifs polonais, mais elle permet de formuler des thèses réalistes. Il n'en demeure pas moins que peu ou bien après leur arrivée en Belgique, ce groupe d'immigrés travaillait souvent comme indépendants à un taux supérieur à la moyenne. Enfin, notons que les trois plus grandes branches d'artisanat

étaient dominées par les Juifs de nationalité polonaise (la maroquinerie 74 %, le textile et le vêtement 66 %, le diamant 61 %), et à un degré tel que – à l'exception du secteur du diamant –, ils étaient de toute façon déjà surreprésentés dans la vie économique. Il n'y avait d'ailleurs pratiquement aucun secteur dans lequel les Juifs polonais n'étaient pas actifs, même si c'était dans une proportion moindre.

En ce qui concerne les commerçants juifs d'autre origine parmi les immigrés, on remarque l'investissement économique des Juifs hollandais dans le secteur du diamant. Il y avait cependant déjà une importante présence des Néerlandais en Belgique, surtout en Flandre ; la proportion de ceux-ci, au sein de l'ensemble de la population juive, était plus élevée par rapport au pourcentage de propriétaires d'entreprises. Il y avait depuis longtemps une concurrence économique entre Anvers et Amsterdam, mais aussi un flux migratoire de travailleurs, et donc aussi d'entrepreneurs, ce qui explique le développement de l'industrie diamantaire. Ensuite, il est à noter que depuis la fin du XIX^e siècle, les Juifs russes ont investi dans ce secteur. Les immigrés de l'Empire russe travaillaient traditionnellement également dans le commerce et la transformation de fourrures. À l'instar de nombreux Juifs polonais, ceux qui après la révolution russe émigrèrent vers la Belgique cherchaient également un champ d'activité dans le secteur de la confection. On y trouve en outre des Juifs de nationalité roumaine et un nombre de Juifs turcs, installés en Belgique à l'époque de l'Empire ottoman. De manière générale, on constate que même des plus petits groupes d'immigrés ont réussi à se construire une existence en Belgique.

Atelier de la famille Sephiha, arrivée à Bruxelles de Constantinople (Istanbul) en 1914.

Prospectus publicitaire, 1921. © FMC

Encart publicitaire pour l'atelier de fourrures d'Abraham Lemberger
(*Pourquoi pas ?*, 5 octobre 1923).

Il serait intéressant de savoir combien de temps les immigrés vivaient en Belgique avant qu'ils n'envisagent de créer leur propre entreprise – ou qu'ils soient forcés de le faire. Les actes du registre de commerce portant sur cette période, qui pourraient fournir de tels renseignements, sont lacunaires, car il n'y a pour ainsi dire rien concernant Bruxelles. Grâce aux données fournies par les propriétaires ou par les réviseurs appointés par la *Militärverwaltung*, nous connaissons l'année de création d'environ 10 % des entreprises étudiées. Trois quarts de ces sociétés ont été fondées à partir de 1930 et plus tard, c'est-à-dire au cours d'une période de grandes difficultés économiques en Belgique. Une croissance particulièrement forte de création d'entreprises est recensée pour les années 1936 à 1939²⁸.

²⁸ Frank Caestecker a compilé les dates de création d'entreprises gérées par des Juifs polonais à Bruxelles en 1939 et constate également que, dans les années 1936-1939, les créations d'entreprises ont fortement augmenté dans presque tous les secteurs : Fr. Caestecker, *Ongewenste gasten*, *op. cit.* (voir note 7), p. 147 ; voir aussi la référence dans la note 89.

Lorsqu'on regarde les dates d'immigrations correspondantes, il appert qu'il y a en moyenne plus de six années entre leur arrivée à l'âge adulte en Belgique et le moment où les propriétaires d'entreprise deviennent indépendants. Il peut y avoir de nombreuses raisons pour expliquer le fait que cette période était relativement longue. Quoi qu'il en soit, la création d'une entreprise dépendait de l'accumulation du capital, au cas où les immigrés ne possédaient pas déjà de moyens financiers. Le capital d'amorçage devait être acquis soit par un départ professionnel au plus bas de l'échelle sociale (par exemple dans le commerce ambulant) soit par un travail rémunéré dans le domaine de l'industrie belge ou par un emploi salarié au sein de la communauté, auprès d'entrepreneurs de la première génération d'immigration. Par ailleurs, lorsque dans les années 30 la crise économique mondiale résulta en un chômage massif, de nombreuses petites entreprises, n'exigeant souvent qu'un capital faible voire aucun, furent créées par des immigrés juifs. Il faut également tenir compte du fait que parmi des personnes arrivées en Belgique dans les années 20 et ayant déjà créé une entreprise, certaines y avaient peut-être entre-temps renoncé ou avaient tenté de démarrer une autre affaire. Car, ainsi que l'ont démontré Sylvie Taschereau, Valérie Piette et Éliane Gubin, le *turnover* était plus que tout un trait caractéristique de ces petites entreprises commerciales gérées par des Juifs polonais²⁹.

La statistique suivante, qui reprend des renseignements personnels fournis par les propriétaires au moment de la déclaration de leur entreprise en 1940, donne une indication du montant du capital de l'entreprise (tableau 4). La base de calcul n'était pas

²⁹ S. Taschereau – V. Piette – É. Gubin (« L'immigration à Bruxelles », *op. cit.* (voir note 25), p. 31 *sqq.*) évoquent une enquête de 1939 auprès des commerçants étrangers, selon laquelle le nombre de créations de magasins durant la courte période entre 1936 et mars 1939 était plus élevé que durant toute la décennie y précédant.

toujours homogène, les stocks, les machines et l'inventaire étaient soit pris en compte soit non. En réalité, dans un cas ou l'autre, les données pourraient par prudence avoir été revues à la baisse par rapport aux avoirs existants. Par ailleurs, il faut prendre en compte le fait qu'à partir du milieu des années 1930 au plus tard, il y avait eu une réduction remarquable de l'activité économique générale et donc également des bénéfices. Quoi qu'il en soit, la statistique devrait au moins refléter les conditions économiques réelles d'avant 1940. En même temps, elle permet de tirer des conclusions quant à la forme et la taille des entreprises.

On peut supposer que les fondateurs d'entreprises cherchaient presque toujours un domaine d'activité impliquant un coût d'investissement plutôt bas. En fait, la plupart des entreprises d'immigrés juifs étaient exploitées à un niveau artisanal ou semi-industriel, souvent en collaboration avec des membres de la famille ou des proches et avec un capital limité. Elles étaient équipées de peu de machines et ne disposaient pas de grands entrepôts. À ceci s'ajoute le fait qu'une partie de ces immigrants étaient des sous-traitants. C'est la raison pour laquelle ils possédaient peu de capitaux propres. C'était par exemple le cas des tailleurs, des artisans salariés dans le secteur de la confection et de la maroquinerie. Il apparaît que pour l'exercice du commerce ambulancier, que l'occupant allemand n'a pas omis de recenser, aucun fonds financier n'était requis.

Tableau 4 | Secteurs et montant du fonds de roulement³⁰

	Fonds de roulement en BEF (100 BEF)									Entreprises par secteur	
	Aucune donnée	≤ 1 000	≤ 5 000	≤ 10 000	≤ 20 000	≤ 50 000	≤ 100 000	≤ 500 000	> 500 000		
Textile et vêtement / tailleurs	266	91	268	285	300	325	149	115	29	1.828	26,4%
Industrie et commerce du diamant	580	29	63	122	160	196	78	78	19	1.325	19,2%
Maroquinerie/pelletterie/cordonniers	41	84	165	142	151	166	74	74	18	915	13,2%
Commerce ambulant	263	59	205	96	65	28	3	3		722	10,4%
Alimentation / boulangers	65	24	145	74	36	42	17	21	5	429	6,2%
Représentants / voyageurs de commerce / courtiers	108	7	26	15	14	9	6	6	1	192	2,8%
Quincaillerie / art. techniques	82	10	26	24	16	32	27	27	5	249	3,6%
Horlogers / orfèvres / joailliers	20	10	24	13	22	12	8	13	3	125	1,8%
Industrie du bois / meubles	64	3	26	15	16	19	6	15	10	174	2,5%
Coiffeurs / Soins de santé	54	10	27	22	10	5		2		130	1,9%
Restaurants / pensions	20	3	18	11	5	2	2			61	0,9%
Autres	261	65	83	61	67	90	41	60	38	766	11,1%
Entreprises selon montant du capital	1.824	395	1.076	880	862	926	411	414	128	6.916	
	./.	7,8 %	21,1 %	17,3 %	16,9 %	18,2 %	8,1 %	8,1 %	2,5 %		100%

Source : banque de données d'entreprises juives en Belgique.

³⁰ Pour les nombreuses entreprises pour lesquelles nous ne connaissons pas le montant du fonds de roulement (« aucune donnée »), on peut supposer une capitalisation minimale dans la plupart des cas.

Il ressort de ce tableau que près de la moitié (46 %) de l'ensemble des entreprises juives enregistrées en 1940 et dont la situation financière nous est connue possédait un capital d'exploitation de moins de 10 000 francs belges. Le fonds de roulement était relativement faible, et ce particulièrement dans le secteur du textile et du vêtement, ainsi que dans celui de la maroquinerie. Les microentreprises et les petites entreprises en sont l'illustration. Plus de 20 % des sociétés du secteur du vêtement possédaient juste un fonds de roulement réduit, c'est-à-dire de moins de 5 000 francs. C'est particulièrement le cas des ateliers d'ajustage et du commerce de fripes et de mercerie. La valeur dans ce secteur s'élevait en moyenne à 15 000 francs³¹. Pour ce qui est des articles de maroquinerie, les rapports étaient similaires : les cordonniers travaillaient avec un petit capital de base, tandis que l'industrie de la fourrure exigeait des investissements plus grands. C'est le cas aussi dans le secteur du diamant où un certain nombre de propriétaires juifs de sociétés, parmi lesquels les fabricants et les commerçants de diamants, géraient leur magasin et leur atelier avec une injection de capitaux plus élevée. L'impression qui se dégage en passant en revue les secteurs restants est qu'à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, la situation financière des entreprises créées en Belgique par les immigrés juifs d'Europe de l'Est était plus que précaire. Une grande partie de ces immigrés appartenait à ce qu'on appelait l'« *Unternehmerproletariat* » (le prolétariat de l'entrepreneuriat)³².

Les Juifs polonais, surtout, avaient à peine ce qui pouvait être considéré comme un véritable fonds de roulement. Près de deux tiers (63 %) de tous les entrepreneurs que nous avons identifiés

³¹ D'après le calcul du montant, qui partage le secteur en deux moitiés de taille égale (médiane), la moyenne arithmétique était beaucoup plus élevée à cause du faible nombre d'entreprises financièrement solides, ce qui ici serait trompeur.

³² A.-Chr. Saß, *Berliner Luftmenschen*, *op. cit.* (voir note 7), p. 75.

possédaient la nationalité polonaise, et leur part dans des sociétés ayant de faibles ressources financières était nettement plus élevée ; la part des propriétaires polonais diminue notablement quand il s'agit de sociétés avec un fonds de roulement allant de cent à cinq cent mille francs (voir fig. 3). Toutefois, les quelques centaines de microentreprises appartenant à des Juifs venus de Hongrie, de Tchécoslovaquie et de Roumanie étaient encore moins bien dotées. En revanche, les Juifs de nationalité belge et néerlandaise occupaient la plus grande partie des sociétés avec une couverture de capital élevée. La répartition d'après les différentes nationalités des ressources financières investies par l'ensemble des Juifs en Belgique est donc très inégale. Le graphique suivant illustre ce fait :

Fig. 3 | Répartition du fonds de roulement selon la nationalité

Source : banque de données des entreprises juives en Belgique.

Cet aperçu de la structure des activités professionnelles juives en Belgique est à compléter avec des données concernant la

forme de l'entreprise et le nombre d'employés. La déclaration de propriété des entreprises, que les Juifs ont été obligés d'effectuer fin 1940, et les rapports des auditeurs allemands nous donnent le nombre des employés et travailleurs d'environ 4 250 sociétés au total. Plus de trois quarts de celles-ci étaient gérées uniquement par le propriétaire et sa famille, sans personnel supplémentaire. Dans les sociétés restantes, le modèle de petites entreprises l'emporte également de loin ; plus de 600 entreprises employaient – hormis le propriétaire – entre un et trois travailleurs, parmi lesquels des apprentis, des commis et des travailleurs à temps partiel. Le nombre d'entreprises ayant quatre à dix employés se situait à environ 4 % ; à peine 2 % de toutes les entreprises avaient embauché entre 11 et 50 travailleurs. Dans seulement quelques cas isolés, il y a un nombre plus élevé d'employés : on trouve ainsi douze sociétés avec plus de 50 employés et douze autres de plus de 100 employés³³.

Comme on l'a dit précédemment, exactement 90 % de tous les propriétaires d'entreprises étaient des hommes et seulement 10 % des femmes. Toutefois, souvent, une grande partie de femmes mariées – ainsi que d'enfants plus âgés – travaillaient dans l'entreprise de leur époux et contribuaient à subvenir aux besoins de la famille sans pour autant être rémunérées. Les revenus modestes de tels ateliers, petits pour la plupart, ou simples magasins ne permettaient pas une thésaurisation, mais passaient directement dans l'économie familiale. Seulement peu d'entreprises engrangeaient des gains plus élevés, beaucoup étaient endettées, et ce particulièrement dans le secteur du commerce³⁴. De sorte que même les agents chargés de l'« aryanisation » au sein de la *Militärverwaltung* de Bruxelles relevèrent ultérieurement que « l'influence économique des Juifs en Belgique » était

³³ Voir la remarque ci-dessus dans la note 10.

³⁴ Ceci ressort des enregistrements d'entreprises et des rapports des experts-comptables placés par la *Militärverwaltung*.

« d'importance secondaire » et se limitait à des « microentreprises commerciales et artisanales le plus souvent complètement insignifiantes »³⁵.

Excursus : rapport final de la *Militärverwaltung* de Bruxelles sur l'« aryanisation »

La partie consacrée à la « Propriété juive » dans le rapport final non daté du groupe XII de la section économique du *Militärbefehlshaber* (Commandant militaire) en Belgique, rédigé par le conseiller Dr Pichier, responsable en fonction à partir de la fin de 1942, est révélatrice à maints égards. Le rapport contient un recensement approximatif de l'activité économique des Juifs au moment où le démantèlement des entreprises juives sujettes au « désenjuivement » (« *Entjudung* ») était déjà achevé. La majorité des entreprises avaient été « liquidées » par les Allemands, les moyens de subsistance d'une grande partie de la population juive étaient anéantis et des milliers de gérants d'entreprises juifs et leurs familles ont été déportés et assassinés à Auschwitz. Il est par ailleurs à noter que l'expropriation et la spoliation des Juifs – toutes les étapes du processus, allant de la déclaration des biens et le marquage des magasins au démantèlement des entreprises – sont décrites dans le langage camouflé nazi du rapport comme une procédure judiciaire (une action administrative justifiée sur le plan légal). Les motifs antisémites ne sont évoqués nulle part. Pratiquement rien n'est divulgué quant au caractère véritable de l'« aryanisation » et de ce qui en suit. Cela étant, les données et les chiffres contenus dans le rapport, même s'ils sont parfois inexacts, donnent une indication quant à la situation des entreprises artisanales et commerciales au moment de l'invasion allemande en Belgique en 1940³⁶.

³⁵ Rapport final du groupe XII, *op. cit.* (voir note 8), p. 108, 146.

³⁶ On trouve déjà un résumé critique du rapport chez Steinberg, pionnier de la recherche sur la Shoah en Belgique ; M. Steinberg, *L'Étoile et le fusil. La*

Les instructions que suivaient les économistes de la *Militärverwaltung* dans le processus de « désenjuivement de l'économie belge » ressemblaient à celles du « modèle viennois »³⁷. D'après le rapport final, on n'a initialement pas pensé à une « aryanisation forcée » étant donné que « la question des Juifs pour la Belgique » ne semblait pas constituer « un problème d'un point de vue économique ». En réalité, le chef de la *Militärverwaltung* de Bruxelles, Eggert Reeder, fit au début, pour des raisons stratégiques, le choix de la prudence concernant la « question juive ». Il était toutefois prévu de cesser la livraison de matières premières aux entreprises juives dans « les secteurs économiques clairement exploités et influencés par les Juifs, comme dans l'industrie du textile, du cuir et dans le secteur du diamant » (ce qui advint dès le milieu de l'année 1941). Cependant, dès fin 1940, il fut décidé – sur intervention de Berlin – de mener en Belgique précisément « une action de désenjuivement de grande envergure ». L'objectif prétendu était d'enrayer la « surcharge notoire » du commerce belge et des petites industries par la fermeture des entreprises juives et d'introduire un processus de rationalisation et de concentration. Les économistes de Reeder invoquèrent en outre également des motifs d'économie planifiée et d'économie de guerre. L'industrie de guerre exigerait une

Question juive 1940-1942, Bruxelles, 1983, p. 37-39, 55-58 ; cf. en outre *Les Biens des victimes des persécutions anti-juives en Belgique. Spoliation – Rétablissement des droits. Résultats de la Commission d'étude. Rapport final*, Bruxelles, Services du Premier Ministre, 2001 (www.combuysse.fgov.be) ; ainsi que R. Van Doorslaer, « Raub und Rückerstattung jüdischen Eigentums in Belgien », dans C. Goshler – Ph. Ther (éds.), *Raub und Restitution. "Arisierung" und Rückerstattung des jüdischen Eigentums in Europa*, Francfort-sur-le-Main, 2003, p. 134-153.

³⁷ S. Heim – G. Aly, « Die Ökonomie der Endlösung. Menschenvernichtung und wirtschaftliche Neuordnung », dans *Beiträge zur nationalsozialistischen Gesundheits- und Sozialpolitik* 5 (1987), p. 11-90, ici p. 20 sqq. Sur le « Modell Wien » ; G. Aly – S. Heim, *Vordenker der Vernichtung. Auschwitz und die deutschen Pläne für eine europäische Ordnung*, Hambourg, 1991, p. 33-43.

« centralisation stricte » de l'industrie et du commerce, la réglementation en matière de rationnement serait contournée par « les entreprises juives souvent difficiles à contrôler et peu fiables » et qui dès lors devraient être les premières à être mises à l'arrêt³⁸.

Un nombre trop important d'entreprises, des secteurs « surchargés », la concentration et la réalisation de « conditions économiques plus saines » : derrière ces formules technocratiques se cachait l'offensive sur l'économie des classes inférieures et moyennes juives. L'« aryanisation » en Belgique était bel et bien un pillage au profit du *Reich* allemand (et, dans le cas de la fameuse *Möbelaktion*, de la population allemande)³⁹. Il y eut également quelques profiteurs belges et allemands, qui obtinrent l'adjudication d'une entreprise « aryanisée » ou d'un parc de machines spoliées. Même une partie du stock encore disponible fut confisquée aux propriétaires et récupérée⁴⁰.

³⁸ Rapport final du groupe XII, *op. cit.* (voir note 8), p. 140 *sqq.*, 145.

³⁹ Selon le rapport final, environ 100 000 m³ de meubles et de biens mobiliers de Juifs déportés de Belgique ont été enlevés et distribués dans les territoires allemands par le « ministère du Reich aux territoires occupés de l'Est » (Dienststelle Westen, Einsatzleitung Belgien). *Ibid.*, p. 170 *sqq.* Voir aussi J. Pezechkian, « La *Möbelaktion* en Belgique », dans *Cahiers d'Histoire du Temps Présent – Bijdragen tot de Eigentijdse Geschiedenis*, 10, 2002, p. 153-180.

⁴⁰ Toutefois, le groupe XII dut cependant constater que « la disposition des commerçants belges à reprendre des entreprises juives ne fut pas particulièrement grande » ; rapport final du groupe XII (voir note 8), p. 143. Toutefois, certaines entreprises allemandes s'y sont intéressées. C'est ainsi que par exemple la Manufacture de Chaussures Sico dans la ville de Hal et sa maison-mère amstellodamoise S.a. Nederlandsche Schoenenunie Bloch & Stibbe – Hollandia ont été reprises par la société J. & C.A. Schneider Schuhfabriken, Francfort-sur-le-Main. La *Landesgruppe Belgien* de la NSDAP - *Auslandsorganisation* a servi à plusieurs reprises d'intermédiaire pour des reprises d'entreprises juives plus modestes par des Allemands vivant en Belgique (AGR, BTG/Gr. XII, dont 2553). Le boulanger Winners, d'après ses propres indications, « localement le seul maître-boulangier du Reich allemand, qui est chargé par le NSDAP de livrer le pain à la colonie allemande de Bruxelles »,

Mais on décida surtout quelles entreprises étaient « dignes d'être maintenues » et lesquelles étaient « superflues » du point de vue allemand. La *Brüsseler Treuhandgesellschaft*, dirigée en réalité par la *Militärverwaltung*, forma une équipe d'experts-comptables, qui devaient évaluer toutes les entreprises commerciales et industrielles déclarées, dans la mesure où ces entreprises « n'étaient a priori pas à liquider d'après des considérations économiques générales »⁴¹. Comme attendu, la plus grande partie

est entré de cette manière en possession de la boulangerie de Lajb Jacobowicz, après que sa famille a été déportée vers Auschwitz en septembre 1942 (AN, AJ⁴⁰, 248, A 45-5). Différents services allemands en Belgique et dans les territoires allemands sont intervenus dans l'acquisition et la revente de mobilier de bureau et d'entrepôt, ainsi que de machines. C'est ainsi qu'en avril 1942, sur instruction du groupe XII, sont proposées à l'agence générale de Bruxelles de Pfaff Nähmaschinen Comp « des machines à coudre disponibles suite à la liquidation d'entreprises juives » ; Pfaff paya par machine spoliée un prix de départ de 150 Fr. belges (12 RM) – un prix dérisoire.

⁴¹ *Ibid.*, p. 145 *sqq.* ; voir aussi le rapport de gestion de la *Brüsseler Treuhandgesellschaft* (Dr. Drath), 10.5.1943, AN, AJ⁴⁰, 7 (14g). – L'équipe des experts-comptables (parmi lesquels certains venaient de Cologne, ville natale de Reeder) et les rapports de révision réalisés méritaient une étude spécifique. Les rapports sont rédigés partiellement sur un ton agressif et antisémite, tout en donnant un aperçu des formes d'existence précaires des propriétaires d'entreprises juifs. Nous citons à titre d'exemple un rapport de l'expert-comptable Rudolf Prochaska à la *Militärverwaltung* datant d'octobre 1941 à propos d'une commerçante née à Varsovie en 1892 et immigrée en Belgique encore avant la Première Guerre mondiale. Devenue veuve, elle et ses quatre enfants tentèrent de vendre des rideaux et des dentelles de Bruxelles sur le marché. Le rapport dit : « Madame F. visite les marchés elle-même. Madame F. a, depuis la mort de son mari, d'abord géré le commerce pendant deux ans. La comptabilité ne fut plus tenue, vu que l'administration fiscale belge ne l'exigeait pas. Même les factures ne furent pas conservées, de sorte que toutes les informations n'ont pu être estimées que superficiellement. Il fut déclaré un salaire mensuel initial d'environ 800 Fr. belges. Après que madame F. a été coincée du fait de déclarations non concordantes, elle avoua avoir touché environ 2 000 Fr. belges par mois au cours des deux dernières années. [...] Madame F. n'achète à présent qu'une petite partie des marchandises de manière réglementaire avec des factures qu'elle ne conserve même pas. La

des entreprises est passée entre les mailles du filet des contrôleurs. Pour les entreprises soumises à une « aryanisation » éventuelle, des administrateurs provisoires ont été désignés, mais ici aussi, la plupart du temps, le processus s'est arrêté avec la liquidation.

Ainsi que nous l'avons déjà mentionné au début il y eut au total près de 8 000 déclarations « d'entreprises ou de participations juives », dont environ 4 000 concernaient des « entreprises commerciales, comme des microentreprises et petites entreprises de l'artisanat ». Pour les 4 000 autres, il s'agissait « d'entreprises industrielles et autres exploitations professionnelles »⁴². Depuis l'invasion de la Belgique en mai 1940, une partie de ces entreprises n'était plus dirigée, étant donné que les propriétaires avaient fui les chars d'assaut allemands vers la France ; d'autres avaient dû fermer. Début décembre 1941, après concertation entre les intervenants responsables de la *Militärverwaltung* et les représentants du *Sicherheitsdienst* (Service de sécurité) ainsi que de l'antenne bruxelloise du ministère des Affaires étrangères du *Reich*, les jalons de la « liquidation forcée » des entreprises industrielles et commerciales appartenant aux Juifs en Belgique furent posés.

plus grande partie des marchandises est achetée en sous-main et présentée comme des achats opportunistes, venant du Vieux Marché de Bruxelles [...]. Madame F. est une marchande ambulante juive typique, sans aucune pratique commerciale ordonnée, comme on pourrait l'exiger même des détaillants les plus maladroits. Le but : réussir à dissimuler les revenus vis-à-vis de l'administration fiscale. Madame F. a avoué avoir obtenu chez le grossiste juif Ch. Epstein que seulement environ la moitié de la valeur marchande soit facturée. Ci-joint la confirmation. Des éléments de ce genre devraient être exclus du commerce par suppression du registre de commerce et retrait de l'autorisation de colporter, vu qu'ils ne garantissaient pas une gestion d'entreprise ordonnée. » AN, AJ⁴⁰, 259, C 7-128.

⁴² Rapport final du groupe XII (voir note 8), p. 145 ; à d'autres endroits du rapport (p. 119), le nombre indiqué des entreprises enregistrées s'élève à 7 700.

Étant donné que, d'après les constatations des Allemands, « l'élément juif » était très fortement représenté dans « le secteur du textile, du cuir et de la pelleterie », c'est là que débute l'action de liquidation. Tout le secteur du commerce s'est en même temps retrouvé dans le viseur. Les petites entreprises avec un stock d'une valeur inférieure à 10 000 francs belges ont été autorisées à procéder à ce qu'on appelait l'« autoliquidation », en d'autres mots elles pouvaient vendre leurs marchandises encore disponibles sur le marché libre. Les plus grandes sociétés ont été forcées de livrer leurs réserves de matières premières et de marchandises à un prix fixé inférieur à la valeur marchande à des Offices de Marchandises belges (dont l'Office central du Cuir ou l'Office central du Textile). Au début de mars 1942, les propriétaires d'environ 3 000 entreprises commerciales et environ 1 500 petites exploitations industrielles des secteurs cités ont été invités à cesser leur activité commerciale, « majoritairement par autoliquidation »⁴³. L'intervention dans l'industrie diamantaire a été repoussée de quelques semaines pour des raisons que nous allons expliquer plus tard.

Nous ne nous intéressons ici ni aux procédures ni aux différentes phases de la liquidation, dont les effets dans certains secteurs – par exemple dans celui de l'alimentation – se révéleront catastrophiques pour l'ensemble de la population juive. En revanche, notre étude s'attache à examiner les résultats quantitatifs de cette mise à genoux économique, dans la mesure où le rapport final fournit des données statistiques à ce sujet. Jusqu'au milieu de mai 1942, les soi-disant « ordres de liquidation » étaient également adressés aux entreprises restantes, ce qui fait qu'au total 6 057 sociétés étaient concernées, réparties selon des secteurs commerciaux distinctifs :

⁴³ *Ibid.*, p.151 *sqq.*, 154.

Fig. 4 | Nombre d'entreprises destinées à la liquidation

<u>A. Handelsbetriebe</u>		
Bergbau und Steinprodukte	16	Betriebe
Metallwaren	104	"
Glasprodukte, Steine und Erden	9	"
Produkte der chem. Industrie	36	"
Produkte der Landwirtschaft	13	"
Nahrungsmittel	357	"
Textilien	1131	"
Produkte der Holz und Bauindustrie	62	"
Häute und Lederartikel	399	"
Tabakerzeugnisse	18	"
Papier und Produkte der Druckkunst	29	"
Diamanten	582	"
Personenpflege	132	"
Kunst- und Präzisionsartikel	55	"
verschiedene Artikel	233	"
	3176	Betriebe
<u>B. Industrie und Kleingewerbe</u>		
Steine und Erden	1	Betrieb
Glasindustrie	2	Betriebe
chem. Industrie u. Energiewirtschaft	40	"
Textilindustrie	49	"
Bekleidungsindustrie einschl. Konfektions- u. Modewarengeschäfte mit Selbstanfertigung	850	"
Holz- u. Möbelindustrie (einschl. Bürsten- machereien und Korbflechtereien)	61	"
Leder- u. Fleiswarenindustrie (einschl. Auf- bereitung der Häute u. Kürschnerei)	490	"
Kunst- und Präzisionsindustrie	117	"
Diamantindustrie	521	"
Tabakindustrie	3	"
Konservenindustrie	1	"
Getränkefabrikation	4	"
Bäckereien	23	"
Nahrungsmittelindustrie	12	"
Juweliere	2	"
Vermittlergewerbe	418	"
	2594	Betriebe
Ambulante Gewerbetreibende	287	"
insgesamt	6057	Betriebe

Source : rapport final du groupe XII, p. 155.

Donc, 66 % de l'ensemble des entreprises commerciales et 73 % de toutes les entreprises industrielles relevaient des trois secteurs que sont le vêtement, le diamant et le cuir. Ces chiffres augmentent quelque peu jusqu'à l'automne 1942, vu que les mesures d'ordre économique envers les Juifs étaient largement réalisées et les déportations vers Auschwitz avaient commencé. Selon les données du groupe XII de la *Militärverwaltung* de Bruxelles, qui avait entièrement géré l'action, au total 7 338 entreprises, dont les commerces ambulants, furent finalement « saisies » jusqu'au retrait des Allemands de la Belgique en 1944. Seulement une petite partie (environ 3 %) d'entre elles était « aryani-sée », c'est-à-dire vendue à des parties intéressées non juives. D'autres sociétés ont poursuivi leurs activités sous la houlette d'administrateurs jusqu'en 1944, alors que 6 433 entreprises – pour la plupart des petites exploitations familiales – furent fermées d'un trait de plume⁴⁴.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 157 ; Maxime Steinberg a indiqué que les 43 193 Juifs (à l'exclusion des enfants en-dessous de 16 ans) enregistrés par les services allemands en Belgique se répartissaient sur 16 437 familles ; étant donné le fait que 7 338 entreprises ont été « saisies », ceci signifie que 44 % de toutes les familles juives possédait sa propre petite entreprise ; M. Steinberg, *La Question juive*, *op. cit.* (voir note 36), p. 41. En France, où l'expropriation des Juifs fut le fait des autorités françaises sous la surveillance de la *Militärverwaltung*, jusqu'en 1944, un peu plus de 7 000 micro-entreprises sur les 30 000 saisies ont été « liquidées » (24 %), dont un nombre particulièrement élevé dans les secteurs du textile et du cuir alors qu'à peine 8 000 entreprises ont été « aryani-sées » (chiffres pour Paris, en ce compris la zone nord) ; J. Billig, *Le Commissariat Général aux Questions Juives (1941-1944)*, T. III, Paris, 1960, p. 287 *sqq.*, 292, 326 *sqq.* Concernant les persécutions économiques des Juifs dans les Pays-Bas occupés, où presque toutes les entreprises (plus de 90 %) ont été liquidées, voir G. Aalders, *Geraubt ! Die Enteignung jüdischen Besitzes im Zweiten Weltkrieg*, Cologne, 2000 ; J.-M. Dreyfus, *Die Enteignung der Juden in Westeuropa*, in C. Goschler – Ph. Ther (éds.), *Raub und Restitution*, *op. cit.* (voir note 36), p. 41-57. Cf. Chr. Kreutzmüller, *Ausverkauf*, *op. cit.* (voir note 23), particulièrement p. 211 *sqq.*, 245 *sqq.* ; tout comme B. Nietzel, *Handeln und Überleben. Jüdische Unternehmer aus Frankfurt am Main 1924-1964*, Göttingen, 2012, p. 164 ; les deux auteurs arrivent à la conclusion que le démantèlement des entreprises

Les personnes qui en dépendaient se sont vues spolier leur gagne-pain⁴⁵. Au terme du « délai de liquidation », il fut interdit aux Juifs de continuer à faire du commerce comme indépendant ; à peine quelques artisans ont pu reprendre un travail à façon pour un tiers. Souvent, les propriétaires ne pouvaient même plus se charger eux-mêmes de la radiation obligatoire de leurs entreprises du registre de commerce belge, parce que soit ils avaient fui, soit ils avaient déjà été assassinés. Le conseiller Pichier, qui en 1944 a dû avoir une connaissance plus précise de ce qu'était en réalité la déportation des Juifs depuis la Belgique, employait le langage d'usage des bourreaux lorsqu'il constatait que les propriétaires juifs auraient été « transportés par la Sipo-SD via le camp de Malines dans le cadre de la mise au travail »⁴⁶.

Pour les trois secteurs les plus importants, le rapport final cite des chiffres plus précis, quoique pas tout à fait exacts. En effet,

juives était, de manière analogue qu'en Belgique, à Berlin et à Francfort-sur-le-Main également surtout un « programme de liquidation de grande envergure ». Kreutzmüller parvient en outre au constat intéressant selon lequel « le processus de démantèlement de l'activité économique juive à Berlin s'imbrique avec celui de la concentration et du génocide, tel qu'on le connaît en fait dès 1939 seulement dans les pays occupés en Europe » (p. 372).

⁴⁵ À ce propos, il est mis dans le rapport final : « La main-d'œuvre désœuvrée par la fermeture des entreprises juives, non seulement les propriétaires des entreprises juives mais également le personnel aryen ou juif, ont été convoqués pour la mise au travail. » Rapport final du groupe XII (voir note 8), p. 153. Comme il appert d'une circulaire du groupe VII (« travail obligatoire ») de la section économique, la *Militärverwaltung* de Bruxelles planifia dès mai 1942 de convoquer les « Juifs exclus de la vie économique ordonnée pour un travail profitable » ; ce qui fut le cas des Juifs acheminés sur les chantiers de l'« Organisation Todt » dans le nord de la France dans le cadre du travail obligatoire ; MVChef, Abt. Wi. Gr. VII, an Verw.Chefs OKF et FK, 28.5.1942, AN, AJ⁴⁰, 104 ; voir I. Meinen, *Die Shoah in Belgien*, Darmstadt, 2009, p. 30-33. À partir d'août 1942, la « mise au travail » devint dans le langage camouflé nazi synonyme de la déportation depuis la Belgique vers Auschwitz.

⁴⁶ Rapport final du groupe XII (voir note 8), p. 164.

en mars 1942, 1 976 entreprises du secteur textile ont été destinées à la liquidation, dont 1 007 microentreprises à l'« auto-liquidation », autrement dit le capital fixe existant de presque deux tiers de toutes les entreprises du textile s'élevait à moins de 10 000 francs. Dans le secteur du cuir et de la pelleterie, 889 entreprises étaient affectées par la fermeture, tandis qu'à peine plus ou moins 40 entreprises de plus grande taille ont continué à travailler provisoirement sous contrôle allemand⁴⁷. Une partie des propriétaires des sociétés concernées n'a toutefois pas pu être retrouvée, car à ce moment-là ils avaient déjà fui la Belgique ou vivaient dans la clandestinité⁴⁸.

Enfin, 1 103 diamantaires et propriétaires d'ateliers de coupe de diamants reçurent l'ordre de liquidation avec la sommation de mettre fin aux activités commerciales avant fin mai 1942. Les Allemands avaient d'abord prévu de maintenir l'industrie diamantaire au profit de l'effort de guerre et voulaient s'assurer la mainmise sur les ressources considérables du secteur⁴⁹. Toutefois, de nombreux diamantaires juifs aisés sont parvenus à se sauver vers la France ou les États-Unis avant l'arrivée des Allemands, en emmenant pour certains dans leur fuite leurs réserves de diamants et la main-d'œuvre spécialisée. D'autres encore ont tenté

⁴⁷ *Ibid.*, p. 157, 159 ; les chiffres diffèrent légèrement de ceux cités dans la fig 4, qui sont issus également du rapport final. Les quelques entreprises non liquidées devaient demeurer disponibles pour de futurs acquéreurs.

⁴⁸ Comme l'a constaté Maxime Steinberg, les liquidations forcées ordonnées ont provoqué un nouveau mouvement migratoire de Juifs vers la France et, ensuite, la Suisse ou l'Espagne ; M. Steinberg, *La Question juive*, *op. cit.* (voir note 36), p. 55 ; cf. à ce propos I. Meinen – A. Meyer, *Verfolgt von Land zu Land*, *op. cit.* (voir note 11).

⁴⁹ Concernant la liquidation de l'industrie diamantaire juive anversoise, voir AN, AJ⁴⁰, 72 ; cf. É. Laureys, « The Plundering of Antwerp's Jewish Diamond Dealers, 1940-1944 », dans *Confiscation of Jewish Property in Europe, 1933-1945. New Sources and Perspectives*. Symposium Proceedings, Washington (USHMM), 2003, p. 66, 69.

de ne pas déclarer comme il leur était ordonné une partie de leurs diamants. Lorsque commencèrent les déportations depuis la Belgique au milieu de 1942, on leur promit à eux et à leur famille une exemption temporaire à condition qu'ils cèdent leurs biens. Cependant, auparavant déjà, les autorités chargées de l'« aryianisation » avaient décidé que même dans ce secteur une partie infime seulement des entreprises était « digne d'être maintenue », alors qu'ils estimaient que « les commerçants restants, des Juifs polonais, roumains et également allemands, sans ressources pour la plupart, [étaient] complètement superflus eu égard aux mesures en matière de rationnement et à la pénurie de marchandises »⁵⁰. Finalement, le nombre de sociétés à liquider fut tout de même de 1 271 : dans ces cas-là, le profit de la spoliation était maximal⁵¹.

Les données contenues dans le rapport final du groupe XII ne correspondent en fait pas totalement avec notre aperçu repris dans les tableaux 3 et 4 car le rapport effectue – en partie – une autre classification des secteurs, là où nous suivons celle du registre belge de commerce. À ceci s'ajoutent quelques erreurs manifestes de l'auteur du rapport dans le dépouillement des documents, particulièrement en ce qui concerne l'industrie diamantaire. Les différences sont toutefois insignifiantes et ne changent rien à l'aperçu général. Le rapport présente l'industrie du vête-

⁵⁰ Rapport final du groupe XII (voir note 8), p. 160 *sqq.* ; il n'y avait pratiquement aucun Juif allemand parmi les commerçants de diamants anversois.

⁵¹ Le rapport n'indique pas combien d'entreprises sur les 1 271 citées sont restées dans un premier temps en activité. Nous n'avons pas pu nous pencher ici sur l'exploitation des réserves de diamants issues de sociétés liquidées et sur la mise sous séquestre des valeurs (diamants, or et métaux précieux) des Juifs en fuite, qui furent entreposées dans des coffres-forts ou dans des banques par le *Devisenschutzkommando* – une antenne du ministère des Finances du Reich – de Bruxelles. Les diamants industriels et le bort (déchet de diamants), utiles à l'effort de guerre, furent attribués au « *Reichsstelle für technische Erzeugnisse* » à Berlin.

ment et du textile comme la plus grande branche de l'économie (34 % de toutes les exploitations commerciales et industrielles), suivie par le commerce et le traitement des diamants (18 %) ainsi que par le secteur du cuir et de la pelleterie (15 %). Ceci correspond, pour l'ordre des grandeurs, à nos propres résultats⁵².

À l'instar d'autres rapports finaux, le rapport du Dr Pichier sur le « désenjuivement de l'économie belge » fut rédigé durant la retraite des Allemands des pays occupés en 1944-45 et devait donner une image plus positive de l'activité des autorités de la *Militärverwaltung* de Bruxelles. Derrière les chiffres et les statistiques que contient le rapport se décèle la destruction planifiée et organisée de manière bureaucratique de l'existence économique de dizaines de milliers de personnes. Le chef de la *Militärverwaltung* Eggert Reeder le formula ouvertement dans le rapport d'activités de juin 1942 relatif à la législation antijuive de Belgique envoyé à Berlin : « Les Juifs n'ont plus que des moyens de subsistance extrêmement réduits. L'étape suivante serait désormais l'évacuation depuis la Belgique. »⁵³

La migration juive dans les aspects économiques

If the typical Jewish worker was a tailor, the typical Jewish "merchant" was a small shopkeeper, or owner of a stall in the local market, working alone or with the help of his family. (Ezra Mendelsohn, The Jews of East Central Europe between the World Wars, Bloomington, 1983, p. 28)

⁵² Nos chiffres pour le secteur du textile sont nettement inférieurs à ceux du rapport final parce que nous avons rattaché une partie de ce secteur au commerce ambulant.

⁵³ Chef de la *Militärverwaltung*, rapport d'activités n° 20, 15.6.1942, BA-MA, RW 36/227, S. C 31.

Il a souvent été dit que les immigrants juifs de l'Est amenaient leur artisanat – en déclin depuis la fin du XIX^e siècle – avec eux en Europe occidentale où ils poursuivaient encore durant une ou deux générations ces mêmes activités dans des conditions précaires. C'est ainsi qu'est perçu le maintien dans les pays d'immigration des « secteurs juifs » – voir le grand nombre de tailleurs, de chapeliers, de bonnetiers, de chaussetiers, de pelletiers, de maroquiniers et de cordonniers juifs à Paris ou à Bruxelles. En même temps subsiste le cliché du colporteur juif, du commerçant ambulant – intermédiaire entre les zones urbaines et les zones rurales –, qui sillonnait autrefois les territoires européens, avant que ses descendants ne s'installent comme commerçants dans les métropoles occidentales. Comme nous le savons à présent, l'idée que les Juifs privilégiaient certains métiers, surtout dans le commerce ou l'artisanat, et évitaient d'autres travaux relève de stéréotypes antijuifs courants. Même l'interprétation ethno-culturelle du phénomène “métiers juifs” paraît problématique car elle suggère ce qu'il faut étudier en priorité. En réalité, l'histoire de la migration des Juifs révèle tout autant des exemples de transmission que de réorientation de compétences professionnelles et d'activités entrepreneuriales.

Vers la fin du XIX^e siècle, il existe un monde spécifique d'artisans juifs en Europe de l'Est⁵⁴. Tant dans la Zone de Rési-

⁵⁴ Les explications ci-après sur la situation économique des Juifs en Europe de l'Est et sur la migration juive proviennent de la littérature spécialisée. Les titres suivants ont été pris en considération : *YIVO Encyclopedia of Jews in Eastern Europe*, art. Crafts, Economic Life, Industry, Trade (<http://yivoencyclopedia.org>) ; S. W. Baron *et al.*, *Economic History of the Jews*, *op. cit.* (voir note 27), p. 155 *sqq.*, 168-171, 193 *sqq.*, 201, 249, 261-264 ; T. Andlauer, *Die jüdische Bevölkerung im Modernisierungsprozess Galiziens*, Francfort-am-Main, 2001, particulièrement p. 165-204, 287-300 ; I. Bartal, *Geschichte der Juden im östlichen Europa 1772-1881*, Göttingen, 2010, p. 51 *sqq.*, 155 *sqq.*, 162 *sqq. et passim* ; J. Lestschinsky, *Das jüdische Volk im neuen Europa*, Prague, 1934, p. 30, 41 *sqq.*, 45 *sqq.*, 60 *sqq.*, 69-76 ; H. Haumann,

dence de la Russie occidentale⁵⁵ qu'en Galicie, un territoire autrichien de partage de la Pologne, les Juifs continuaient à exercer des métiers archaïques. La fabrication du textile et de vêtements, surtout la couture, mais aussi la cordonnerie, la tannerie, la pelleterie, la menuiserie et la métallurgie, et également les métiers qui exigeaient le respect des prescriptions alimentaires religieuses (bouchers et boulangers) comptaient parmi les activités traditionnelles des Juifs. Dans les ateliers et les petites entreprises familiales prévalaient des relations de travail paternalistes entre les patrons, les compagnons et les apprentis ; les limites entre les classes étaient floues. Le petit commerce était étroitement lié à l'artisanat : l'artisan qui ne proposait pas ses marchandises lui-même dépendait d'intermédiaires, qui se char-

Geschichte der Ostjuden, Munich, 1990, p. 103 *sqq.*, 158, 177 *sqq.* ; E. Mendelsohn, *The Jews of East Central Europe between the World Wars*, *op. cit.* (voir note 23), p. 18, 23-28, 40, 68-74 ; N. Weinstock, *Le pain de la misère. Histoire du mouvement ouvrier juif en Europe*, Paris, 2002, T. I, p. 14 *sqq.*, p. 20-23, 50 *sqq.* ; T. II, p. 19 *sqq.* ; ainsi que J.-Ph. Schreiber, « L'immigration juive en Belgique du Moyen Âge à nos jours », *op. cit.* (voir note 7), p. 231 *sqq.* À propos de l'exode des Juifs d'Europe de l'Est : cf. les livres toujours dignes d'être lus de E. M. Kulischer, *Europe on the Move*, *op. cit.* (voir note 15) et de M. Wischnitzer, *To Dwell in Safety*, *op. cit.* (voir note 15), particulièrement p. 37-39, 66, 67-69, 98 *sqq.*, 141-143, 153 *sqq.* ; en outre, M.-R. Marrus, *Die Unerwünschten. Europäische Flüchtlinge im 20. Jahrhundert*, Berlin – Göttingen – Hambourg, 1999, p. 35-50, 62-80 ; L.-P. Gartner, « The Great Jewish Migration – Its East European Background », dans *Tel Aviver Jahrbuch für deutsche Geschichte*, 27, 1998, p. 107-133 ; une vue d'ensemble critique sur l'état de la recherche se trouve chez C. Schmidt, « Zur Neubewertung der jüdischen Emigration aus Osteuropa in die USA vor dem Ersten Weltkrieg », dans *Zeitschrift für Ostmitteleuropa-Forschung*, 54, 1, 2005, p. 128-137.

⁵⁵ La Zone de Résidence comprenait une région qui s'étendait de la Lituanie jusqu'à la Mer noire et qui incluait une grande partie de la Biélorussie et de l'Ukraine. Depuis la fin du XVIII^e siècle, les Juifs ne pouvaient en règle générale vivre et travailler que dans cette région. Des limitations similaires étaient appliquées pour la Pologne russe (Royaume du Congrès) et son importante population juive.

geaient de la commercialisation. Le nombre de boutiquiers parmi les Juifs était démesurément élevé, les commerçants ambulants et les colporteurs assuraient l'échange entre la ville et la campagne, les marchés et les foires offraient une source de revenus supplémentaires pour de nombreux Juifs. Le commerce céréalier et, dans certaines régions, également le commerce du bois étaient des spécialités juives. Le fait qu'un grand nombre des débitants ayant la licence pour la production et la vente d'alcool étaient juifs était notoirement connu. En même temps, les secteurs comme l'industrie du cuir ou la bonneterie prirent de l'expansion, et le travail à façon à domicile réalisé par des artisans, souvent des femmes et des jeunes filles, se développa. Discriminée d'un point de vue social, juridique, et politique, la majorité de la population juive vivait soit dans de grandes villes, soit – pour la plupart – dans des petites villes et des bourgs (*shtetl*) et était incontestablement pauvre. Elle connaissait en outre une croissance démographique rapide. Seule une minorité urbaine réussit à se hisser dans la bourgeoisie. Ainsi, c'était un fait notoire que les Juifs aisés d'Odessa, qui formaient une minorité au sein de la population juive essentiellement pauvre de la ville portuaire, occupaient une position dominante dans l'exportation de céréales.

Les circonstances de vie des Juifs de Galicie n'étaient fondamentalement pas différentes de celles des Juifs de la Zone de Résidence. Lorsqu'à la fin du XIX^e siècle s'enclenche le processus d'industrialisation en Galicie, les Juifs galiciens, qui jouaient un rôle important dans l'économie et la structure professionnelle préindustrielles, se retrouvèrent dans le groupe des perdants de la modernisation. La modernisation capitaliste de l'Empire russe, introduite par les réformes des années 1860, eut des effets similaires. Elle accéléra la prolétarianisation de l'artisanat juif, qui subissait une forte concurrence, et les nouvelles formes de circulation des biens rendirent même obsolètes les activités commerciales et

intermédiaires traditionnelles. Le prolétariat de l'artisanat juif, à l'exception de ce qui touchait l'industrie du tabac et du textile, n'a donc pas trouvé d'accès à la production industrielle mécanisée car, comme partout, le capital recrutait ses travailleurs dans le milieu paysan.

La misère économique a dû être la cause principale de l'émigration en masse des Juifs d'Europe de l'Est vers l'Occident. Mais le facteur déclencheur, qui a mis en branle le mouvement migratoire juif de l'ère moderne, était les pogroms – un phénomène qui se propageait dans de vastes parties de la Russie⁵⁶. Dans les années 1881-1882, après l'attentat contre le tsar Alexandre II, et entre 1903 et 1906, au moment où commencent les massacres de Juifs à Chisinau en Bessarabie, la population juive devint la cible de l'agitation sociale et politique qui secouait alors le pays. Les pogroms firent de nombreuses victimes et aboutirent à un flux de réfugiés d'une ampleur sans précédent. En 1882, en réaction aux événements, le gouvernement promulgua les fameuses lois de mai ; elles rendirent l'installation de Juifs au sein de la Zone plus compliquée et introduisirent des restrictions commerciales. Au début des années 1890, la situation s'aggrava une fois de plus lorsque des dizaines de milliers d'artisans et de petits commerçants juifs, qui jusque-là avaient été tolérés à Moscou, furent expulsés. Certes, la position juridique des Juifs en Galicie, une province située dans le territoire de la monarchie de Habsbourg, était clairement meilleure que dans

⁵⁶ Voir I. M. Aronson, *Troubled Waters. The Origins of the 1881 Anti-Jewish Pogroms in Russia*, Pittsburgh, 1990 ; John D. Klier – Shl. Lambroza (éds.), *Pogroms : Anti-Jewish Violence in Modern Russian History*, Cambridge, 1992 ; J.-D. Klier, *Russians, Jews, and the Pogroms of 1881-1882*, Cambridge, 2011, particulièrement p. 265 *sqq.* ; ainsi que le récit plus récent et plus proche des sources qu'en fait St. Wiese, *Pogrome im Zarenreich. Dynamiken kollektiver Gewalt*, Hambourg, 2016. Une partie de la littérature spécialisée remet en doute le lien entre les pogroms et l'émigration en masse de la Zone de Résidence.

la Russie tsariste et il n’y eut pas de francs actes de violence, mais le climat antisémite prit aussi de l’ampleur dans le monde paysan polonais et ruthène de la fin du XIX^e siècle. En outre, la forte croissance de la population, la faim et la paupérisation, le boycott économique visant les Juifs et, de surcroît, l’exclusion de ceux-ci du commerce des produits agraires firent qu’au cours des deux décennies avant la Première Guerre mondiale des milliers et des milliers de Juifs galiciens suivirent l’exemple des Juifs russes et quittèrent également leurs terres. Au total, entre 1880 et 1914, environ 2,5 à 3 millions de Juifs d’Europe centrale et orientale auraient émigré vers l’Europe occidentale, les États-Unis et l’Amérique du Sud⁵⁷. De ce fait, de nombreux Juifs de Russie et de Galicie comptaient parmi les premiers immigrants arrivés en masse en Belgique avant 1914.

Après la Première Guerre mondiale, l’exode des Juifs de l’ancien Empire russe et de la Pologne reconstituée s’est poursuivi. Suite à la Révolution bolchévique, pendant la guerre civile russe et les luttes d’indépendance de Pologne, il y eut entre 1918 et 1921, surtout dans la région de l’Ukraine, des massacres de la population juive avec des milliers de morts. Le communisme de guerre conduisit à une famine d’une ampleur sans précédent. Les événements provoquèrent de nouveau un mouvement massif de réfugiés. Jusqu’en 1921, approximativement 200 000 Juifs fuirent la Russie soviétique vers l’Occident, et ce même si les

⁵⁷ J. Lestschinsky, *Das jüdische Volk im neuen Europa*, *op. cit.* (voir note 54), p. 45 ; *YIVO Encyclopedia of Jews in Eastern Europe*, « Population and Migration », *op. cit.* (voir note 54) ; J. Oltmer, « “Verbotswidrige Einwanderung nach Deutschland” », *op. cit.* (voir note 7), p. 98. Les données relatives au développement démographique de la population juive en Europe de l’Est divergent selon les travaux de recherche. Selon Gartner, « The Great Jewish Migration », *op. cit.* (voir note 54), p. 109, le nombre de Juifs en Galicie a augmenté de 687 000 à 811 000 entre 1880 et 1900, en Russie – y compris la Pologne russe – de 3 916 000 à 5 215 000 personnes entre 1880 et 1897, sans tenir compte du nombre d’émigrants.

frontières étaient en grande partie fermées⁵⁸. Lorsqu'éclata la guerre soviéto-polonaise de 1919-21, nombreux furent les jeunes Juifs qui tentèrent de se soustraire au service militaire au sein de la nouvelle armée polonaise en prenant la fuite. Plus tard, la politique discriminatoire de l'État polonais vis-à-vis de la population juive mit celle-ci en difficulté. Alors qu'émergeaient quelques centres industriels importants en Pologne, la majorité des Juifs vivait essentiellement du petit commerce ou du commerce de détail. Ce n'est que dans l'industrie du textile et du cuir que l'on note une présence disproportionnée d'entrepreneurs et d'ouvriers juifs. Les restrictions économiques touchèrent les entreprises participatives juives comme l'artisanat juif. L'exacerbation de l'antisémitisme, le boycott des magasins juifs, l'absence de perspectives économiques, la paupérisation et un taux de chômage élevé contraignirent une nouvelle génération de Juifs polonais à émigrer en vue d'une vie meilleure en Europe occidentale ou aux États-Unis. Le nombre total de Juifs émigrés de Pologne entre 1921 et 1937 s'élève à environ 400 000⁵⁹. Plusieurs milliers d'entre eux, pour la plupart issus des centres urbains développés du pays, s'installèrent en Belgique. S'y ajouta le groupe de réfugiés juifs russes qui avaient échappé aux troubles de la guerre civile et de la révolution.

Nous ignorons jusqu'à présent le nombre de créateurs d'entreprise parmi les nouveaux arrivants d'Europe de l'Est qui avaient déjà été indépendants auparavant, par rapport à ceux qui arrivèrent en tant qu'artisans-ouvriers qualifiés ou non⁶⁰.

⁵⁸ E. M. Kulischer, *op. cit.* (voir note 15), p. 49, 53 *sqq.* ; J. Oltmer, « "Verbotswidrige Einwanderung nach Deutschland" », *op. cit.* (voir note 7), p. 109.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 143.

⁶⁰ N. Green, *Les travailleurs immigrés juifs*, *op. cit.* (voir note 7), p. 148 *sqq.*, souligne le phénomène intéressant que constitue la plus grande mobilité de certains groupes de métiers, ce qui eut pour effet que la concentration de Juifs dans certains métiers se modifia fortement dans le processus migratoire ;

Toutefois, ce qui est caractéristique de l’immigration juive, c’est qu’elle ne répondait pas à une demande du marché du travail et ne fut pas non plus le fait d’une politique de recrutement entrepreneuriale ou étatique ciblée. Il s’agit en quelque sorte d’une émigration autonome – bien que déclenchée par les circonstances économiques, sociales et politiques dans les pays d’origine (telles que décrites ci-dessus) – dans la perspective d’une installation durable (donc non saisonnière) en Europe occidentale, et ce après que l’espoir d’émigrer vers les États-Unis se fut éteint au début des années 20⁶¹.

La structure économique de la Belgique après la Première Guerre mondiale est décrite comme étant alors résolument moderne⁶². Bien qu’il y avait une pénurie de main-d’œuvre dans le

tandis que 38,7% des Juifs de la Zone de Résidence russe travaillaient dans le secteur du vêtement, 51,3 % d’immigrés juifs russes étaient actifs dans ce secteur à Paris avant la Première Guerre mondiale ; dans le domaine du commerce, la perspective est inversée (soit 32 % et 6,7 %). – A.-Chr. Saß, *Berliner Luftmenschen*, *op. cit.* (voir note 7), p. 80, fournit encore des données sur la structure du secteur des immigrants juifs après la Première Guerre mondiale à Berlin ; selon lui, presque 42 % des travailleurs déclarés dans la catégorie de l’industrie et de l’artisanat étaient déjà actifs dans l’industrie du vêtement dans leur pays d’origine ; environ 19 % d’entre eux étaient des travailleurs non qualifiés.

⁶¹ Il s’agit là du constat de J.-Ph. Schreiber, « L’immigration juive en Belgique du Moyen Âge à nos jours », *op. cit.* (voir note 7), p. 237 : « L’immigration juive se distingue des autres formes d’immigrations par le fait qu’elle n’est pas une “immigration compensatrice” ; elle ne répond pas à l’appel de la main-d’œuvre, qui a été donné durant la période de reconstruction après la Première Guerre mondiale. Cette immigration est définitivement autonome, parce qu’elle n’est pas saisonnière, et elle répond à ses propres dynamiques. »

⁶² Voir aussi Fr. Caestecker, *Ongewenste gasten*, *op. cit.* (voir note 7), p. 116 sqq. ; *Idem*, *Alien Policy in Belgium*, *op. cit.* (voir note 15), p. 101, 103, 104 sqq., 109 ; J.-Ph. Schreiber, *L’immigration juive en Belgique*, *op. cit.* (voir note 7), p. 251 ; *Idem*, « L’immigration juive en Belgique du Moyen Âge à nos

secteur minier et dans l'industrie, le nombre d'immigrés juifs qui y trouvèrent une place et qui étaient prêts à se conformer aux exigences de travail strictes était en fait plutôt faible. La plupart d'entre eux furent d'ailleurs licenciés suite à la crise économique mondiale. Souvent, les entrepreneurs juifs de la première génération, ceux qui avaient immigré en Belgique avant 1914 et étaient établis, proposaient un emploi rémunéré à leurs compatriotes fraîchement arrivés. Ce "recrutement ethnique" de la main-d'œuvre est resté caractéristique de l'économie de la communauté juive, tout autant que l'exercice d'une activité professionnelle dans le cercle familial ou en collaboration avec des proches. Nombre de boutiques et de petits ateliers peu mécanisés étaient dirigés comme des entreprises familiales. Tel était également le cas de l'industrie diamantaire, dans la mesure où le travail se faisait à domicile. Le nombre de salariés par entreprise demeurait plutôt restreint. Les relations de travail quasiment précapitalistes comprenaient en règle générale l'auto-exploitation, une rémunération faible et des petits profits.

Au cours des années 20 et 30, une partie non négligeable des immigrés de la deuxième génération est devenue indépendante. Comme dit précédemment, ce fut souvent le cas après une plus longue période de travail en tant qu'ouvrier, ou en l'absence d'autres possibilités de revenus du fait de la situation économique⁶³. Bien souvent, les limites entre le travail salarié et

jours », *op. cit.* (voir note 7), p. 238 ; enfin, R. Van Doorslaer, *Enfants du ghetto. Juifs révolutionnaires en Belgique 1925-1940*, Bruxelles, 1997, p. 25 *sqq.*

⁶³ Nous ne pouvons ici nous pencher sur le cadre juridique pour la déclaration des entreprises indépendantes par des étrangers en Belgique, d'autant plus que les données disponibles à ce sujet sont insuffisantes. Concernant l'exercice de certaines professions par des étrangers, une autorisation, qui n'était accordée qu'après une durée de séjour plus longue, était nécessaire – et ce à partir de 1935-36 pour le commerce ambulant ; en 1939, une carte de travail a été introduite pour les commerçants et artisans étrangers. Cf. Fr. Caestecker, *Ongewenste gasten*, *op. cit.* (voir note 7), p. 136 *sqq.*, 258 *sqq.*

l'entrepreneuriat sont floues, tout comme celles d'ailleurs entre la production et la distribution. Ces entreprises, situées pour la plupart dans le secteur des biens de consommation ou l'industrie diamantaire et lancées avec un capital restreint et beaucoup de main-d'œuvre, ne s'adressaient pas prioritairement à un groupe ethnique particulier⁶⁴. La production et la vente n'avaient pas pour but d'assouvir exclusivement les besoins de la communauté juive, mais visaient également une clientèle plus large et un marché plus vaste et encore en expansion. Les qualifications professionnelles combinées à un indéniable savoir-faire commercial ont conduit à la création de créneaux de marché, à l'introduction de nouvelles techniques de vente et ont généré une demande de nouveaux produits. La faiblesse structurelle de ces entreprises commerciales et industrielles, petites pour la plupart, fut compensée par une offre différenciée de produits et une main-d'œuvre flexible⁶⁵. La maroquinerie bruxelloise en est le meilleur exemple. L'industrie diamantaire prospère d'Anvers, qui était déjà un domaine d'activités traditionnel des Juifs, s'avéra par ailleurs accessible non seulement à la main-d'œuvre peu qualifiée mais aussi aux ouvriers diamantaires qui se mirent à leur compte et à un segment inférieur d'intermédiaires ou de courtiers. L'historien belge Jean-Philippe Schreiber résume à ce propos : « La qualité d'immigrés détermina nombre de Juifs à opter, à l'instar d'autres individus marginalisés ou en voie d'intégration, pour des emplois qui leur permettaient de s'insérer dans les structures économiques changeantes d'un pays en plein dévelop-

⁶⁴ Fr. Caestecker, *Alien Policy in Belgium*, *op. cit.* (voir note 15), p. 101 ; l'auteur distingue l'économie « juive » des « ethnic enterprises » d'autres groupes d'immigrés.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 106, 107 *sqq.*, 109 *sqq.* ; Caestecker parle de la « modernité » des pratiques de cette « économie juive » ; *Ongewenste gasten*, *op. cit.* (voir note 7), p. 147 *sqq.* ; S. Taschereau – V. Piette – É. Gubin, « L'immigration à Bruxelles », *op. cit.* (voir note 25), p. 61, soulignent plutôt la forme prémoderne des pratiques de vente des commerçants juifs à Bruxelles.

pement, sans entrer en concurrence, quand cela était possible, avec d'autres couches de la population [...]. »⁶⁶

Aperçu des différentes branches d'activité : diamants et maroquinerie

Il y a environ 30 ans, le parcours de vie sinueux d'un Juif de Cracovie le fit s'égarer à Anvers. À l'époque, peu de Juifs vivaient à Anvers. Armé d'instincts forts pour les choses sociales, comme le sont presque toujours les Juifs de l'Est, il sentit qu'il y avait là un terrain propice à de nouvelles conditions de vie. Il se lança dans le commerce des diamants, ces pierres incarnant tant de trésors... Peu après, il alla chercher ses frères et sœurs, ses parents et ceux de sa femme dans le vieux pays natal. Et maintenant, 30 ans plus tard, la grande ville portuaire de Belgique dénombre environ 30 000 Juifs. 80 % d'entre eux venaient de Cracovie. La plupart n'ont laissé derrière eux que de tristes souvenirs, car ils vivaient dans des conditions médiocres en Galicie...

(Salamon Dembitzer, *Aus engen Gassen*, Berlin 1915)⁶⁷

Déjà avant la Première Guerre mondiale, depuis que la découverte de gisements de diamants en Afrique du Sud avait provoqué un premier boom, Anvers était devenu le principal centre

⁶⁶ J.-Ph. Schreiber, *L'immigration juive en Belgique*, *op. cit.* (voir note 7), p. 251 ; Fr. Caestecker, *Alien Policy in Belgium*, *op. cit.* (voir note 15), p. 110.

⁶⁷ Cf. J.-Ph. Schreiber, *L'immigration juive en Belgique*, *op. cit.* (voir note 7), p. 261 ; Schreiber, qui cite ce texte en allemand, conteste à juste titre les chiffres cités ; toutefois, ce qui est incontestable, c'est que la plupart des Juifs de Galicie qui sont arrivés en Belgique avant 1914 sont nés à Cracovie.

de taille ainsi qu'un centre international du négoce de diamants, ce qui la mit en concurrence avec Amsterdam⁶⁸. Après la guerre, le secteur continuait de croître fortement. Vers la fin des années 20, approximativement 25 000 travailleurs, tant juifs que non juifs, y étaient employés, générant plus d'emplois que le port d'Anvers⁶⁹. Toutefois, il y eut des licenciements collectifs au mo-

⁶⁸ Concernant l'industrie diamantaire d'Anvers, les travaux de recherche belges s'y rapportant sont les suivants (nous nous fondons sur ces publications pour ce qui suit) : É. Laureys, « The Plundering of Antwerp's Jewish Diamond Dealers », *op. cit.* (voir note 49), p. 57-74 ; *Idem*, *Meesters van het diamant. De Belgische diamantsector tijdens het nazibewind*, Tiel, 2005 ; R. Van Doorslaer, « Joodse arbeiders in de Antwerpse diamant in de dertiger jaren. Tussen revolutie en antisemitisme », dans *Les Cahiers de la Mémoire Contemporaine*, 4, 2002, p. 13-26 ; enfin, J.-Ph. Schreiber, *L'immigration juive en Belgique*, *op. cit.* (voir note 7), p. 236, 253, 258 *sqq.* ; *Idem*, « L'immigration juive en Belgique du Moyen Âge à nos jours », *op. cit.* (voir note 7), p. 235 *sqq.* ; Fr. Caestecker, *Alien Policy in Belgium*, *op. cit.* (voir note 15), p. 105 ; L. Saerens, *Vreemdelingen in een wereldstad*, *op. cit.* (voir note 25), p. 15-20, 26, 64 *sqq.*, 125 *sqq.* ; N. Weinstock, *Le pain de misère*, *op. cit.* (voir note 54), t. II, p. 114 *sqq.*, 275 *sqq.* ; ainsi que K. Liberman, *Industrie et commerce diamantaires belges*, Bruxelles, 1935. Liberman fait référence également aux raisons historiques de l'engagement des Juifs dans le commerce des diamants : un engagement, qui a contribué à la croissance économique d'Anvers depuis l'arrivée de marranes portugais et espagnols au XVI^e siècle jusqu'à l'immigration de Juifs des Pays-Bas, de Russie, d'Autriche-Hongrie et de Pologne aux XIX^e et XX^e siècles ; *Ibid.*, p. 22 *sqq.*

⁶⁹ K. Liberman, *Industrie et commerce diamantaires belges*, *op. cit.* (voir note 68), p. 11, 16, 42. D'après lui, entre 80 et 85 % de tous les commerçants, intermédiaires et fabricants dans le secteur du diamant étaient des Juifs alors que le nombre de travailleurs juifs s'élevait approximativement à 2 000-2 500 en 1923. Même Éric Laureys (« The Plundering of Antwerp's Jewish Diamond Dealers », *op. cit.* (voir note 49), p. 58) indique que bien que 90 % du commerce de diamants anversoise fût entre les "mains juives", la présence de Juifs au sein de la main-d'œuvre de ce secteur ne s'élevait pas à plus de 15 à 20 %. R. Van Doorslaer, « Joodse arbeiders in de Antwerpse diamant », *op. cit.* (voir note 68), p. 15, estime à 3 900 le nombre de travailleurs juifs employés légalement en 1937, ce qui correspond à plus ou moins un quart de l'ensemble des *ca.* 16 000 travailleurs du secteur du diamant ; les travailleurs illégaux devraient y être ajoutés.

ment du déclin du commerce de diamants, suite à la crise économique mondiale. Dix ans plus tard, il y avait toutefois dans l'industrie du diamant encore plus de 1 300 entreprises et sociétés commerciales ayant un propriétaire juif – pour autant que celles-ci aient été enregistrées par l'occupant allemand en 1940 (voir tableau 4).

Depuis la fin du XIX^e siècle, des commerçants juifs des Pays-Bas et de Russie avaient conquis une position dominante dans le secteur du diamant, en partie grâce à de considérables investissements de capitaux. Les Juifs d'Europe orientale, plus particulièrement de Galicie, constituaient la majeure partie de la première génération des travailleurs immigrés bon marché auxquels s'ajoutaient les tailleurs de diamants hollandais et les travailleurs belges. L'industrie diamantaire offrait également un emploi aux migrants juifs polonais de la deuxième génération qui avaient voulu émigrer vers les États-Unis en passant par Anvers et avaient échoué dans la ville portuaire. Ils formaient la classe sociale la plus défavorisée dans un monde de fabricants, de grossistes, d'intermédiaires, de négociants et d'ouvriers, indépendants ou salariés ; un monde au sein duquel les frontières demeuraient toutefois floues⁷⁰. Les Juifs polonais vont alors, en tant que plus grand groupe d'immigrés du secteur du diamant, occuper toutes les catégories professionnelles, et ce jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale⁷¹.

⁷⁰ É. Laureys, *Meesters van het diamant*, *op. cit.* (voir note 68), p. 32, écrit : « L'industrie diamantaire n'était certainement pas composée de deux blocs monolithes : les patrons d'une part et les ouvriers d'autre part. Il y avait des marchands, des fabricants, des propriétaires d'ateliers, des entrepreneurs employant des ouvriers mais qui bien souvent étaient eux-mêmes ouvriers diamantaires, des *eigenwerkmakers* [ouvriers travaillant pour leur propre compte], des *loketwerkers* [ouvriers d'atelier en situation régulière, au contraire des travailleurs à domicile], des ouvriers et des apprentis – et parmi tout ceci de nombreuses variantes. »

⁷¹ *Ibid.*, p. 68.

La transformation des diamants⁷² se déroulait en plusieurs étapes, qui exigeaient une variété de qualifications et nécessitaient des profils professionnels spécifiques, ce qui avait par ailleurs pour effet de figer l'inégalité au niveau du statut social des ouvriers diamantaires. Pour transformer des diamants bruts en pierres précieuses, trois étapes cruciales étaient nécessaires : le diamant était d'abord clivé (le clivage) ou scié mécaniquement dans le cas des plus grandes pierres, puis grossièrement façonné (le débrutage) pour obtenir sa forme avant d'être taillé (la taille proprement dite). Le clivage des diamants était une tâche hautement qualifiée à responsabilité, qui se faisait manuellement à domicile ou dans de petits ateliers et était très bien rémunérée. Les cliveurs, essentiellement des Juifs hollandais auxquels se sont joints plus tard aussi des Juifs polonais, constituaient une catégorie d'ouvriers d'élite ayant plus d'opportunités d'ascension sociale et celles de devenir indépendant en tant que négociant, intermédiaire ou fabricant. Parmi les spécialistes les mieux payés, on trouvait ensuite les scieurs et les tailleurs de diamants, Juifs néerlandais ou belges pour la plupart, qui travaillaient dans de plus grands ateliers. Le métier de débruteur de diamants, autrement dit la fabrication du tranchant brut, exigeait en revanche moins de savoir-faire, était facile à apprendre et, dès lors, moins bien rémunéré. Les immigrants juifs de Pologne nouvellement arrivés devaient se contenter de ces métiers. Ils reprenaient un travail effectué avant la Première Guerre mondiale par une main-d'œuvre bon marché (souvent des femmes) dans des plus grandes entreprises dans les environs d'Anvers ; en porte-à-faux

⁷² Voir notamment É. Laureys, *Meesters van het diamant*, *op. cit.* (voir note 68), p. 27 *sqq.* ; R. Van Doorslaer, « Joodse arbeiders in de Antwerpse diamant », *op. cit.* (voir note 68), p. 16 *sqq.* ; enfin, L. Saerens, *Vreemdelingen in een wereldstad*, *op. cit.* (voir note 25), p. 26 (se référant à une recherche de Karin De Haan). Il ne nous est pas possible ici de détailler les différentes qualités de diamants (pendant longtemps, on ne taillait à Anvers que des diamants d'une qualité moindre) et l'utilisation des diamants industriels et du bort (déchet de diamants).

avec les mouvements syndicaux du secteur, ils travaillaient au-delà d'une journée de labeur normale, la plupart du temps à la maison, pas toujours de manière légale et étaient payés à la pièce au tarif négocié avec l'entrepreneur ou un intermédiaire. Pendant que la production était en voie de décentralisation, les petits et moyens fabricants pouvaient se maintenir et des petites structures artisanales virent le jour ; ces structures demeurèrent dominantes dans l'industrie diamantaire anversoise jusqu'à l'entre-deux-guerres⁷³.

Comme nous l'avons déjà mentionné, la création d'entreprises familiales était une particularité de l'immigration juive. Ceci était aussi valable pour le secteur du diamant, comme le confirme notre propre recherche. Elle montre en outre qu'une grande partie des ateliers diamantaires était gérée par des propriétaires juifs, eux-mêmes cliveurs de profession. Plus de deux tiers d'entre eux possédaient la nationalité polonaise et la plupart avaient immigré après 1918. Cependant, à notre connaissance, il y eut tout de même un certain nombre de débruteurs de diamants juifs polonais qui parvinrent à exercer leur métier en tant qu'indépendants, ce qui surprend étant donné le portrait de travailleurs exploités que nous en avons. Il devait généralement

⁷³ R. Van Doorslaer, « Joodse arbeiders in de Antwerpse diamant », *op. cit.* (voir note 68), p. 16 *sqq.* ; l'auteur fait référence au rapport entre le développement technique et les formes de travail dans l'industrie diamantaire : « L'électrification complète de la province d'Anvers dans les années 20 mit fin à la concentration dans des plus grands ateliers industriels, comme ce fut le cas dans l'industrie diamantaire entre 1870 et 1900 suite à la mécanisation [par l'introduction de machines à vapeur, ndla]. Le travail à domicile, qui avait été supplanté durant le dernier quart du XIX^e siècle, a dès lors été réintroduit. Entre-temps, entre 1900 et 1913, l'industrie diamantaire s'était étendue jusque dans la campagne campinoise. Le rôle joué dans cette période par cette main-d'œuvre rurale bon marché fut ensuite, entre 1923 et 1929 – la période de grande expansion de l'industrie diamantaire – repris en partie par des immigrés juifs fraîchement arrivés. » Cf. aussi K. Liberman, *Industrie et commerce diamantaires belges*, *op. cit.* (voir note 68), p. 39.

s’agir de “*eigenwerkmakers*” (travailleurs à domicile pour leur propre compte). Les Juifs polonais immigrés étaient toutefois le groupe le plus représenté dans les nombreuses sociétés commerciales et firmes de courtage du secteur du diamant (voir tableau 5).

Atelier diamantaire de la famille Seewald à Anvers (vers 1930).
(Collection MJB).

Tableau 5 | Propriétaires d'ateliers diamantaires selon la dernière nationalité et les métiers⁷⁴

	Nationalité									Propriétaires par groupe de métiers	
	Belgique	Pays-Bas	Pologne	Immigrés de là après 1918	Roumanie	Russie	Tchéco-slovaquie	Hongrie	Autres		
Cliveur	15	11	108	88	2	6	3	1	3	149	14,9%
Scieur			6	5	1					7	0,7%
Débruteur	1		34	33	8	4	2	1	2	52	5,2%
Tailleur	2	11	22	13	1		2			38	3,8%
Fabricant	3	2	11	9		3	1		1	21	2,1%
Commerçant /marchand	57	34	217	148	10	20	14	4	17	373	37,2%
Intermédiaire / courtier	26	27	141	81	7	13	5	5	2	226	22,5%
Autre ou inconnu	22	15	69	56	7	8	6	2	8	137	13,7%
Propriétaire par nationalité	126	100	608	433	36	54	33	13	33	1.003	
	12,6%	10,0%	60,6%		3,6%	5,4%	3,3%	1,3%	3,3%		100%

Source : banque de données des entreprises juives en Belgique.
Seulement les entreprises dont on a retrouvé les propriétaires.

⁷⁴ Les appellations professionnelles sont reprises du « Registre des Juifs », du fichier AJB et des listes de transport de Malines, qui bien souvent ne coïncident pas du fait que les personnes concernées ont soit changé entre-temps de métier, soit – dans le cas des listes de transport – indiquaient d'autres métiers que ceux qui étaient de fait encore exercés en 1942. La priorité a été donnée aux indications recueillies dès la fin de 1940 dans les « Registres des Juifs ».

La contribution de l'immigration juive à l'essor économique de l'industrie diamantaire à Anvers a été étudiée pour la première fois déjà dans les années 30 par l'économiste Kopel Liberman. Ce dernier avait lui-même émigré de Lituanie vers la Belgique en 1924 avant d'entamer des études doctorales à l'Université libre de Bruxelles et publié notamment plusieurs travaux sur le rôle des Juifs dans l'industrie et le commerce belges⁷⁵. Son travail avait pour objet véritable de combattre, au moyen de données statistiques économiques, l'antisémitisme croissant en Belgique, qui désignait les Juifs étrangers coupables de la crise économique du pays et de la paupérisation de la classe moyenne belge. Pour ce faire, il a étudié le secteur du diamant, la maroquinerie et le commerce ambulant, exploité des statistiques officielles et effectué des enquêtes propres. Ses ouvrages, presque introuvables de nos jours, se révèlent une source inégalée pour l'histoire de l'activité juive en Belgique bien que leur auteur présente fort probablement la situation d'alors sous un jour plus favorable que ce qu'elle était en réalité.

⁷⁵ K. Liberman, *La maroquinerie et les industries connexes*, Bruxelles, 1934 ; *Idem*, *Industrie et commerce diamantaires belges*, *op. cit.* (voir note 68) ; *Idem*, *La maroquinerie et les industries connexes*, Bruxelles, 1939. Les livres parurent dans la série *Les Juifs dans l'industrie et le commerce belge* et furent édités par le *Antwerpener Komiteit tot Verdediging van de Rechten der Joden*, plus tard, à Bruxelles, par le *Conseil des Associations Juives*. La première édition de *La maroquinerie et les industries connexes* avait pour préfacier Max Gottschalk, avocat spécialisé en droit du travail et directeur du Comité d'assistance aux enfants juifs réfugiés d'Allemagne ; la préface de la nouvelle édition de 1939 fut rédigée par Léon Kubowitzki, qui deviendra ultérieurement le président du Congrès juif mondial. Kubowitzki était dans les années 30 également l'un des organisateurs du boycott international des produits d'Allemagne nazie ; Liberman a soutenu le boycott par une autre publication : *Le boycottage économique de l'Allemagne*, Bruxelles, 1934.

La deuxième édition de l'enquête sur la maroquinerie bruxelloise que mena Liberman⁷⁶ est parue en 1939, immédiatement après le pogrom de novembre 1938 et au moment où la fuite massive des Juifs d'Allemagne et d'Autriche – qui trouvèrent refuge en grand nombre en Belgique – est à son paroxysme. Cette publication répondait en premier lieu à une campagne organisée contre les commerçants juifs polonais à Bruxelles. Elle mérite particulièrement notre attention car elle décrit le développement d'un secteur, ce qui fut avant tout le fait de l'apport des immigrants juifs. Ce secteur, qui avait d'abord connu un certain essor après la Première Guerre mondiale, fut – tout comme les autres secteurs – frappé de plein fouet par la crise économique mondiale. Depuis lors, d'après Liberman, les maroquiniers juifs servaient de cibles pour les attaques xénophobes et antisémites. On leur reprochait d'avoir « ruiné la maroquinerie belge jadis florissante ». En réalité, c'étaient les immigrants qui avaient apporté avec eux en Belgique le savoir-faire et parfois également le capital, ce qui dans la période d'avant la crise a suscité un essor de la maroquinerie jusque-là inconnu⁷⁷.

Au moyen de statistiques et d'estimations, Liberman décrit en détail la croissance du secteur, qui n'était que faiblement développé au début du siècle, le nombre d'entreprises, d'employés et la grande diversité d'articles produits : sacs à main pour dame, cabas, serviettes en cuir, portefeuilles, porte-monnaie, porte-cigares, étuis pour cartes de visite...⁷⁸ La maroquinerie était

⁷⁶ Concernant la maroquinerie de Bruxelles, voir aussi Fr. Caestecker, *Ongewenste gasten*, *op. cit.* (voir note 7), p. 117-120 ; *Idem*, *Alien Policy in Belgium*, *op. cit.* (voir note 15), p. 105 *sqq.*, et J.-Ph. Schreiber, « L'immigration juive en Belgique du Moyen Âge à nos jours », *op. cit.* (voir note 7), p. 238 ; les deux auteurs résument les conclusions de Liberman.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 7, 10, 54 *sqq.*, 66, 88 *sqq.*

⁷⁸ La maroquinerie ne comprenait pas les articles de voyage (valises) en cuir, les articles de chasse et d'équitation, les vêtements en cuir, etc. Même les gantiers constituaient un métier à part.

devenue un secteur économique plus important en Belgique grâce à l’immigration de spécialistes juifs après la Première Guerre mondiale. Ces immigrés de Pologne étaient arrivés pour la plupart en famille de Varsovie où ils avaient appris les métiers du cuir. Cette activité était centrée à Bruxelles-Ville et dans la commune avoisinante d’Anderlecht. Liberman indique que le nombre d’entreprises en 1926 s’élevait à 160, et celui des travailleurs à 1 600 (ce qui correspondait à une augmentation exponentielle par rapport à la période d’avant 1914). Il s’agissait en grande partie d’entreprises familiales et de petites entreprises avec en moyenne quatre employés ; il y avait également quelques fabriques plus grandes avec plus de dix travailleurs, et pour certaines d’entre elles jusqu’à 50 employés, voire plus. Les travailleurs et les propriétaires d’entreprises n’étaient pas tous juifs, mais 120 des 160 entreprises citées appartenaient à des Juifs. Selon Liberman, le secteur aurait employé à son apogée conjoncturelle dans les années 1928-29 jusqu’à 2 000 travailleurs – dont 1 500 étaient juifs – et le nombre d’entreprises juives s’élevait entre-temps à 170 (pour approximativement 200 entreprises au total). Dans l’ensemble, les Juifs constituaient à l’époque environ 70 % des personnes actives dans la maroquinerie belge⁷⁹.

Au cours des années 30, le nombre d’entreprises a, pour diverses raisons, continué de croître. Liberman signale ainsi l’augmentation du nombre de petites entreprises à partir de 1929. Une conséquence immédiate de la crise économique mondiale fut le fléchissement des exportations ainsi que de la demande intérieure d’articles de cuir et la réduction massive d’effectifs dans les entreprises de plus grande taille. De nombreux travailleurs juifs

⁷⁹ K. Liberman, *La maroquinerie et les industries connexes*, *op. cit.* (voir note 75), p. 17 *sqq.*, 21, 23-25, 39 ; Fr. Caestecker, *Ongewenste gasten*, *op. cit.* (voir note 7), p. 118, donne d’autres chiffres sur base des rapports de l’inspection du travail belge. Cf. également S. Taschereau – V. Piette – É. Gubin, « L’immigration à Bruxelles », *op. cit.* (voir note 25), p. 29.

quittèrent les fabriques et devinrent indépendants en ouvrant des petits ateliers avec peu d'employés. Ce n'est que dans la deuxième moitié des années 30 qu'il y eut une reprise progressive. Selon une enquête réalisée par Liberman en 1938, dont il évinça les quelques grandes entreprises qui restaient, il y avait alors 180 maroquiniers juifs, tous des petites et moyennes entreprises de manufacture ainsi que des façonniers – formellement indépendants – qui travaillaient contre rémunération pour un tiers⁸⁰. Ce nombre est supérieur à notre calcul pour l'année 1940. Parmi les 248 maroquineries avec un propriétaire juif enregistrées comme sociétés et reprises dans les listes de la *Militärverwaltung* figurent à peine environ 100 fabricants, dont une majorité de commerçants en maroquinerie. Presque tous les maroquiniers étaient originaires de Pologne et avaient immigré après 1918 (voir tableau 6).

Atelier de maroquinerie de la famille Pioro à Buxelles
(Collection MJB).

⁸⁰ K. Liberman, *La maroquinerie et les industries connexes*, op. cit. (voir note 75), p. 25, 56 *sqq.*, 103 ; à propos de la situation difficile des travailleurs à domicile : *Ibid.*, p. 110.

Tableau 6 | Propriétaires de fabriques d'articles en cuir et de fourrures selon la dernière nationalité et le secteur⁸¹

	Nationalité									Propriétaires par groupe de métiers	
	Belgique	Pays-Bas	Pologne	Immigrés après 1918	Roumanie	Russie	Tchéco-slovaquie	Hongrie	Autre		
Maroquinerie (fabrication et commerce)	8		211	198		7	1		21	248	31,6%
Gantiers	7		23	19		2			5	37	4,7%
Fourreurs / pelleterie	20	1	124	119	4	12	5	2	12	180	22,9%
Cordonniers / commerce et réparation de chaussures	4	3	132	128	6	10	16	3	7	181	23,1%
Autre ou inconnu	11	2	94	81	3	10	4		15	139	17,7%
Propriétaires par nationalité	50	6	584	545	13	41	26	5	59	785	
	6,4%	0,8%	74,4%		1,7%	5,2%	3,3%	0,6%	7,6%		100%

Source : banque de données des entreprises juives en Belgique.
Seulement les entreprises dont on a retrouvé les propriétaires.

⁸¹ Tous les secteurs y compris les travailleurs à domicile (façonniers) et les commerçants ambulants. Hormis les fabriques de chaussures (6) et les cordonniers, qui n'étaient pas enregistrés dans le secteur des articles de cuir et de fourrure (12).

De 1932 à 1934, les importations d'articles de cuir d'Allemagne augmentèrent en masse et les produits allemands étaient vendus en Belgique à des prix extrêmement bas. D'après Liberman, ce dumping était coresponsable de l'effondrement de la maroquinerie belge. Lorsque, à partir de 1937, les sacs à main des États-Unis, fabriqués en succédanés de cuir et vendus au prix unitaire de 50 francs, conquièrent le marché belge, les maroquinières bruxelloises proposèrent des sacs en vrai cuir au même prix⁸². Le sac à main pour dames était devenu entre-temps l'article principal en maroquinerie, et sa popularisation a considérablement contribué au succès commercial des fabricants juifs. Le sac à main, produit seulement en modèle standard avant la Première Guerre mondiale et diffusé uniquement en ville, devint un attribut de mode dans de plus larges couches de la population féminine que dans l'entre-deux-guerres. Les immigrants de Pologne, qui ont développé le secteur après 1918, proposaient une large gamme de modèles, variant d'une saison à l'autre, à des prix modérés et garantissaient ainsi l'augmentation considérable des ventes. En particulier les consommatrices avec un faible pouvoir d'achat se permettaient désormais plus souvent l'acquisition de sacs à la mode. Le marché s'ouvrit et se démocratisa. Les commerçants ambulants juifs contribuaient à la diffusion de la nouvelle mode, et ce à travers tout le pays⁸³. Lorsque sous l'occupation allemande, les matières premières devinrent rares et furent rationnées à partir de 1941, presque toutes les entreprises se sont

⁸² *Ibid.*, p. 34, 62 *sqq.*, 68 ; cf. Fr. Caestecker, *Alien Policy in Belgium*, *op. cit.* (voir note 15), p. 105 *sqq.*

⁸³ K. Liberman, *La maroquinerie et les industries connexes*, *op. cit.* (voir note 75), p. 66-69, 112. L'industrie de la sous-traitance en Belgique profitait aussi du développement de la maroquinerie. Alors que les matières premières (maroquin, box-calf et cuir de vachette) étaient initialement en grande partie importées d'Allemagne, le boycott de marchandises de l'Allemagne nazie a contribué à stimuler la production de l'industrie du tannage belge. Liberman mentionne en outre l'impression sur cuir, la fabrication d'imitations de peaux de crocodile et celle de fermetures. *Ibid.*, p. 72-80.

concentrées sur la production de sacs confectionnés en papier, en toile cirée ou en similicuir.

Les pratiques commerciales des maroquiniers juifs, à savoir la vente de la marchandise à un prix bas mais en grand nombre, reposaient sur une petite marge bénéficiaire et de faibles coûts salariaux, allant souvent de pair avec l'autoexploitation et l'exploitation de tiers, ce qui impliquait une flexibilité élevée et une adaptation aux conjonctures saisonnières. Ceci fit que les entreprises étaient généralement sous-capitalisées et structurellement faibles tout autant qu'économiquement sensibles. Liberman, qui connaissait la situation dans le secteur comme personne, savait dès lors que ces pratiques étaient à l'origine de la campagne contre les Juifs étrangers évoquée plus haut⁸⁴. Dans la conclusion de son livre, il tente de réfuter une série de reproches, qui faisaient partie des paradigmes de l'antisémitisme économique (la concurrence déloyale, la fraude fiscale, l'absence de cotisations sociales, le non-respect de la journée de huit heures, les bas salaires, les lieux de travail insalubres...), ne se doutant pas que peu après un antisémitisme d'une radicalité sans précédent anéantirait les moyens de subsistance de tous les entrepreneurs juifs et remettrait en question le droit à la vie des Juifs.

*

Afin d'obtenir un tableau à peu près complet des activités économiques des immigrés juifs en Belgique, il faudrait prendre en considération d'autres domaines professionnels. Par exemple le commerce ambulant, qui pouvait servir autant de tremplin pour l'ascension sociale que de dernière opportunité de générer un

⁸⁴ *Ibid.*, p. 88 *sqq.* ; à propos des campagnes dans le secteur du vêtement et contre les commerçants juifs, voir Fr. Caestecker, *Ongewenste gasten*, *op. cit.* (voir note 7), 157 *sqq.* ; S. Taschereau – V. Piette – É. Gubin, « L'immigration à Bruxelles », *op. cit.* (voir note 25), p. 50 *sqq.*

revenu en période de crise. À notre connaissance, les métiers de colporteur et de marchand ambulant étaient – au plus tard – au début de la période de l’Occupation des professions en déclin⁸⁵. Dans l’aperçu ci-dessus, il manque toutefois surtout le secteur du textile et du vêtement – un domaine d’activité classique pour les Juifs⁸⁶ – qui recouvrait encore plus d’un quart de toutes les entreprises répertoriées par les Allemands en 1940. En y incluant les commerçants ambulants, la part de ce secteur s’élevait même à un tiers des entreprises répertoriées. Il y avait également de nombreux tailleurs juifs, qui étaient des faconniers et des sous-traitants pour les maisons de confection ou qui avaient ouvert eux-mêmes un petit magasin, des fabricants et vendeurs d’impermeables, des chapeliers et casquettiers, d’innombrables petites échoppes proposant des articles de bonneterie (chaussettes et collants) ou de mercerie, gérées surtout par des femmes. Ensuite, il y avait les marginalisés comme les retoucheurs, les

⁸⁵ Des indications à ce propos aussi chez J.-Ph. Schreiber, *L’immigration juive en Belgique*, *op. cit.* (voir note 7), p. 235 *sqq.*, 251 *sqq.*, 254-258 ; Fr. Caestecker, *Ongewenste gasten*, *op. cit.* (voir note 7), p. 126 *sqq.*, 132 *sqq.*, 136 *sqq.* ; R. Van Doorslaer, *Enfants du ghetto*, *op. cit.* (voir note 62), p. 30, 187 *sqq.*, 238 *sqq.* ; tout comme S. Taschereau – V. Piette – É. Gubin, « L’immigration à Bruxelles », *op. cit.* (voir note 25), p. 42 *sqq.* ; il y aurait eu environ 1 600 marchands juifs en Belgique, surtout à Bruxelles ; S. W. Baron *et al.*, *Economic History of the Jews*, *op. cit.* (voir note 27), p. 264 ; toutefois, R. Van Doorslaer estime leur nombre à 1 100 à la même période. D’après nos recherches, il y avait en 1940 encore plus de 700 commerçants ambulants (voir tableau 4).

⁸⁶ À ce propos, voir aussi Fr. Caestecker, *Ongewenste gasten*, *op. cit.* (voir note 7), p. 122 ; *Idem*, *Alien Policy in Belgium*, *op. cit.* (voir note 15), p. 107 *sqq.* – Même en France et en Allemagne, le secteur du vêtement faisait partie des domaines d’activité les plus importants des Juifs actifs professionnellement ; cf. à propos de Paris : N. Green, *Les travailleurs immigrés juifs*, *op. cit.* (voir note 7), p. 49 *sqq.*, 153, 159, 169 *sqq.* ; M. G. Esch, *Parallele Gesellschaften*, *op. cit.* (voir note 7), p. 25 ; au sujet de Berlin ou Francfort-sur-le-Main : Chr. Kreutzmüller, *Ausverkauf*, *op. cit.* (voir note 23), p. 107 ; B. Nietzel, *Handeln und Überleben*, *op. cit.* (voir note 44), p. 34, 41 ; A.-Chr. Saß, *Berliner Luftmenschen*, *op. cit.* (voir note 7), p. 76, 84.

commerçants vivant d'achat et de vente de vêtements usagés et les chiffonniers. Enfin, si on prend les pelletiers les plus pauvres, qui transformaient les fourrures de lapin, ou la grande masse des savetiers, alors il devient évident qu'on ne peut parler ici d'entrepreneuriat capitaliste au sens fort du terme. Comme nous l'avons évoqué plus haut, il faut considérer l'activité professionnelle juive en Belgique comme étant essentiellement une économie des classes inférieures et moyennes. Vers la fin des années 30, la majorité des Juifs qui avaient déclaré une activité professionnelle indépendante vivaient au seuil de la pauvreté.

Ce qui est également surprenant, c'est que les immigrés juifs étaient occupés principalement par la production, la vente ou la réparation de biens de consommation et étaient concentrés dans des secteurs ne connaissant pas encore l'industrialisation et la mécanisation du travail artisanal, ce qui constituait en même temps la faiblesse de ces secteurs⁸⁷. Comme le fait remarquer Jean-Philippe Schreiber, suite à la crise économique mondiale, les immigrés de la dernière génération, qui avaient travaillé dans les fabriques, dans l'industrie minière, la construction navale ou la métallurgie et avaient perdu leur emploi, ont été en quelque sorte « repoussés [...] dans les *métiers juifs* traditionnels »⁸⁸. Ces

⁸⁷ R. Van Doorslaer, « Joodse arbeiders in de Antwerpse diamant », *op. cit.* (voir note 68), p. 26 ; cf. *Idem*, *Enfants du ghetto*, *op. cit.* (voir note 62), p. 29 *sqq.* L'homme politique trotskiste et théoricien de l'économie Abraham Léon (pseudonyme Abraham Wajnstok), assassiné par les nazis, a décrit en 1942 le « confinement » de la classe ouvrière juive à la production artisanale de biens de consommation comme étant « l'un des phénomènes les plus remarquables de la structure économique et sociale du peuple juif » et comme une « anomalie juive », qui en même temps expliquerait les faiblesses de la base économique du prolétariat juif. Son analyse s'applique sans difficulté aux exploitants juifs de petites entreprises. Voir A. Léon, *La conception matérialiste de la question juive*, Paris, 1946 ; Paris, 1968 (rééd.).

⁸⁸ J.-Ph. Schreiber, « L'immigration juive en Belgique du Moyen Âge à nos jours », *op. cit.* (voir note 7), p. 238.

immigrés, appauvris par la crise, exclus des allocations de chômage belges, essayèrent dès lors de travailler à leur compte ou comme sous-traitants, comme l'indique le grand nombre de créations de microentreprises dans la seconde moitié des années 30. Cette « stratégie de survie » s'avérait absolument incertaine, d'autant que l'insertion dans la structure économique belge était de surcroît plus difficile que dans les années 20 étant donné que l'on trouvait déjà dans les secteurs juifs une diversité d'entreprises générant peu de profits⁸⁹. Ces sociétés nées de la crise des dernières années avant la guerre ont peut-être aussi contribué à la présence disproportionnée de Juifs de nationalité polonaise parmi les gérants d'entreprises juifs en Belgique, comme l'a mis en lumière notre enquête statistique (voir fig. 2).

Il y avait néanmoins des branches économiques dans lesquelles des immigrés juifs ont parfois pu s'établir avec succès, et ce même dans des circonstances difficiles. La maroquinerie bruxelloise et le secteur du diamant à Anvers en sont l'illustration⁹⁰. Dans les deux cas, il ne s'agissait pas seulement de la continuation d'activités professionnelles traditionnelles juives, mais aussi d'une stratégie entrepreneuriale déterminée par les données et possibilités économiques du pays d'immigration. Soit

⁸⁹ Fr. Caestecker, *Ongewenste gasten*, *op. cit.* (voir note 7), p. 124, 129, 135, 145 *sqq.*, 171 *sqq.* ; *Idem*, *Alien Policy in Belgium*, *op. cit.* (voir note 15), p. 214 *sqq.* ; cf. aussi S. Taschereau – V. Piette – É. Gubin, « L'immigration à Bruxelles », *op. cit.* (voir note 25), p. 31, 38, 40. B. Nietzel décrit une évolution similaire pour les années 30 en Allemagne, *Handeln und Überleben*, *op. cit.* (voir note 44), p. 45 ; aussi Chr. Kreutzmüller, *Ausverkauf*, *op. cit.* (voir note 23), p. 102, indique le développement des petites entreprises juives à Berlin après la crise économique mondiale. J. Lestschinsky, *Das jüdische Volk im neuen Europa*, *op. cit.* (voir note 54), p. 60 *sqq.*, a parlé concernant la Pologne, où le nombre d'entreprises commerciales gérées par les Juifs était déjà en augmentation dans les années 20, de « vendeurs en détresse ».

⁹⁰ Frank Caestecker le constate également dans *Alien Policy in Belgium*, *op. cit.* (voir note 15), p. 106.

les immigrants tombaient sur une industrie en expansion – où ils trouvaient leur place auprès des ouvriers, fabricants et commerçants belges –, soit ils dénichaient des créneaux et créaient une demande de leurs produits, sans entrer en concurrence avec les entreprises locales⁹¹. Les Juifs employés dans l'industrie diamantaire et finalement devenus fabricants, intermédiaires ou commerçants, n'apportaient pas avec eux en Belgique les connaissances spécialisées nécessaires à l'exercice du métier. Ils étaient soit non qualifiés, soit avaient exercé d'autres activités dans leur pays d'origine. Afin d'acquérir les compétences dans le domaine, ils pouvaient s'inscrire dans des établissements de formation à Anvers⁹², s'ils n'étaient pas formés par des compatriotes. Les immigrants d'après la Première Guerre mondiale, qui avaient travaillé dans l'industrie du cuir en Pologne, réussirent à créer un tout nouveau marché de sacs à main pour dames et d'autres articles de maroquinerie. Toutefois, l'insertion économique n'implique pas pour autant une intégration sociétale. À ce propos, Jean-Philippe Schreiber a expliqué que la communauté juive en Belgique, composée de plus de 90 % d'étrangers après la vague d'immigration de l'entre-deux-guerres, vivait dans un microcosme importé directement d'Europe centrale et orientale. Cela indiquerait, selon lui, une faible acculturation des immigrants dans la société belge en ces années-là⁹³.

Topographie des activités professionnelles juives à Anvers et à Bruxelles

Arrivée à Anvers [janvier 1939]. [...] L'indésirable, car « ongewenst », lit-il quotidiennement

⁹¹ Nous nous référons à l'opinion, citée ci-dessus, de Jean-Philippe Schreiber (voir note 66).

⁹² Fr. Caestecker, *Alien Policy in Belgium*, *op. cit.* (voir note 15), p. 105.

⁹³ J.-Ph. Schreiber, « L'immigration juive en Belgique du Moyen Âge à nos jours », *op. cit.* (voir note 7), p. 239.

dans le journal lorsqu'on parle de ses semblables, doit chercher à s'établir de manière permanente. [...] Mais tout le monde lui indique toujours le quartier juif, « de joodse wijk ». C'est précisément là qu'il ne veut pas aller. Il en sait désormais déjà un peu plus sur la situation à Anvers, a appris qu'il y a de très nombreux négociants en diamants très riches, qui habitent dans des nouveaux bâtiments en périphérie de la ville. Eux-mêmes ont fui le « joodse wijk », car il paraît que l'ascension sociale des hommes va de pair avec un éloignement à tout le moins superficiel de leur funeste destin originel. [...] Et l'ancien « joodse wijk », où vivent les Juifs pauvres, tailleurs de diamants, petits commerçants, et ouvriers industriels, l'étranger l'évite avec l'instinct de celui qui sait exactement que l'insolite ne scandalise vraiment que lorsqu'il est concentré.
(Jean Améry, *Örtlichkeiten*, Stuttgart 1980)

Mosje-Jukew Fuks, né à Łódź en 1895, avait émigré à l'âge de 35 ans de Pologne en Belgique en 1930. Son épouse et ses deux jeunes enfants le rejoignirent deux années plus tard. La famille s'installa à Anvers et le pâtissier de formation qu'il était y ouvrit en 1937 son propre magasin dans la Terliststraat, au cœur du quartier juif (*joodse wijk*), situé au sud de la Gare Centrale d'Anvers (voir fig. 5). Fuks avait apparemment pu amasser un petit capital de départ, mais lorsqu'à la fin de l'année 1940, il dut déclarer son commerce et indiquer sa situation financière, les onéreuses machines de pâtisserie, achetées à crédit, n'étaient pas encore remboursées. Mais, dès le début de l'Occupation, Fuks ne pouvait plus les utiliser parce que les pâtisseries ne bénéficiaient

plus de la distribution de marchandises rationnées et il s'adonna donc à la vente de pain. Peu après sont apparus les experts-comptables, chargés par la *Militärverwaltung* d'estimer la valeur du magasin de Fuks, d'en calculer les bénéfices et les pertes et de juger s'il relevait d'une soi-disant « reprise belge », c'est-à-dire si, dans le cadre du processus d'« aryanisation », le magasin pouvait être proposé à une personne intéressée belge. Le rapport final de révision, rédigé pour la *Brüsseler Treuhandgesellschaft* par un certain Dr Hanky, est libellé comme suit :

« Fuks prétend être pâtissier de métier. [...] Il tient le magasin actuel depuis avril 1937. Avant la guerre actuelle, il produisait aussi des pâtisseries. Il n'a jamais cuit de pain, pas même avant la guerre. À présent, il tient uniquement un commerce de pains qu'il achète dans une boulangerie. [...] Il indique qu'il vend chaque semaine entre 600 et 700 pains. Le prix unitaire d'un pain étant de 2.50 FB, ceci engendre un chiffre d'affaires hebdomadaire de 16.250 [sic]. De ceci, il conserve 20 % = 3.250 FB par semaine. Ce bénéfice remarquable s'explique par le fait que Fuks n'emploie pas de personnel et n'a essentiellement que le loyer, le chauffage, l'éclairage et les impôts à payer, et le loyer hebdomadaire s'élève à 127 FB. Il faut toutefois prendre en compte que ce magasin se situe dans un quartier au caractère juif prononcé et que la clientèle est exclusivement juive.

Une aryanisation de ce magasin n'est pas envisageable sans aryanisation concomitante de tout le quartier [!] dans lequel il n'y a presque exclusivement que des magasins juifs, d'autant plus qu'il y a une boulangerie juive tout près. »⁹⁴

Les revenus hebdomadaires que Fuks tirait de la vente de pain s'élevaient en réalité à environ 325 francs belges. Le calcul de l'expert-comptable était dix fois plus élevé. Dr Hanky semblait toutefois conscient qu'un magasin situé dans le *joodse wijk*

⁹⁴ AN, AJ⁴⁰, 248, A 45-1004.

à Anvers ne pourrait trouver un acquéreur non juif qu'à la condition préalable que les Juifs disparaissent du quartier, par « l'aryanisation de tout le quartier ». Parmi les nombreux rapports de révision de ce genre, il y en a peu (un autre exemple va suivre) qui évoquent ouvertement le rapport entre l'expropriation économique des Juifs et leur éloignement de l'espace urbain.

En avril 1942, Fuks s'adressa à la *Militärverwaltung* avec une demande d'exonération des taxes qu'il doit acquitter. En juin, il requit en vain de prolonger le délai imposé pour la liquidation de son magasin, qu'il devait fermer d'ici la fin du mois. Six semaines plus tard, les Allemands, aidés par la police belge, commencèrent à arrêter les habitants du quartier juif avant de les déporter. Toute la famille Fuks – le pâtissier, son épouse Hinda Stark, la fille Ruchla-Baile Fuks, alors âgée de 17 ans, et le fils Joseph-Chaim Fuks, trois ans de moins que sa sœur – fut arrêtée, probablement pendant l'une des grandes rafles d'Anvers à la fin d'août 1942⁹⁵ et emmenée le 1^{er} septembre avec le VII^e convoi du camp de rassemblement de Malines à Auschwitz.

⁹⁵ À propos des rafles d'Anvers des 15, 27 et 28.8.1942, cf. pour plus de détails L. Saerens, *Vreemdelingen in een wereldstad*, op. cit. (voir note 25), p. 601-615 ; le 28 août, rien que dans la Terliststraat, 67 Juifs ont été arrêtés et temporairement enfermés dans la synagogue locale.

Fig. 5 | Le quartier juif d'Anvers vers 1940

Source : Grote Winkler Prins, Elsevier, Amsterdam-Bruxelles,
6^e réédition, 1947-1954.

La Terliststraat, une rue transversale longue d'environ 200 mètres avec environ 50 maisons, comptait en 1940 au total 38 entreprises avec un propriétaire juif. Il n'est pas étonnant qu'un tiers d'entre elles relevât du secteur du diamant : outre un

certain nombre d'ateliers, nombreux étaient les commerçants et intermédiaires en diamants qui s'étaient installés dans la Terliststraat du fait de la proximité avec la bourse diamantaire de la métropole. Presque autant d'habitants travaillaient dans le secteur du textile, dont cinq tailleurs et tailleuses d'origine polonaise, roumaine et tchécoslovaque dans la couture pour hommes et dames ; s'y trouvaient par ailleurs des petits ateliers produisant des tricotés pour enfants, des articles en laine, des couvre-lits, un commerçant en déchets textiles, ainsi qu'un atelier de fourrures. Une imprimerie, tenue par le Tchécoslovaque Joseph Weinberger, était toutefois déjà fermée à cause du chômage fin 1940.

Comme il ressort des déclarations d'entreprises juives ordonnées par la *Militärverwaltung*, au moins huit magasins sont répertoriés : hormis le dépôt de pains de Mosjze-Jukew Fuks dans la Terliststraat 1, il y avait la boulangerie Hofmann et Steinberger au n° 9, où Fuks se procurait le pain et dont les propriétaires, de nationalité polonaise comme Fuks, ont à l'instar de la plupart des Juifs de la Terliststraat également été arrêtés et déportés lors des rafles en août 1942¹. Au n° 2 se trouvait un point de collecte pour la lessive, géré par Icchok Grille, ancien boulanger apprenti originaire de Łódź et établi en Belgique depuis 1929. Le maître coiffeur Lazar Seifer de Vilnius recevait ses clients dans son salon au n° 4. Au n° 39, on pouvait acheter des vins et des boissons chez Mordka Suchowski, un homme âgé arrivé de Varsovie en Belgique en 1908. Au n° 42, le marchand de tissu Joseph Reichmann, né lui aussi à Łódź et émigré d'Allemagne en 1933, tenait son commerce ; une chocolaterie-pralinerie appartenant au commerçant polonais Isak Rottenberg, se trouvait au n° 48 ; au n° 50, l'ancien enseignant

¹ Voir L. Saerens, *Vreemdelingen in een wereldstad*, *op. cit.* (voir note 25), p. 605.

Julius Kon proposait des articles de bureau, avant qu'il ne quittât en 1942 la ville scaldienne à cause des mesures antijuives et ne déménageât à Bruxelles, d'où il fut déporté par l'un des derniers trains de la mort en 1944.

Lors des rafles en août 1942, la police boucla la Terliststraat et on rechercha des Juifs maison par maison. Des deux côtés de la ligne de chemin de fer Anvers-Bruxelles et dans les quartiers à forte concentration juive de Borgerhout et Zurenborg, on boucla des rues entières, dont la Steenbokstraat. Trente sociétés de propriétaires juifs y avaient leur siège ; plus de la moitié d'entre elles était des commerces ou des ateliers diamantaires. Au n° 6, l'épicier Moszek Czapek tenait avec son épouse et sa fille une boutique ouverte en 1931, trois ans après son arrivée de Pologne. On y vendait, outre des fruits et légumes, des produits de nettoyage, du vinaigre, du matériel de cirage, de l'eau gazeuse et des marchandises en petite quantité – un magasin d'immigrés typique du genre. L'entrepôt était loué, ainsi que l'habitation de deux chambres bon marché qui se trouvait au-dessus. Depuis le début de l'Occupation, le chiffre d'affaires avait fortement chuté, principalement parce que les fruits ne pouvaient plus être livrés dans les quantités requises. En novembre 1941, Czapek eut la visite de l'expert-comptable Erich Deppe d'Hanovre, qui – tout comme Dr Hanky – conclut dans son rapport pour la *Brüsseler Militärverwaltung* : « L'entreprise décrite ci-dessus se situe dans un quartier ostensiblement juif d'Anvers. Il n'y a de ce fait que des clients juifs. Dès lors, une mise en valeur ultérieure ne sera possible que quand ce quartier sera désenjuivé. »²

Ces conditions citées par un expert du régime d'occupation allemande employé pour réaliser une « exploitation » de la propriété juive seront rencontrées neuf mois plus tard. La plupart

² AN, AJ⁴⁰, 257, C6-1046.

des Juifs de la Steenbokstraat d'Anvers furent en effet victimes des rafles d'août. Moszek Czapek, alors âgé de 45 ans, fut mis au travail pendant quelques mois sur des chantiers de l'« Organisation Todt » dans le nord de la France et déporté vers Auschwitz à la fin d'octobre 1942. Sa femme Blima Majteles et la fille aînée Szajndla Estera Czapek avaient d'ores et déjà suivi le même chemin.

D'autres rues avaient une concentration encore plus élevée d'établissements industriels et d'entrepôts, par exemple les deux artères principales du quartier juif, la Plantin en Moretuslei (siège de 172 entreprises, dont 75 du secteur du diamant) et la Provinciestraat (113 entreprises) ; la Pelikaanstraat (94 entreprises) – où se trouve encore aujourd'hui la bourse du diamant –, qui va de la Gare Centrale vers le sud et est traversée par la Lange Kievitstraat (157 entreprises, dont 45 du secteur du vêtement et 23 magasins alimentaires et boulangers) ; des rues plus petites telle la Van den Nestlei (54 entreprises hébergées dans à peine 23 maisons). La plupart des 1 300 ateliers diamantaires ayant un propriétaire juif à Anvers – sociétés commerciales et ateliers confondus – se situaient dans le quartier au sud de la Gare Centrale, à Zurenborg et dans des parties de Borgerhout. Il en était de même pour plus de 600 sociétés du secteur du textile et du vêtement, également fortement implanté à Anvers, et pour environ 260 vendeurs de produits alimentaires et de boulangers, qui vivaient surtout de la clientèle juive. Toutefois, l'industrie diamantaire ne se limitait pas au quartier juif, un grand nombre d'entreprises se trouvaient alors à proximité du parc municipal, dans le quartier de Haringrode et à Berchem. Enfin, il y avait naturellement aussi au centre-ville d'Anvers des magasins pour particuliers, qui étaient gérés par des Juifs de nationalité belge, polonaise ou autre.

En 1940 Chana Zajdman avait un commerce d'imperméables, ouvert dix ans auparavant, à la Hoogstraat n° 14, à proximité immédiate de la cathédrale. Une succursale se trouvait à Merksem, dans le nord d'Anvers. La femme d'affaires de 39 ans était arrivée avec ses parents et plusieurs frères et sœurs, alors qu'elle était une enfant en 1910, à Anvers depuis la ville polonaise de Bendzin (appartenant à l'époque à la Russie) en passant par Hambourg. Mariée au fourreur Mendel Finkelstein, originaire de Varsovie, cette mère de deux enfants vivait dans sa maison, toujours sous hypothèque, à la Jacob Jacobsstraat 32, dans l'une des rues du quartier juif ayant une grande concentration d'entreprises. Rien que dans cette maison multifamiliale, trois firmes diamantaires étaient répertoriées ; par ailleurs, un couple ayant fui Berlin en 1939 y vivait avec ses deux petits enfants. Sa petite boutique à devanture dans la Hoogstraat rapportait en 1940 encore un bénéfice considérable et était gérée par une vendeuse. Comme le nota l'expert-comptable qui devait expertiser le magasin à la fin de 1941, la Hoogstraat était « une rue spécialisée dans les imperméables ». De nombreux membres de la famille immigrée Zajdman (outre Chana, sa mère Lina Fischel-Zajdman, ses frères et sœurs Abraham, Chaja, Dwoira, Ensel et Max Zajdman et leurs conjoints respectifs) étaient propriétaires de magasins d'imperméables à Anvers. Ceux-ci portaient les noms évocateurs de « The Brabo Raincoat », « The Empire Raincoat », « The Manchester Clothing & Raincoat Company » et « Imper-Cyklone ».

L'expert-comptable envoyé par les Allemands, le même Dr Hanky, anticipa dans son rapport la fermeture du magasin de Chana Zajdman. Il lui semblait exclu que le magasin, qui selon lui n'avait en stock que des marchandises invendables et « absolument pas modernes », pût couvrir les dépenses. Par conséquent, il supposait que celui-ci était « ouvert seulement en apparence [...], pour dissimuler d'autres affaires louches ». L'échoppe

devait être fermée le plus rapidement possible³. Au printemps 1942, Chana Zajdman fut sommée de liquider sa société. Elle s'adressa à la *Militärverwaltung*, signala qu'elle n'avait pas d'autre source de revenus pour nourrir sa famille, et demanda une prolongation du délai pour la vente de son stock de marchandises, ce qui lui fut refusé. On lui suggéra de travailler contre rémunération pour un tiers. Nous ignorons de quelle manière la famille a ensuite échappé à l'arrestation et comment elle subvenait à ses besoins. L'époux fut envoyé sur les chantiers français de l'Organisation Todt d'où il fut déporté en octobre 1942 ; Chana Zajdman, son fils Bernard Finkelstein, âgé de 18 ans, et la fille Irène, née en 1939, sont partis fin juillet 1943 avec le XXI^e convoi de Belgique à Auschwitz, où ils furent assassinés.

À Bruxelles, il n'y avait pas de quartier juif à proprement parler comme à Anvers. Cependant, les quartiers où vivaient les immigrés juifs se situaient également à proximité immédiate des gares : dans la commune de Schaerbeek près de la gare du Nord de Bruxelles et dans celles d'Anderlecht et de Saint-Gilles, qui s'étendent des deux côtés de la gare du Midi⁴. Le secteur maroquinier, développé principalement par des entrepreneurs juifs, se concentrait à Anderlecht tandis que la plupart des entreprises de textile et de vêtements étaient alors – abstraction faite de Bruxelles-Ville – installées à Saint-Gilles. Ces deux communes comptaient un grand nombre de commerçants ambulants, hommes et femmes confondus. Il en allait de même pour le quartier des Marolles, au cœur de la ville (voir tableau 7). Ce quartier populaire, situé non loin de la gare du Midi, était dans l'entre-deux-guerres aussi un centre de la vie juive et d'activités

³ AN, AJ⁴⁰, 263, C 7-1318.

⁴ À propos de l'importance des gares pour l'immigration juive, voir J.-Ph. Schreiber, *L'immigration juive en Belgique*, *op. cit.* (voir note 7), p. 234, 238.

professionnelles des Juifs. De tous les quartiers de Bruxelles, les Marolles avaient, proportionnellement au nombre d’habitants, la plus haute densité d’entreprises juives. Outre les nombreux établissements industriels, on y trouvait également une multitude d’épiceries et de boulangeries⁵. Surtout, le logement y était abordable et, fin des années 1930, nombreux furent les réfugiés juifs du *Reich* à s’y installer. Le marché aux puces (Vieux Marché) de la place du Jeu de Balle était le centre névralgique du quartier des Marolles.

Le Vieux Marché de la place du Jeu de Balle
dans les Marolles (Bruxelles), 1939.

© CegeSoma

⁵ Également S. Taschereau – V. Piette – É. Gubin, « L’immigration à Bruxelles », *op. cit.* (voir note 25), p. 27 *sqq.*, relèvent sur base d’une enquête de 1939 le fait de la concentration de commerçants juifs émigrés de Pologne dans certaines rues des Marolles.

Tableau 7 | Répartition des entreprises et des secteurs dans les communes bruxelloises

	Commerce ambulant	Coiffeurs/ soins de santé	Industrie du bois/ meubles	Alimentation/ Boulangers	Maroquinerie/ pelletterie/cordonniers	Quincaillerie/articles techniques	Textile et vêtement / tailleurs	Horlogers / orfèvres / joailliers	Représentants / Voyageurs de commerce / courtiers / Intermédiaires	Autres	Entreprises par commune	
Anderlecht	85	10	13	35	163	16	104	2	3	20	451	16,7 %
Bruxelles (les Marolles)	68	4	2	16	38	3	83	1	1	19	235	8,7 %
Bruxelles (sans les Marolles)	45	15	25	27	98	30	230	28	22	121	641	23,7 %
Ixelles	4	3	9	5	41	11	50	5	6	25	159	5,9 %
Saint-Gilles	101	13	9	18	125	15	174	3	10	39	507	18,8 %
Schaerbeek	33	4	8	17	72	19	101	14	14	40	322	11,9 %
Autres	28	3	13	11	87	17	125	7	28	67	386	14,3 %
Entreprises par secteur	364	52	79	129	624	111	867	60	84	331	2701	
	13,5 %	1,9 %	2,9 %	4,8 %	23,1 %	4,1 %	32,1 %	2,2 %	3,1 %	12,3 %		100 %

Source : banque de données des entreprises juives en Belgique.
Seulement les sociétés suffisamment localisées.

Bien plus encore que de nos jours, le Vieux Marché était autrefois un endroit pour écouler toutes sortes de marchandises de seconde main, un haut lieu de l'économie du recyclage, dont dépendaient les classes populaires. Par ailleurs, le marché était pour les immigrés juifs l'endroit de l'espoir en une ascension économique ou celui où, faute d'autres possibilités de revenus, ils pouvaient trouver du travail afin d'éviter la pauvreté absolue. À partir du milieu des années 30, la possession d'une licence de commerce délivrée par la commune était obligatoire. On y vendait principalement des fripes – vieux manteaux et pantalons, chaussures, chapeaux et fourrures –, des restes de tissus, de la quincaillerie, des valises, mais également de la bonneterie bon marché, des chaussettes et des bas, de la mercerie, des produits de nettoyage et des sacs en similicuir. Les prix négociables répondaient aux besoins d'une population nécessiteuse. Le bric-à-brac nostalgique qu'on propose aujourd'hui pour beaucoup d'argent aux touristes de Bruxelles était plutôt inhabituel. On étalait les marchandises sur le sol et il y avait des stands mobiles ou rapidement démontables. Bon nombre de commerçants juifs – dont un quart environ était des femmes travaillant de manière autonome – possédaient en outre un magasin minuscule ou un espace de stockage dans les environs immédiats.

Petit magasin de fripes de
Bella Feldman-Jakubowicz,
non daté. © FMC

Fig. 6 | Le quartier bruxellois des Marolles vers 1930

Source : *Guide pratique de la Belgique*, De Boek, Bruxelles [vers 1930].

Les artères principales du quartier des Marolles sont la rue Blaes, une rue commerçante appréciée, et la rue Haute. Cependant, la rue avec le plus d'ateliers et de commerces juifs était alors la rue des Tanneurs. En 1940, au total 45 entreprises appar-

tenant à des Juifs y étaient établies entre les maisons sises au 16 et au 215. Il s'agissait de cinq magasins de textile et de vêtements, quatre merceries, trois magasins de maroquinerie ou de fourrures, six tailleurs, un cordonnier, un volailler, un coiffeur et un atelier où étaient produits des sacs en simlicuir. Près de la moitié de tous ces petits commerçants étaient des marchands ambulants. Ils proposaient leurs marchandises au Vieux Marché tout proche et sur d'autres places publiques ou gagnaient leur vie comme brocanteurs, chiffonniers et colporteurs. Il y avait parmi eux Golda Haut, marchande de fripes. Née à Varsovie, arrivée en Belgique en 1922 à l'âge de 23 ans, elle vivait séparée de son mari, un chiffonnier, avec ses deux filles dans une chambre avec cuisine au 159 rue des Tanneurs. Elle avait un petit magasin dans la même maison. Le revenu de cette tailleuse de formation provenait de la vente de vêtements usagés, qu'elle nettoyait, raccommodait elle-même avant de les proposer à la vente sur son stand au Vieux Marché¹.

La rue du Lavoir, une petite rue perpendiculaire à la rue des Tanneurs comptant à la fin des années 1930 28 établissements industriels et magasins répartis sur 20 maisons, illustre probablement de manière encore plus évidente cette économie de l'immigration à Bruxelles. Il y avait dans cette rue également de nombreux colporteurs et marchands ambulants, 9 hommes et femmes au total, qui vendaient des fripes, de la mercerie ou des chaussures usagées sur les marchés. Les renseignements que les Juifs devaient fournir au moment de la déclaration de leurs entreprises pendant l'occupation allemande permettent de reconstituer le caractère particulier de cette rue. Le coiffeur Elja Hauz, originaire de Varsovie, travaillait et vivait avec sa famille au n° 3 de la rue du Lavoir. Il est à noter que pratiquement toutes les personnes professionnellement actives répertoriées

¹ AN, AJ⁴⁰, 260, C 7-194.

dans cette rue avaient pour domicile et lieu de travail la même maison. Au n° 11, une boutique, enregistrée au nom de Wigdor Wolfowicz, proposait depuis 1936 des chapeaux pour dames confectionnés par son épouse Chana-Szajndla Wohlgeruch ; tous deux étaient également arrivés de Varsovie quelques années auparavant. Le tailleur polonais Szaja Sztaynberg vendait au n° 13 des vêtements pour dames dans son magasin « À la belle Confection ». Leib Ber Ajbeszyc, aussi originaire de Varsovie, était propriétaire d'une boutique de bonneterie et mercerie fondée en 1931 et sise au n° 15. Le n° 19 abritait depuis 1932 une épicerie bien achalandée appartenant à Jankiel Goldsztein, un Polonais de Przedborg, émigré d'Allemagne vers la Belgique en 1923. Au coin formé par les rues du Lavoir et Vanderhaegen, au n° 20A, se trouvait un autre magasin de confection plutôt modeste, géré par le tailleur Chaim Pawe, émigré de Łódź en 1930. Devenu indépendant en 1935, il confectionnait des habits et retailait des vêtements usagés. Un rapport de révision allemand signalera plus tard que le magasin se situait dans un « quartier misérable » et que Pawe offrait la possibilité aux gens pauvres du coin de réparer ou retoucher à moindre coût leurs vêtements, en confectionnant par exemple « des manteaux pour enfants ou costumes pour enfants à partir de vieux vêtements »².

Également émigré de Pologne en 1930, le maître boucher Mojsezs Grau avait déjà un an plus tard sa propre boucherie au n° 24. Il y avait deux entreprises de transport, celle de Motek Karpin, qui avait son siège dans cette même maison au n° 24, et celle de Jójna Lederhandler au n° 51. Pour les biens de consommation courante, il y avait, outre l'épicerie, également une boulangerie, ouverte en 1933 par Szlama Rozenblat au n° 26. Ce dernier était originaire de la ville polonaise de Wielun, qui avait longtemps travaillé dans le bassin industriel belge. En face, au n°

² AN, AJ⁴⁰, 260, C 7-285.

27, se trouvait l'atelier de couture de Chaim Apfelbaum ; le chapelier Israël Chaim Mordenfeld, immigré en 1929, avait quant à lui fondé en 1937 la « Modern Chapellerie », qui confectionnait des chapeaux pour enfants à destination des grossistes. Au n° 35 se trouvait une deuxième épicerie, plus modeste et appartenant au commerçant polonais Majer Goldberg, fraîchement immigré d'Allemagne en 1931. Son fils Bernhard, né à Offenbach, reprendra l'affaire en 1933 après avoir fui Mannheim pour s'installer en Belgique.

Le secteur de la maroquinerie était également représenté dans la rue du Lavoir par l'existence de deux ateliers. Le maroquinier varsovien Benejan Konigsman, qui vivait en Belgique depuis 1920, exploitait au n° 35 une fabrique de sacs à main employant un seul ouvrier. La maison y adjacente, sise au n° 37, abritait un atelier de parure et glaçage de restes de cuir qui livrait à d'autres entreprises de maroquinerie. L'atelier appartenait à Socher Pinatycki, né dans la ville russe de Pinsk en 1895 et arrivé à Bruxelles par Hanovre dès 1919. Les gens avaient de surcroît le choix entre deux cordonniers : Hilel Jacentowski de Przedborg effectuait dans sa « Cordonnerie Henri », située au n° 43, des réparations pour une clientèle exclusivement juive ; et au bout de la rue, au n° 55, le maître cordonnier Cholon Golberg, qui avait vécu à Varsovie jusqu'en 1928, proposait notamment des pantoufles à la vente. Enfin, il y avait dans la maison avoisinante, au n° 53, un magasin qui vendait principalement des imperméables – un article fort demandé, qui était à Anvers et à Bruxelles souvent fabriqué à domicile par des immigrants juifs. Cette boutique appartenait depuis 1929 à Uryn Gebrowicz, tailleur pour hommes et marchand de vêtements.

Uryn Gebrowicz était né en 1902 et avait immigré de Czestochowa (Pologne) en Belgique en 1924 ou 1925. Nous ignorons comment il gagnait sa vie initialement. Il dut toutefois, au

fil des ans, connaître une certaine prospérité puisqu'il possédait deux magasins dans les Marolles et sa propre maison, alors qu'il vivait en location avec Cyrla Lewkowicz, sa femme de neuf ans son aînée, originaire de Przedborg, et leur fils déjà adulte. Fin 1940, il déclara avoir un patrimoine d'une valeur totale de 190 000 francs, maison, terrain et stock de marchandises compris. Sa situation financière est décrite dans un rapport de révision de fin 1941 par l'expert-comptable berlinoise Anne-Lise Ostritz, qui travailla à plusieurs reprises pour la *Militärverwaltung*. Celle-ci recommanda de procéder à l'« aryanisation » du magasin de la rue du Lavoir :

« Le propriétaire est Uryn Gebrowicz, un Juif polonais, installé en Belgique depuis 1924, maître tailleur de formation. Il exploite l'atelier de couture pour hommes et le commerce de détail. [...]

Il y avait deux magasins jusque fin 1940 :

- 1) 53 rue du Lavoir, habitation incluse
- 2) 311 rue Haute

À partir de 1941, le magasin n'est plus qu'à la rue du Lavoir. [...]

Les activités s'effectuent dans un magasin à vitrine unique au 53 rue du Lavoir. Il s'agit d'une petite rue insignifiante, où il ne faut pas compter sur une clientèle de passage. Le magasin comporte un commerce de détail de vêtements homme, ainsi que de la confection.

U. Gebrowicz n'emploie aucun travailleur ; il prend lui-même les mesures, s'occupe de la découpe et ce qu'il ne coud pas lui-même est confié à un tiers. En 1940, il embaucha un ouvrier ainsi que son fils âgé de 19 ans [...].

Le Juif U. Gebrowicz possède encore un logement avec trois habitations, qui sont louées, au 43 rue du Lavoir. Il a acquis la

maison en 1935 pour 125 000 francs. Elle est à présent quitte et libre de toutes charges. »³

La plus grande partie des commerçants et des habitants de la rue du Lavoir fut déportée à Auschwitz entre 1942 et 1944 ; parmi eux, le couple Gebrowicz. Aujourd’hui, seule une plaque commémorative dans la rue de Lenglentier, à l’endroit même où s’élevait autrefois une synagogue, nous rappelle l’existence des Juifs du quartier des Marolles, victimes du nazisme et de la folie raciste.

Avant la débâcle

Lorsqu’au printemps 1942, la grande majorité des propriétaires d’entreprises juifs en Belgique reçurent l’injonction des autorités d’occupation allemande de fermer leur atelier et magasin dans les plus brefs délais, ils se retrouvèrent dans une situation désespérée. Cependant, ils n’acceptèrent pas l’ordre de liquidation sans discuter, mais réagirent en multipliant protestations, requêtes et plaintes, ainsi qu’ils le firent toujours dans le passé auprès des autorités du moment. Il se peut aussi que les Juifs comptassent sur le fait qu’en Belgique il existait toujours une marge de négociation avec les autorités et que cela ne pouvait être autrement dans le cas présent. Certains cherchèrent conseil et soutien auprès de la communauté obligatoire juive, l’AJB, et auprès d’avocats, d’autres firent rédiger des lettres officielles par un tiers, amenèrent des références ou s’adressèrent directement aux autorités militaires allemandes afin de faire lever l’ordonnance ou du moins obtenir une prolongation du délai leur permettant de vendre sans pertes leurs stocks de marchandises – souvent leur unique capital. Ils invoquaient dans leur requête les raisons les plus diverses et évoquaient leur situation personnelle

³ AN, AJ⁴⁰, 259, C 7-144.

dans l'espoir d'une négociation avec les Allemands et d'une éventuelle exception dans le cadre du programme d'« aryanisation ». En réalité, cet espoir, insufflé par l'arbitraire des décisions du groupe XII de la *Militärverwaltung* quant aux délais de liquidation par exemple, se révéla illusoire. Une prolongation du délai ou une autorisation d'exercer un travail salarié pour un tiers pouvaient temporairement garantir la survie d'une famille entière. Mais, finalement, peu de propriétaires d'entreprises juifs ont échappé à l'anéantissement de leur existence économique.

Suivent ci-dessous quelques exemples, découverts au hasard de nos recherches, parmi les centaines de requêtes écrites à l'adresse de la *Militärverwaltung* qui ont été conservées. S'y confrontent la perspective des propriétaires juifs et celle des bureaucrates allemands chargés de la mise en place de l'« aryanisation » en Belgique. Ce sont là par ailleurs autant d'ultimes témoignages, leurs auteurs ayant été victimes de la Shoah.

*

Le 19 juin 1942, Mendel Krygier, un chiffonnier bruxellois émigré de Pologne en 1928, adressa pour la dernière fois une demande à la section compétente des autorités militaires occupantes en Belgique. Un an auparavant, un expert-comptable contrôleur allemand avait prétendu que le commerce de vieux papiers et de chiffons de Krygier n'avait pas de « raisons d'exister ». En mars 1942, Krygier fut informé qu'il devait cesser toute activité commerciale pour la fin du mois. Apparemment, il tenta de mettre son commerce au nom d'une connaissance, un Belge d'origine non juive. Il adressa au groupe XII de la *Militärverwaltung* une requête en ce sens en langue allemande, dans laquelle il ne manque pas de souligner que son activité professionnelle n'est d'après lui pas concernée par les ordonnances anti-juives en vigueur :

« Indubitablement, les susmentionnés Krygier Mendel, né à Łódź (Pologne) le 30 janvier 1898, et son épouse Fajbusiewicz Lea, née le 6 mars 1902 également à Łódź, résidant ensemble à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, 63 rue Joseph Claes, ne peuvent être considérés comme étant concernés par l'application de l'ordonnance du 28 octobre 1940.

Bien qu'inscrits comme commerçants et portant cette mention sur leur carte d'identité, ils sont d'avis que ce commerce en chiffons, vieux papiers et déchets de métaux, qu'ils ont fait inscrire dans le registre de commerce à Bruxelles sous le numéro 19 099 en 1929, obéissant ainsi toujours à la loi belge, est en fait trop insignifiant pour être considéré comme "entreprise" ou "magasin".

Ce petit commerce est leur propriété et étant donné que l'ordonnance mentionnée rend nécessaire une autorisation préalable pour tout transfert de biens juifs [...], ils tiennent par la présente à demander une telle autorisation. »

La *Militärverwaltung* rejeta catégoriquement la demande de transfert, mais prolongea le délai fixé pour la liquidation jusqu'à la mi-mai 1942. Krygier respecta l'ordre de liquider son entreprise et, étant désormais sans revenus, il s'adressa en juin de cette même année finalement de nouveau au groupe XII, soit l'organisme bureaucratique allemand chargé de la mise en œuvre de l'« aryanisation » en Belgique :

« En référence à votre courrier du 2.3.1942 relatif à la fermeture de mon entreprise et de la remise de mon registre de commerce, je souhaiterais vous faire la communication suivante : j'habite en Belgique déjà depuis 15 ans. J'ai toujours travaillé, ce qui m'a permis de subvenir aux besoins de ma famille. Ma famille est composée de 5 personnes, 2 filles et 1 garçon, aucun des 3 n'est prêt à se prendre en charge, de sorte que je dois m'en occuper. En outre, je souffre d'une grande douleur à l'oreille de-

puis 20 ans et ne peux exercer un métier lourd étant donné que j'ai une grave hernie inguinale [...].

Je peux justifier mes maladies par des certificats médicaux. Vu que mon entreprise a été fermée et que je n'ai plus aucun revenu, je me permets de vous transmettre la demande suivante : je vous demande de m'autoriser à ramasser du papier, du vieux fer, etc. dans la rue. Ces choses ayant tout de même de la valeur, j'aurai ainsi du travail et un moyen de subsistance.

J'espère pouvoir compter sur votre compréhension et vous remercier d'avance pour votre attention. Krygier. »⁴

Cette démarche demeura vaine. Nous n'avons pas d'autres signes de vie de Mendel Krygier et de sa femme Ruchla Laja (Lea) Fajbusiewicz. Deux mois plus tard, le 26 septembre 1942, tous deux seront déportés avec le convoi n° 11 à Auschwitz, d'où ils ne sont jamais revenus. Leurs enfants ont survécu à la fin de la guerre en Belgique.

*

Bertha Bluwstein était l'une des commerçantes ambulantes du quartier des Marolles de Bruxelles. Née à Odessa en 1899, arrivée en Belgique de Ludwigshafen en 1925, elle n'était pas mariée et vivait au début de l'occupation allemande avec ses quatre enfants, des garçons âgés de cinq à dix-sept ans, dans un deux-pièces rue des Tanneurs. Depuis 1938, elle tenait un commerce de vieux vêtements pour dames et hommes. Sa requête manuscrite au groupe XII de la *Militärverwaltung* du 24 mars 1942 est libellée comme suit :

« Soussignée demande cordialement et avec dévouement une prolongation et une autorisation de poursuivre son petit com-

⁴ AN, AJ⁴⁰, 260, C 7-234. Par l'ordonnance précitée du 28 octobre 1941, le commandant militaire allemand a amorcé le programme de persécution des Juifs en Belgique.

merce qui doit être fermé au 31.3.1942. Je suis une femme célibataire avec quatre enfants et, depuis des années, je subviens à mes besoins et à ceux de mes enfants grâce à ce petit commerce.

Je fais principalement le commerce de vieux vêtements, et suis ainsi capable d'élever mes quatre enfants sans aucune aide extérieure.

Je suis moi-même fort malade des nerfs et votre ordonnance m'a durement touchée.

C'est la plus affligeante détresse et le désespoir d'une mère qui m'incitent à vous adresser cette demande.

Je suis en Belgique depuis 17 ans déjà.

Je vous demande encore du fond du cœur d'aider une femme et mère déjà lourdement éprouvée et autorisez-moi à garder mon petit magasin afin de nourrir mes enfants.

J'espère et souhaite que vous pourrez satisfaire à ma demande, je vous en serais très reconnaissante.

Signée Bertha Bluwstein avec la plus haute considération. »

Elle obtint début avril l'autorisation de prolonger le délai d'un mois. Elle indiqua dans une deuxième lettre n'avoir aucune autre possibilité de gagner sa vie, sa maladie compliquant beaucoup le fait de trouver d'autres opportunités de travail. Le 10 juillet 1942, elle fit finalement savoir à la *Militärverwaltung* qu'elle se conformerait à l'ordre de fermer le magasin et demanda en même temps de pouvoir vendre son capital restant – quelques pièces de vêtements usagés – afin d'assurer sa subsistance. Elle prit à nouveau la plume :

« Mon commerce était principalement celui de vieux vêtements d'hommes et de dames. J'ai tout vendu hormis un tout petit reste, et j'ai vécu de cela jusqu'à présent. Je suis une femme seule avec quatre enfants que je dois nourrir. Je suis pour le moment complètement démunie et pour cette raison je vous demande de tout cœur de me donner l'occasion de vendre les quel-

ques vieux vêtements restants. J'espère que vous donnerez suite à ma demande et m'enverrez une réponse positive.

Je serais heureuse et reconnaissante également au nom de mes enfants pour votre réponse prompte et favorable.

Signée Bertha Bluwstein avec la plus haute considération. »⁵

Les deux fils aînés furent arrêtés et déportés quatre semaines plus tard. Bertha Bluwstein se débrouilla avec ses deux plus jeunes fils deux années durant. Peut-être avait-elle confié les enfants à un tiers ou leur avait-elle trouvé une cachette ? Quoi qu'il en soit, ils ne furent pas découverts par les Allemands. Quant à elle, elle ne put échapper à l'arrestation. En avril 1944, Bertha Bluwstein a été emmenée au camp d'extermination d'Auschwitz par le XXIV^e convoi depuis la Belgique.

*

Léon Vorobeitchik était originaire de Ekaterinoslav, son épouse Anna Picovscaia de Chisinau. Ces deux villes se situaient dans la Zone de Résidence russe et furent le théâtre de sanglants pogroms. Vorobeitchik avait 20 ans lorsque, peu après la fin de la Première Guerre mondiale, il arriva avec ses parents, par Odessa, en Belgique. Il suivit une formation d'ingénieur chimiste. En 1927, il fonda avec son frère, qui habitait Paris, une société de traitement de fourrures dans la commune bruxelloise de Schaerbeek. Début mars 1942, il reçut l'ordre de la *Militärverwaltung* de fermer son entreprise. Un courrier datant du 6 mars témoigne de sa tentative de recourir contre cette décision :

« Suite à votre lettre recommandée du 3 de ce mois relative à la liquidation de l'activité commerciale juive et à sa suppression du registre de commerce, je me permets de vous demander respectueusement de pouvoir poursuivre l'activité de mon atelier de

⁵ AN, AJ⁴⁰, 259, C 7-51.

teinture et de reverdissage de fourrures, situé 389 rue du Progrès à Bruxelles, où je travaille exclusivement selon des techniques artisanales, ainsi que mon bureau, 234 rue Royale à Bruxelles.

Motif :

1. Je ne suis ni commerçant ni industriel. Étant clairement un artisan (je travaille moi-même avec une seule ouvrière), je suis membre de la guilde des artisans de la maroquinerie [...]. En conséquence, sans être obligé d'être déclaré dans le registre de commerce, j'y suis tout de même inscrit depuis environ 15 ans. Je vais dès à présent directement demander la radiation.
2. La nature de mon entreprise se limite finalement à : teinture, reverdissage, écharnage, désinfection, rafraîchissement et remodelage des fourrures. Je transforme donc seulement des marchandises qui me sont remises par un tiers.
3. Vu que du reste je ne m'occupe ni de l'achat ni de la vente de fourrures, je ne possède pas de stock de ces marchandises.
4. Travaillant à Bruxelles depuis environ 20 ans, j'ai ici la réputation d'être un spécialiste de la teinture et du reverdissage de fourrures nobles. Je me permets de joindre ici une liste de références.

Dans l'attente d'une réponse positive de votre part, je vous prie d'agréer l'expression de ma plus haute considération.

L. Vorobeitchik. »⁶

La demande n'a pas eu gain de cause. Léon Vorobeitchik, ses parents âgés, sa femme Anna Picovskaia et leur fille Emma, née à Bruxelles en octobre 1942, ont été emmenés au camp de rassemblement à Malines d'où ils furent déportés quelques jours plus tard par le XVI^e convoi vers Auschwitz.

*

⁶ AN, AJ⁴⁰, 290, I 31-266.

Au n° 227 de la Provinciestraat à Anvers, il y avait de 1926 à 1942 une épicerie qui vendait du soda, du sel, des bougies et également de l'huile. Son propriétaire était le marchand Alter-Joel Abend. Il l'avait fondée l'année même de son arrivée de Pologne et vivait avec sa femme Rachel Frisch et leurs neuf enfants – deux d'entre eux nés en Belgique, les autres arrivés avec leurs parents – dans un appartement de location spacieux dans la même maison que l'épicerie. Alors que les fils aînés et une fille étaient ouvriers diamantaires, les plus jeunes enfants donnaient un coup de main dans le magasin. La *Militärverwaltung* pouvait savoir quels problèmes entraînerait la fermeture d'une épicerie, d'autant que les produits de première nécessité étaient rationnés depuis le début de l'Occupation. Les clients devaient se faire enregistrer chez leur épicier, à qui l'on attribuait alors un contingent de marchandises correspondant au nombre de clients. Un quelconque changement ou la disparition du marchand impliquait une déclaration auprès des autorités belges compétentes. Lorsque les commerçants attiraient l'attention sur ces problèmes, les Allemands les autorisaient généralement à garder leur magasin encore ouvert pour une courte période ou les renvoyaient auprès du ministère belge du Ravitaillement. Ce fut le cas d'Alter-Joel Abend, qui a introduit un recours contre la liquidation de son magasin le 28 avril 1942 :

« Le 17 mars, j'ai été informé par monsieur le Militärbefehlshaber de la décision de liquidation m'obligeant à liquider mon entreprise pour le 30 avril. Des circonstances particulières, que je vais expliquer brièvement ci-dessous, m'empêchent considérablement de me conformer à cette obligation, c'est pourquoi je demande de me garantir exceptionnellement un délai court de tout de même 4-6 semaines, afin de pouvoir mettre fin à mon activité.

J'habite en Belgique depuis 16 ans et tiens un modeste commerce de gros en produits alimentaires. Bien que j'ai fait de sincères grands efforts pour que tout soit fini pour le 30 avril, cela

m'est pratiquement impossible. Étant donné qu'un certain nombre de commerces de détail juifs, dont certains sont mes clients, avaient encore le droit de liquider leur marchandise en mai, il me serait alors également possible d'encore rapidement écouler de manière indirecte mon petit stock auprès des consommateurs. J'espère en outre également pouvoir encore servir mes autres clients aryens avec mon stock disponible.

Je vous saurais gré de considérer avec bienveillance ma demande, compte tenu de la nature des articles en vente, qui risqueraient quand même d'être en partie détériorés. Je peux difficilement mettre toute la marchandise en bloc en dépôt et qu'elle soit ainsi alors en partie perdue pour le consommateur, c'est pourquoi je vous prie de bien vouloir me garantir exceptionnellement le délai demandé.

Je tiens à préciser qu'ayant une famille très nombreuse, je suis particulièrement dépendant de ces recettes insignifiantes en temps normal. Nous vivons à 11 (une épouse et 9 enfants) de ces revenus modestes, qui représenteraient aujourd'hui peut-être encore une valeur d'un peu plus de 25 000 FB (ce qui ferait un peu plus de 2 000 marks). Je ne possède aucun autre bien, mes enfants ne gagnent rien, et donc que monsieur le Militärbefehlshaber veuille comprendre ma demande particulière afin qu'ainsi nous disposions dans un premier temps, après la liquidation du magasin, de très modestes moyens pour la subsistance future de ma grande famille. »⁷

Toute la famille Abend, à l'exception de deux de ses membres, a été victime des rafles anversoises. Leurs noms se trouvent sur la liste dressée dans le camp de Malines des VI^e et XVII^e convois, partis respectivement le 29 août et le 31 octobre 1942 vers Auschwitz.

*

⁷ AN, AJ⁴⁰, 257, C 6-1004.

Le couple Suwalk était originaire de Pologne : Hersz (Hirsch) Suwalk était arrivé de Varsovie en Belgique à l'âge de 24 ans en 1921, sa future épouse Ettel Halberthal, née en 1905, le suivit six ans plus tard. Ils s'installèrent à Anvers, dans un logement de location au n° 36 de la Korte Kievitstraat, dans le quartier juif au sud de la Gare Centrale. Tous deux trouvèrent du travail dans l'industrie diamantaire, elle comme tailleuse de diamants, lui comme négociant. Dans les années 30, Hersz Suwalk se concentra sur la photographie, un métier qu'il avait manifestement appris et dont il pouvait espérer tirer de meilleurs revenus, comparables à ceux que pouvait obtenir un modeste négociant diamantaire. Le métier de photographe, apparu depuis peu et pour lequel il existait une clientèle surtout dans les grandes villes, était fréquemment exercé par des Juifs. Dans les villes d'Anvers, de Bruxelles, de Liège et de Charleroi, il y eut en 1940 au total plus de 60 photographes professionnels juifs, dont la moitié était des photographes de rue comme Hersz Suwalk. Confronté à l'ordre de la *Militärverwaltung* de se désinscrire du registre de commerce, celui-ci répondit le 4 mai 1942 avec la lettre suivante :

« Monsieur,

conformément à votre ordonnance du 11 avril 1942 [...], j'ai supprimé mon numéro (57 880) du registre de commerce.

En réalité, j'aurais dû le faire il y a longtemps déjà, vu que je ne suis plus diamantaire depuis 1936. Depuis lors, je suis seulement photographe de rue et je dispose à ce titre d'une autorisation pour le commerce ambulant. Les mois d'hiver ne sont pas propices à l'exercice de cette activité, de sorte que je n'ai presque rien gagné.

Je prends la liberté de demander si l'ordre relatif à la remise de l'autorisation concerne aussi le commerce ambulant, si celui qui concerne le soi-disant diamantaire Suwalk Hirsch est également valable pour le photographe de rue Suwalk Hirsch.

Je rencontrerai peu de concurrents aryens dans cette modeste activité. En tout cas, je voudrais vous demander de m'octroyer

une courte prolongation pour que je puisse avoir encore quelques semaines de beau temps cette année afin de gagner un tant soit peu pour subvenir aux besoins de ma famille.

Avec tout le respect que je vous dois. H. Suwalk. »⁸

Les Allemands ont refusé la prolongation du délai demandée et l'administrateur provisoire, qui avait été engagé pour gérer entre autres cas celui de la société de Suwalk, décida en juin 1942 que l'entreprise était « sans aucune importance » et devait donc être liquidée. Peu après, Hersz Suwalk et Ettel Halberthal signalèrent leur départ d'Anvers pour Charleroi. Toutefois, ils s'abstinrent de s'enregistrer comme le constata l'Office de population local. Ils prirent la fuite, franchirent la frontière vers la France afin de gagner soit la zone libre, soit la Suisse ou emprunter toute autre voie vers la liberté. Il fallait pour ce faire des moyens financiers : peut-être fallait-il de faux papiers ainsi que l'assistance de passeurs. Tout ceci coûtait de l'argent. Le couple fut arrêté lors du franchissement de la ligne de démarcation fortement surveillée, envoyé au camp d'internement de Pithiviers avant d'être déporté le 18 septembre 1942 vers Auschwitz via le camp de transit de Drancy près de Paris.

*

Seul un nombre minime des 4 985 personnes – pour 95 % des immigrés – ayant été répertoriées fin 1940 par la *Militärverwaltung* comme propriétaires d'entreprises et que nous avons pu identifier, a effectivement réussi à fuir la Belgique occupée. Il ressort des listes de transports du camp de Drancy et d'autres sources qu'au moins 1 349 Juifs qui vivaient encore en Belgique en 1941-42 ont été déportés depuis la France⁹. 187 d'entre eux

⁸ AN, AJ⁴⁰, 272, C 12-1304.

⁹ I. Meinen – A. Meyer, *Verfolgt von Land zu Land*, op. cit. (voir note 11), p. 229, 272.

appartenaient à ce groupe de propriétaires d'entreprises. Certains avaient fui seuls, d'autres avaient fui en compagnie de leurs proches (238 personnes). 2 307 propriétaires d'entreprises et 4 421 membres de leur famille, ce qui correspond à un total de 6 728 personnes, ont quant à eux été déportés du camp de Malines. Seuls 103 de ceux-ci réussirent à s'évader du convoi et à sauver leur vie.